

# Le Quotidien

Edition Nationale d'Information

D'ORAN

DANS LE CONTEXTE D'UNE AGRICULTURE REPENSÉE

## Du cauchemar de la flambée des prix des produits agricoles à la régulation idoine

MAHMOUD CHABANE



■ **Réflexions sur l'assurance qualité en contexte de la formation continue en Algérie**

LARDJANE DAHMANE ET CHAIB AZIZ

■ **Livres : il était une fois !**

BELKACEM  
AHCENE-DJABALLAH



LE TORCHON BRÛLE AU SEIN MÊME DU TEMPLE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

**Kamis vs hijab**

ABDELKADER BENMAZOUZ

■ **Aller voter, oui; mais pourquoi et pour qui ?**

EL YAZID DIB



■ **L'argent des émigrés, même Montebourg s'en mêle !**

CHERIF ALI



■ **Le déclin français**

DJAMEL LABIDI



■ **Le spectre de l'extrême droite armée**

AKRAM BELKAÏD

P. 5 à 12



## Elections locales Une campagne discrète et des attentes



R. N.

La campagne officielle pour les élections locales, qui vient de s'achever, n'a pas déchainé les passions, en dépit d'une mobilisation des chefs des principaux partis politiques qui ont multiplié les sorties sur le terrain. Les responsables politiques et leurs candidats ont éprouvé beaucoup de peine à faire décoller la campagne, compliquée déjà par les contraintes sanitaires liées au Covid-19, mais aussi par les conditions climatiques qu'a connu le pays durant ces dernières semaines. Les espaces d'affichage réservés aux candidats à ces locales ont été peu exploités. Excepté les leaders de la classe politique qui ont investi le terrain depuis le lancement officiel de la campagne le 4 novembre dernier, peu de candidats ont tenu des meetings. La campagne s'est plutôt déroulée sur les réseaux sociaux pour de nombreux candidats qui ont investi la toile pour se faire connaître de l'électorat. L'appel à une forte participation a constitué une «priorité» pendant cette campagne qui a duré 21 jours. Pour certains, l'appel à une participation massive aux prochaines locales est motivé par le souci de corriger les dysfonctionnements constatés dans le développement local, de barrer la route aux «opportunistes», ou encore pour parachever l'édification institutionnelle de l'Algérie. Pour d'autres, il s'agit d'étape importante vers le renforcement du front interne, la préservation de l'unité nationale et de la stabilité du pays pour faire face à toute menace extérieure. La nécessité d'opter pour un nouveau mode de gestion des collectivités locales à travers l'élargissement des prérogatives des élus locaux et l'adoption d'une gouvernance locale rationnelle, a été soulignée par les principaux chefs de partis politiques.

Ces derniers ont également plaidé pour l'importance de conférer un «rôle pivot» aux futures Assemblées élues, noyau de base de l'Etat, avec comme objectif suprême d'ériger une «Algérie forte par ses institutions».

La révision des codes de la commune et de la wilaya, pour permettre aux collectivités locales de jouer pleinement leur rôle dans le développement socio-économique du pays est revenue tel un leitmotiv dans les interventions des chefs de partis politiques. Par ailleurs, la classe politique a mis l'accent sur l'importance d'opérer un «véritable changement» à travers la concrétisation du développement local et la prise en charge des doléances du citoyen en faisant de lui un «partenaire clé» dans la gestion de la vie économique de la commune. A ce

titre, les citoyens ont été exhortés à bien choisir leurs futurs représentants au niveau local afin de concrétiser leurs aspirations. Libérer l'élu de toutes les contraintes entravant une gestion efficace des collectivités locales, investir dans une ressource humaine compétente et intègre, booster l'investissement local pour créer le développement à travers la révision des procédures relatives à l'investissement agricole dans les wilayas du Sud du pays, sont parmi les points proposés par les partis politiques durant cette campagne pour les locales du 27 novembre prochain.

Pour le président l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi, la campagne s'est déroulée dans un climat éloigné de tout discours contrevenant aux bons usages et dans le strict respect de la charte d'éthique des pratiques électorales convenues avec l'instance qu'il préside. Selon une évaluation préliminaire du déroulement de la campagne, M. Charfi avait jugé le «bilan positif», en dépit de «quelques dépassements mineurs». Il s'agit d'écarts relatifs au non-respect du protocole sanitaire de lutte contre le Coronavirus, et d'autres concernant les règles de bonne conduite avec les représentants des médias lors de l'accomplissement de leurs missions pour assurer la couverture des différents meetings et les activités organisées dans le cadre des programmes de la campagne électorale.

### DÉBUT DU SCRUTIN DANS DES BUREAUX ITINÉRANTS

A noter que les opérations de vote ont débuté hier à travers des bureaux itinérants dans nombre de wilayas du Sud du pays. Le scrutin devrait concerner les populations enclavées et nomades des wilayas de Tindouf, Ouargla, Illizi, Djanet, Tamanrasset, Bechar, In Salah et In Guezam. D'autres wilayas du Sud du pays entreront en lice à partir de ce jeudi. L'opération concernera des populations ciblées d'autres wilayas, comme stipulé par la même loi. Selon les chiffres de l'ANIE, le corps électoral est de 23.717.479 électeurs. Quelque 800.000 encadreurs seront mobilisés pour le bon déroulement du scrutin dans 61.696 bureaux et 13.326 centres de vote, repartis à travers les 1541 communes que compte le pays. Un total de 1.158 dossiers de candidature aux Assemblées populaires de wilaya (APW) a été retiré, dont 877 dossiers retirés par 48 partis politiques agréés et 281 par des listes indépendantes. Quelque 22.325 dossiers de candidature aux Assemblées populaires communales (APC) ont été également retirés, selon la même source.

## Violences faites aux femmes Les chiffres ne disent pas tout

Des militantes pour les droits des femmes ont plaidé, mercredi à Alger, pour la mise sur pied d'un système d'informations national «unifiant» les données relatives aux violences à l'égard des femmes, relevant les avancées juridiques enregistrées dans ce domaine et ce qui reste à concrétiser.

«Il nous faut un système d'informations unifié qui nous doterait d'indicateurs fiables sur le phénomène des violences à l'égard des femmes, à l'échelle nationale, et qui serait piloté par une institution», a déclaré la présidente du Centre d'Information et de Documentation sur les Droits de l'enfant et de la femme (Ciddef), Nadia Ait-Zaï. Intervenant lors d'une rencontre organisée à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre les violences faites aux femmes, annuellement célébrée le 25 novembre, la juriste a défendu l'idée d'une «plate-forme» réunissant l'ensemble des statistiques dont dispose, de manière séparée, les différentes institutions activant pour la lutte contre ce phénomène et pour la prise en charge des victimes. Auparavant, elle avait passé en revue les avancées réalisées en Algérie en matière de protection des droits des femmes et plus particulièrement s'agissant de la protection juridique et de l'assistance des victimes des agressions, «se félicitant» notamment de l'existence, depuis 2015, de la loi incriminant ces actes.

Un acquis renforcé par la Cons-

titution de 2020, se traduisant par l'introduction des notions de «femme», en place et lieu de «citoyenne», ainsi que de «conjoint et de victime», dès lors que la question des violences relève de l'approche dite du «genre», a-t-elle ajouté.

Mme Ait-Zaï, par ailleurs présidente de «la Fondation pour l'Egalité», a également souligné l'importance de considérer le viol comme étant un «crime», passible en vertu de la même loi de 15 ans de réclusion, tout en appelant, toutefois, à la promulgation d'ordonnances préconisant «l'éloignement» des auteurs des agressions de leurs victimes. Et de faire savoir, à ce propos, que, depuis le début de l'année en cours, 49 féminicides ont été enregistrés, selon les données du site spécialisé «Féminicides Algérie». Elle a également réitéré son plaidoyer concernant la mise en place d'un «guichet unique» au niveau des commissariats de police, chargés d'accueillir les plaintes des femmes violentées, de même que des «sections spécialisées» au niveau des tribunaux, l'enjeu étant d'assurer aux plaignantes «un meilleur suivi» sur les plans juridique et psychologique.

Tout en saluant également les dispositions du Code pénal amendé en faveur des femmes victimes de violences, l'ancienne présidente de la Commission des Femmes travailleuses de l'Union générale des Travailleurs algériens (UGTA), Soumia Salhi, a déploré que «l'on soit toujours face à des chiffres

épars qui ne rendent pas compte de la réalité de la question».

Soumia Salhi a souligné que les données existantes à ce sujet, par ailleurs différentes d'une source à une autre, «ne reflètent que celles qui ont déposé plainte», en s'interrogeant «combien sont-elles» celles qui n'ont pu le faire, avant de réitérer son appel pour que l'Algérie ratifie la Convention 190 de l'Organisation internationale du Travail (OIT), sur le travail et le harcèlement, en vigueur depuis 2020. A son tour, Dr Zahia Cherfi, consultante sur les questions du genre, a insisté sur «l'extrême importance d'avoir une banque de données pour mieux situer la problématique», notant que «si les données à ce sujet émanent de diverses institutions, il y a lieu de les corréler afin de pouvoir évaluer l'évolution de ce phénomène et mieux le lutter».

A ce propos, elle a fait observer que même les associations de défense des droits des femmes ne disposent pas de statistiques précises sur leur travail en faveur de ces dernières, de sorte à se faire une idée sur le nombre des victimes ayant bénéficié de l'appui juridique et de l'assistance psychologique et autres. Elle a expliqué que la violence est définie comme étant «tout acte dirigé contre la femme causant des souffrances physiques, morales et nuisant à sa santé, sa sécurité et sa dignité», d'où son inscription dans le registre des «violations des droits de l'Homme».

## ANALYSE

Abdelkrim Zerkouri

### Spleen électoral

**A**u-delà des résultats qui émanent des élections

locales anticipées du 27 novembre 2021, ou de savoir qui sortira vainqueur de l'urne ce jour-là, c'est l'abstention des électeurs qui suscite le plus les angoisses des listes participantes. On l'aura constaté tout au long de la campagne électorale, qui s'est achevée mardi 23 novembre, les électeurs n'ont pas été emballés par le discours des candidats et des chefs de formations politiques en lice dans ces élections.

Si le jour «J» est conforme au climat d'indifférence qui a accompagné les trois semaines de la campagne électorale, espérer une participation «massive» à ces élections locales, comme l'appellent de leurs vœux tous les tribuns, relèverait de la gageure. Mais, force est de reconnaître que la campagne électorale n'est pas synonyme de sondage d'opinion, qui n'existe pas encore dans les mœurs politiques locales, et que toute conclusion sur la base de ce paramètre ne serait qu'une déduction possiblement exposée à l'erreur d'appréciation.

De l'aveu des chefs de partis politiques et des candidats en lice pour le scrutin du 27 novembre, en sus du constat des observateurs, la campagne électorale, du début à la fin, a été très timide, mais certains trouvent des arguments à cette défection de la population qui ne laissent aucunement croire que le vote sera marqué par une forte abstention.

Dans ce contexte, on justifie ce spleen électoral

par les contraintes sanitaires liées au Covid-19 et les conditions climatiques rigoureuses qu'a connues le pays durant ces dernières semaines, laissant entendre que les citoyens ne sont nullement démobilisés et n'ont, de ce fait, en aucun cas exprimé une quelconque indifférence face à la campagne électorale.

A les croire, donc, les électeurs accompliront en force leur devoir le 27 novembre prochain. Pour dire que chacun peut avoir son opinion sur le sujet, en attendant de mesurer le jour «J» cette affluence des électeurs dans les bureaux de vote et la proclamation officielle des résultats à l'issue du scrutin. Et, là-dessus, ce qui est fort important, on peut se fier aux chiffres officiels qui, lors des récents rendez-vous électoraux, n'ont subi aucun gonflement.

Ainsi, on reste sur des variabilités, à se demander si ces prochaines élections locales seront identiques aux trois précédentes élections, qui ont enregistré de forts taux d'abstention ? Chaque élection a son caractère particulier, et les locales sont réputées mobilisatrices à cause de leur proximité entre électeurs et candidats, d'un même quartier ou même patelin.

Et si les liens sociaux sont perdus dans les grandes villes, où l'on a enregistré justement cette indifférence face à la campagne électorale, dans les petites agglomérations la «ârouchia» reste très vivace, et les gens y ont vécu une campagne électorale très intense. Participation et abstention restent, donc, à évaluer à la fin du rendez-vous.

## Coronavirus

### 180 nouveaux cas et 5 décès

Cent quatre-vingt (180) nouveaux cas confirmés de coronavirus (covid-19), 113 guérisons et 5 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé, mercredi, le ministère de la Santé dans un communiqué.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 209463, celui des décès à

6035 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 143645.

Par ailleurs, 18 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source.

En outre, 24 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 20 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, tandis que 4 wi-

layas ont enregistré 10 cas et plus. Le ministère rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du port du masque.

**Le Quotidien**  
D'ORAN

Edition Nationale d'Information  
Editée par la SPA  
**ORAN - PRESSE**  
au Capital de 195.923.000,00 DA

**Président**  
**Directeur Général**  
**Directeur**  
**de la Publication**  
Mohamed Abdou  
BENABBOU

**Direction - Administration**  
**Rédaction centrale**  
63, Ave de l'ANP - Oran  
B.P.N°110 - Oran  
Tél. 041.23.25.22  
23.25.23 / 23.25.24  
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

**Fax Pub:** 041.23.25.21  
**Fax et Rédaction:** 041.23.25.20

**Imp. : Oran :** imprimerie  
"Le Quotidien d'Oran"  
**Alger :** imprimerie "Le Quotidien d'Oran"  
**Constantine :** S.I.E.

**INTERNET:** <http://www.lequotidien-oran.com>  
**E-mail :** [infos@lequotidien-oran.com](mailto:infos@lequotidien-oran.com)  
[publicite@lequotidien-oran.com](mailto:publicite@lequotidien-oran.com)  
[admin@lequotidien-oran.com](mailto:admin@lequotidien-oran.com)  
[lequotidiendoran@yahoo.fr](mailto:lequotidiendoran@yahoo.fr)

**Rédaction Algéroise**  
Tél. : 021. 64.96.39 - Fax : 021. 61.71.57  
**Pub Tél.:** 021. 64.96.44

**Rédaction Constantinoise**  
Tél. : 031.92.12.11  
Fax : 031.92.12.22

**Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE**



## Protestation aujourd'hui à Alger Les robes noires en colère



El-Houari Dilmi

**L**es avocats inscrits au barreau d'Alger ont décidé d'un boycott total des activités judiciaires de toutes les juridictions de la capitale, le jeudi 25 et le dimanche 28 novembre, correspondant avec la programmation de l'affaire portant inconstitutionnalité de l'article 24 de la loi 13-07 relative à la profession d'avocat. Selon un communiqué du barreau d'Alger, les robes noires sont appelées à observer une action de protestation, aujourd'hui (jeudi), devant le tribunal de Sidi M'hamed sis à la rue Abane-Ramdane, à partir de 10h, avant l'organisation, dimanche 28 novembre, d'une marche en robes noires à partir du siège de la Cour suprême à celui de la Cour constitutionnelle. Après une réunion, mardi, du conseil de l'Ordre des avocats d'Alger, sous la présidence du bâtonnier d'Alger, M<sup>e</sup> Sellini, il a été décidé le boycott total des plaidoiries auprès des tribunaux pénaux et criminels, les audiences auprès du parquet ou de juges instructeurs et de toutes autres formes d'assistance juridique, y compris les visites des détenus dans les établissements pénitentiaires. Dans une missive adressée au président de la République sous le sceau de l'urgence, M<sup>e</sup> Sellini motive ce mouvement de protestation par ce qu'il a qualifié «de situation d'une extrême gravité menaçant l'existence même de la profession d'avocat et son rôle dans la défense des droits et libertés, ainsi que les entraves à l'exercice du métier d'avocat et à son indépendance qu'elle a pu préserver à travers toutes les étapes histori-

ques en dépit de tous les changements politiques qu'a connus le pays depuis la période coloniale», selon le communiqué du barreau d'Alger. Les robes noires, relevant du barreau d'Alger, entendent également protester contre leur assujettissement au régime réel de l'IRG (impôt sur le revenu général) en vertu des articles 12 et 31 du projet de loi de finances 2022, alors qu'ils sont soumis jusque-là à l'impôt forfaitaire unique. Mais c'est surtout l'article 24 de la loi 13-07 relatif à l'organisation de la profession d'avocat qui suscite le courroux de toute la corporation des robes noires. L'article en question stipule : « A l'occasion de l'exercice de sa profession, l'avocat bénéficie de la protection absolue du caractère confidentiel des relations entre lui et ses clients; de la garantie du secret de ses dossiers et de ses correspondances; du droit d'accepter ou de refuser un client, sous réserves des dispositions de l'article 11 de la présente loi. L'avocat ne peut être poursuivi pour ses faits, déclarations et écrits dans le cadre de débat ou de plaidoiries à l'audience ». Or, ce sont deux membres de la corporation qui ont engagé une procédure en justice pour l'abrogation de cet article. De leur point de vue, l'avocat se place, en vertu dudit article, au-dessus du commun des justiciables, et ce, en contradiction avec les articles 37 et 47 de la Constitution, relatifs à la protection de la vie privée et le principe d'égalité des citoyens en droits et en obligations. C'est, donc, à la Cour constitutionnelle, nouvellement investie, de statuer sur cette première affaire portée devant ses juges.

## Bac, BEM Les inscriptions du 28 novembre au 23 décembre

**L**es inscriptions aux examens du Brevet d'enseignement moyen (BEM) et du Baccalauréat (session 2022) seront ouvertes du 28 novembre au 23 décembre, a annoncé mercredi le ministère de l'Education nationale dans un communiqué.

«Le ministère informe l'ensemble des élèves des classes d'examens (Brevet d'enseignement moyen et Baccalauréat) scolarisés dans des établissements publics et privés et les candidats libres que les inscriptions seront ouvertes de dimanche 28 novembre 2021 à jeudi 23 décembre 2021», a précisé la même source.

Pour les candidats scolarisés, «ce sont les directeurs d'établissement qui procéderont à l'inscription de leurs élèves concernés par ces examens via la plateforme numérique du ministère», et ce, afin d'épargner

aux élèves et à leurs parents d'éventuels tracasseries liés aux inscriptions, a expliqué le communiqué.

Cette mesure, rendue possible grâce à la plateforme numérique du ministère de l'Education nationale, s'inscrit dans le cadre des efforts visant à améliorer le service public, a ajouté la même source.

Les candidats libres doivent quant à eux s'inscrire via les sites électroniques de l'Office national des examens et concours (ONEC): <https://bac.onec.dz> pour le Baccalauréat et <https://bem.onec.dz> pour le BEM, a indiqué le communiqué.

A cette occasion, le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belabed, a salué tous les intervenants dans cette opération et adressé ses vœux de réussite à tous les candidats, selon la même source.

## Subvention ciblée Qui en bénéficiera ?

**D**es experts en sciences économiques ont estimé que la révision de la politique de subvention sociale, à travers des subventions en numéraire ciblées aux catégories éligibles passe d'abord par un système informatisé "efficace et souple" devant ajuster et actualiser la liste de ces catégories selon le cas et en fonction de l'évolution des conditions économiques ainsi que de la politique salariale.

Dans des déclarations à l'APS, ces experts ont affirmé que l'examen minutieux de la situation économique, de la politique salariale et des prix permet de déboucher sur "des mécanismes et des procédures" à même d'atteindre l'objectif des subventions en numéraire ciblées aux véritables bénéficiaires, soulignant l'importance d'opter pour un système informatisé en vue de cibler les catégories éligibles "en toute transparence".

L'enseignant en économie, Mohamed Hachmaoui a considéré que le mécanisme d'aide directe doit impérativement être associé à "la politique et au système économique de notre pays avec la révision de la politique salariale",

ajoutant que le revenu est variable en raison de plusieurs facteurs dont l'inflation.

A une question sur la catégorie éligible à cette aide directe, M. Hachmaoui a indiqué qu'il est difficile de la définir avec exactitude en raison de la variation du revenu de chaque individu, ajoutant que "ceux qui perçoivent un revenu n'excédant pas 120.000 à 150.000 DA" pourraient être éligibles à cette aide en numéraire qui suppléera la subvention sociale généralisée.

La subvention directe en numéraire ciblée aux familles nécessiteuses implique l'ajustement et l'actualisation de la liste de cette catégorie selon le cas, a estimé, pour sa part, l'enseignant en sciences économiques et expert auprès d'institutions financières internationales, Hamidouche Mohamed.

Il a recommandé la création d'un fonds pour les allocations familiales au niveau de la caisse des assurances sociales, et la mise en place d'un texte législatif relatif à cette aide directe en introduisant des amendements aux réglementations et décrets actuels.

L'Assemblée populaire nationale

(APN) a introduit des amendements à l'article 187 du projet de loi de finances 2022, relatif à la révision de la politique de subvention sociale, stipulant qu'il est mis en place un dispositif national d'indemnisation en numéraire au profit des familles qui y sont éligibles, constitué des départements ministériels concernés, de membres des deux chambres du Parlement, des experts économiques concernés, ainsi que des organisations professionnelles.

Selon le même article, la révision et l'amendement des prix des produits subventionnés se fait "après la détermination des mécanismes et des procédures par le dispositif mentionné, dans le but de fixer les indemnités destinées aux familles nécessiteuses".

Les modalités de l'application de cet article sont fixées "par des textes réglementaires, notamment, la liste des produits subventionnés et concernés par la révision des prix, les catégories des ménages ciblées, les critères d'éligibilité pour bénéficier de cette indemnisation, ainsi que les modalités du transfert en numéraire".

## Raina Raikoum El-Houari Dilmi

**A**lger, première vitrine du pays, offre un pittoresque spectacle dès la tombée des premières gouttelettes de pluie. Les images d'une gigantesque cité dévastée par la gadoue et les glissements de terrain confirment, encore une fois, l'incertitude chronique de ceux chargés de la gestion cahoteuse de la chose publique. Le plus dramatique, c'est qu'il y a eu mort d'homme dans des quartiers du vieux Alger. D'imposants immeubles construits récemment sur une falaise, en plein cœur de la capitale, sont proposés à la démolition pure et simple au vu du risque avéré sur les habitants. Quid de ceux qui ont autorisé la construction de ces sortes de tombeaux ouverts; s'ils seront appelés à rendre des comptes ou pas ? Comme une vieille dame dont le maquillage est trahi par les premières larmes, la capitale est victime d'une gestion chaotique, malgré les quelques liftings ici et là pour lui donner un visage plus amène. Un argent fou a été englouti pour faire d'Alger une capitale digne du plus vaste pays d'Afrique, mais il devient trop évident que la

## Alger ou le maelström hivernal

ville de Sidi Abderrahmane croule sous son propre poids. En janvier 1967, il est décrété qu'Alger est une ville constituée de dix arrondissements et son secrétaire général est nommé par décret. En février 1977, une ordonnance change radicalement le statut de la ville : elle devient une collectivité constituée par 13 communes et un Conseil populaire de la ville d'Alger (CPVA). En mai 1997, est créé le gouvernorat du Grand Alger. Autant de «statuts provisoires», donnés à la première ville du pays, sans arriver à en faire une vitrine digne d'une puissance régionale.

L'idée de déplacer la capitale administrative vers l'intérieur du pays aura, elle aussi, fait long feu. Sans parler de la probabilité d'un tremblement de terre dévastateur. Alger, qui est située à 1h30 de l'Europe, se retrouve dépassée dans le classement par les capitales africaines au niveau de vie beaucoup moins élevé. Une «hchouma» qu'il faut corriger au plus vite. Parce que le temps est un tranche-lard que nous portons tous comme une médaille aux mille et un revers...

## Lamamra en République du Congo

**L**e ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra a été reçu mardi par le président de la République du Congo, Denis Sassou Nguesso auquel il a transmis les salutations fraternelles et le message du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune portant sur les relations bilatérales ainsi que les développements sur la scène africaine, indique un communiqué du ministère.

«L'audience a permis de passer en revue les relations bilatérales privilégiées et solides», les deux parties s'étant félicitées des «liens historiques profonds entre les deux pays et peuples frères, ainsi que de la nouvelle dynamique marquée par les échanges de visites ministérielles et la coordination régulière sur les questions régionales et internationales d'intérêt commun», précise la même source.

«Les deux parties ont échangé

les vues sur les derniers développements sur la scène continentale, notamment les situations prévalant dans nombre de zones de conflit dans le continent africain et le défi imposé par l'élargissement de l'ampleur et la montée de la menace terroriste», souligne le communiqué de la diplomatie algérienne.

Les entretiens ont été couronnés, selon la même source, par «la réaffirmation de l'engagement des deux pays à œuvrer de concert pour raffermir la solidarité entre les pays africains et hisser l'action africaine commune face aux différents défis sécuritaires et politiques dans le respect des principes de l'acte constitutif de l'Union africaine afin de trouver des solutions africaines aux problèmes africains».

Affirmant le soutien de l'Algérie aux efforts consentis par la République du Congo à la tête du Comité de haut niveau de l'UA sur la Libye, M. Lamamra a relevé l'im-

portance d'assurer «l'appui nécessaire aux frères libyens pour la réussite de l'important rendez-vous électoral prévu avant la fin de cette année».

De son côté, le Président Sassou-Nguesso a fait part du «soutien de son pays aux démarches algériennes en faveur de la paix et de la stabilité en Libye et dans d'autres régions du continent», saluant «son engagement ferme au profit des causes du continent».

Le Président congolais a également chargé Lamamra de transmettre ses salutations à son frère, le Président Abdelmadjid Tebboune, exprimant sa volonté à œuvrer étroitement avec lui en vue de promouvoir les relations bilatérales, concrétiser les objectifs escomptés à travers les agendas continentiels dans les domaines de la paix, de la sécurité et du développement et consolider la voix et la place de l'Afrique sur la scène internationale.



## Corruption Hamel condamné à 8 ans de prison

**La Cour d'Alger a condamné, mercredi, l'ancien Directeur général (DG) de la Sûreté nationale, Abdelghani Hamel, poursuivi, avec sa femme et des membres de sa famille, pour des charges liées à la corruption et pour «abus de fonction», à 8 ans de prison ferme.**



Les fils d'Abdelghani Hamel, Amiar, Chafik et Mourad ont été respectivement condamnés à 5, 4 et 3 ans de prison ferme, sa fille Chahinez à 18 mois de prison avec sursis, et son épouse Annani Salima à un an de prison avec sursis. Abdelghani Hamel a été poursuivi, ainsi que sa femme et ses quatre enfants dans cette affaire, pour «blanchiment d'argent», «enrichissement illicite», trafic d'influence et «obtention d'assiettes foncières par des moyens illégaux». Dans la même affaire, l'ancien wali de Tipasa, Moussa Ghellaï, a été condamné à trois ans de prison ferme, l'ancien directeur général de l'Office public de la gestion et de la promotion immobilières (OPGI) d'Hussein Dey, Mohamed Rehaïmia, a été condamné à deux ans de prison ferme. Pour rappel, le Procureur général près la Cour d'Alger avait requis une peine de 16 ans de prison ferme à l'encontre d'Abdelghani Hamel et 12 ans de prison à l'encontre de ses trois enfants, Amiar, Chafik et Mourad. Une peine de 3 ans de prison ferme avait été requise à l'encontre de Chahinez et le verdict prononcé à l'encontre de Annani Salima a été confirmé. Le procès de cette affaire avait été enrôlé suite à un pourvoi en cassation introduit par la Cour suprême contre les verdicts prononcés en août 2020 par la Cour d'Alger. La Cour d'Alger avait condamné Abdelghani Hamel à 12 ans de prison ferme et prononcé des verdicts allant de 5 à 8 ans d'emprisonnement à l'encontre des membres de sa famille.

### UN AUTRE PROCÈS REPORTÉ

Par ailleurs, la Chambre pénale près la Cour de justice de Boumerdes a reporté mercredi, au 15 décembre prochain le nouveau procès en appel de l'ancien DGSN, Abdelghani Hamel, de son fils, d'anciens walis et d'ex-cadres de la wilaya de Tipasa, poursuivis dans une affaire de «détournement de foncier agricole» et «d'abus de pouvoir». Le report du procès dans cette affaire, rouverte après un pourvoi en cassation interjeté auprès de la Cour suprême,

intervient à la demande du collectif de la défense en raison de l'absence de l'accusé principal dans cette affaire, Abdelghani Hamel, qui se trouve à la Cour d'Alger pour la prononciation du jugement dans une autre affaire le concernant. Le procès a été inscrit une nouvelle fois au rôle de la Chambre pénale près la Cour de Boumerdes, avec la désignation d'une nouvelle composition de magistrats, qui devait s'ouvrir le 22 septembre dernier avant son report, sur demande de la défense, à la date du 24 novembre, pour être de nouveau reporté pour le 15 décembre prochain.

Le tribunal de première instance de Boumerdes avait rendu le 4 juin 2020 son verdict dans cette affaire, en condamnant l'ancien DGSN, Abdelghani Hamel et l'ancien wali de Tipasa Moussa Ghellaï à douze ans (12 ans) de prison ferme. Il a également confirmé la peine de 10 ans de prison ferme contre chacun des ex-walis de Tipasa, Kadi Abdelkader et Layadi Mustapha, ainsi que la peine de trois (3) ans de prison ferme contre Chafik Hamel (fils de l'ancien DGSN) et Salim Djai Djai, ex-chef de la sûreté de wilaya de Tipasa. La même juridiction a condamné, dans le cadre de la même affaire, à 4 ans de prison avec sursis l'ancien ministre des Finances, Hadji Baba Ammi, et à 5 ans de prison ferme l'ancien directeur des domaines de Tipasa, Ali Bouamrane. Une peine de deux (2) ans de prison ferme a été prononcée contre l'ancien directeur de l'Industrie et des mines de Tipasa, Hadou Abderrezak, et l'ancien Conservateur foncier de Koléa, Mohamed Bouamama, outre une année ferme contre l'investisseur privé Zerad Abdelhakim.

L'ancien Directeur général des Domaines, Kheznadji Djamel a été acquitté. Les accusés dans cette affaire sont poursuivis pour plusieurs chefs d'accusation, notamment «détournement de foncier agricole», «détournement de fonds publics», «abus de fonction», «trafic d'influence», «bénéfice du pouvoir et de l'influence des agents de l'Etat à l'effet d'augmenter les prix et modifier la qualité des matériaux et des services et des délais de livraison».

## Quatre éléments de soutien aux terroristes arrêtés

Quatre (4) éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés à travers le territoire national durant la période allant du 17 au 23 novembre, indique un bilan opérationnel de l'Armée nationale populaire (ANP), faisant état également de la destruction de 5 casemates et 21 bombes de confection artisanale à Boumerdes.

«Dans le cadre de la lutte anti-terroriste, des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) ont arrêté 4 éléments de soutien aux groupes terroristes dans des opérations distinctes à travers le territoire national, tandis qu'un autre détachement de l'ANP a découvert et détruit 5 casemates, 21 bombes de confection artisanale et 81 kilogrammes de substances explosives lors d'une opération de recherche et de fouille à Boumerdes», précise le bilan.

Selon la même source, «des tentatives d'introduction d'immenses quantités de drogues via les frontières avec le Maroc, s'élevant à 19 quintaux et 46 kilogrammes de kif traité», ont été déjouées au niveau des territoires des 2e et 3e Régions militaires par des détachements combinés de l'ANP, en coordi-

nation avec les différents services de sécurité qui ont arrêté également 9 narcotrafiquants au cours de la même période.

En outre, «25 autres narcotrafiquants ont été arrêtés en leur possession 211 kilogrammes de la même substance et 35594 comprimés psychotropes saisis dans diverses opérations exécutées à travers les autres Régions militaires, dans le cadre des opérations de lutte contre la criminalité organisée et dans la dynamique des efforts intenses visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays», note le même bilan.

A Tamanrasset, In Guezzam, Bordj Badji Mokhtar, Djanet et Tindouf, «247 individus ont été arrêtés par des détachements de l'ANP qui ont également saisi un pistolet mitrailleur de type Kalachnikov, 5 chargeurs de munitions, 21 véhicules, 259 groupes électrogènes, 182 marteaux piqueurs, 5 détecteurs de métaux, des quantités d'explosifs, des outils de détonation et d'autres équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite, ainsi que 53 tonnes de mélange d'or brut et de pierres». A Batna, Sétif, Tiaret, Adrar, Biskra et Laghouat, «10 autres

individus ont été arrêtés, 18 fusils de chasse, 28 tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande et 46 quintaux de tabac ont été saisis». De même, «des tentatives de contrebande de quantités de carburant s'élevant à 10273 litres ont été déjouées à Tébessa, El-Tarf, Souk Ahras et Tindouf».

Dans un autre contexte, les Garde-côtes «ont déjoué, au niveau de nos côtes nationales, des tentatives d'émigration clandestine et ont procédé au sauvetage de 231 individus à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que 58 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été appréhendés à Ghardaïa, Djanet, Tlemcen, Mascara et Béchar».

Ces multiples opérations menées par des détachements et des unités de l'ANP dans le cadre de la dynamique des efforts continus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, et ayant abouti à des résultats de qualité, reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national», souligne la même source.

## Aéroport d'Alger Près de 120.000 euros interceptés

Les services de la Police aux frontières (PAF) de l'aéroport international Houari Boumediene, ont mis en échec, ces derniers jours, une tentative de transfert illicite vers l'étranger d'un montant en devise et arrêté deux individus qui s'approprièrent à quitter le territoire national à destination de l'aéroport de Dubaï, a indiqué, mercredi, un communiqué des services de la Sûreté nationale.

La vigilance des éléments de la PAF de l'aéroport international Houari Boumediene, «a permis l'arrestation des deux suspects et la saisie de 118.500 euros en liquide», précise la même source. Après parachèvement des formalités légales, les deux mis en cause ont été présentés devant les juridictions compétentes, conclut le communiqué.



### Tissemsilt

## Un mort et 4 blessés dans une collision

Une personne est morte et quatre (4) autres ont été grièvement blessées, dans un accident de la route survenu mercredi dans la commune de Lardjem (Tissemsilt), a-t-on appris auprès des services de la protection civile. Cet accident s'est produit sur la route nationale (RN 19) dans son tronçon

reliant les communes de Tissemsilt et Lardjem, suite à une collision entre un camion et un véhicule, faisant un mort de 60 ans et 4 blessés dont un grave âgé entre 37 et 58 ans, a-t-on indiqué.

Trois blessés ont été évacués à la polyclinique de Lardjem tan-

dis que le quatrième a été transféré à l'établissement public hospitalier de Bordj Bounaama au regard de son état jugé "grave", selon la même source.

Une enquête a été ouverte par la Gendarmerie nationale pour déterminer les circonstances de cet accident.

## Sept morts sur les routes en 24h

Sept (07) personnes sont décédées et 136 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus à travers plusieurs wilayas du pays durant les dernières 24 heures, indique un bilan des services de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Tindouf où deux personnes sont décédées et deux autres ont été blessées, suite au renversement d'un véhicule sur la RN 50, au niveau de la commune de Tindouf.

Les éléments de la Protection civile sont intervenus, durant la

même période, à Médéa et Sétif, pour prodiguer des soins de première urgence à 11 personnes incommodées par le monoxyde de carbone (Co), émanant d'appareils de chauffage et chauffe-bain à l'intérieur de leurs domiciles. Les équipes de la Protection civile sont intervenues également, ces dernières 24 heures, pour l'extinction de 7 incendies urbain, industriel et divers à travers les wilayas d'Oran, Bouira, Sétif, Médéa, Blida et Aïn Defla, ayant causé des gênes respiratoires à une personne suite à l'incendie qui s'est déclaré dans une habi-

tation située dans la commune d'Arib (Aïn Defla) Les services de la Protection civile ont porté secours à une personne ayant des brûlures des suites d'une explosion de gaz dans un local commercial du centre-ville de la commune El Ma Labiodh, wilaya de Tébessa. Dans la wilaya d'Oran, ils ont également procédé au sauvetage de 5 familles composées de 17 personnes, coincées suite à l'effondrement d'escaliers d'un immeuble vétuste, note le communiqué, affirmant que les membres de ces familles sont sains et saufs.



Dans le contexte d'une agriculture repensée

# Du cauchemar de la flambée des prix des produits agricoles à la régulation idoine

Par Mahmoud Chabane\*

Personne n'ignore le fait que depuis un certain nombre d'années, il de vient problématique et stressant pour une très large frange de ci toyens à bas revenus, de se procu rer de quoi assurer le minimum vital à leurs familles. Doit-on pour autant, s'étonner de voir les prix des produits ali mentaires essentiels de base grimper de manière in considérée alors que les causes connues de tous continuent d'engendrer des effets néga tifs frappant de plein fouet la majeure partie de la population qui voit son pouvoir d'achat s'éroder ? Cette situation largement prévisible faut-il le souligner, préjudiciable à plus d'un titre, m'amène à partager les éléments essen tiels qui, à mon humble avis, sont à la base de la flambée des prix et à l'origine de l'instabili té de la mercuriale.

Mais avant cela, je signale que la présente contribution se veut être de ce fait, le prolon gement de ma précédente tribune intitulée fort justement « décolonisation de notre agricul ture un acte majeur de notre souveraineté na tionale » (cf Quotidien d'Oran du 16 juillet 2021), plaidant pour passer d'une agriculture au ser vice de la puissance coloniale qui produisait pour les privilégiés, à une agriculture produi sant pour le peuple Algérien. C'est pourquoi, j'avais relaté de manière succincte les princi pales phases qui ont marqué notre agriculture, ébauché et soumis à débat, un certain nombre de propositions jugées pertinentes allant dans le sens de la question traitée.

## RAPPEL DES ÉLÉMENTS ESSENTIELS QUI SONT À LA BASE DE LA FLAMBÉE DES PRIX

1)-Tout d'abord, il va falloir cesser d'entre tenir le mythe trompeur selon lequel notre pays fut le « grenier de Rome », ce qui laisse suppo ser que celui-ci est hautement agricole, et bien plus tard de l'empire français, qui, pour entre autres, s'affranchir du paiement du blé qui lui avait été livré, avait décidé d'envahir notre pays. C'est d'ailleurs ce leitmotiv que certains responsables qui se croient tout permis lancent, non sans une pointe de mépris, à l'adresse des fellahs constituant la colonne vertébrale de notre économie agricole et de l'encadrement agricoles médusés, pour leur imputer la faibles se des productions agricoles et déconsidérer leurs efforts, ô combien méritoires.

Certes, il se trouve que notre pays, naturel lement bien doté en termes de superficies, de climat, de luminosité, de position géographi que stratégique, ..., en un mot, réunissant les conditions naturelles idoines qui caractérisent un pays à vocation agricole, offre des possibi lités d'étendre à volonté la superficie des ter res cultivables. Pour ce faire, il suffit de réunir les conditions qu'exigent chaque plante, dont l'indispensable dose d'eau (pluviale ou par irri gation) et de mettre en œuvre de manière maitrisée les techniques et les acquis de la re cherche agronomique. Pour étayer cette affirma tion il convient de citer l'exemple le plus signifi catif (il doit faire école et être médité) que nous offrent incontestablement nos douces Oases et leurs cultivateurs. Mais de là à en faire arbitraire ment un grenier de Rome, à convoquer notre his toire pour lui faire dire des contrevérités, c'est un pas qu'il faut éviter de franchir.

Cependant, il y a un facteur limitant de taille : l'EAU ! La pluviométrie qui reste, du fait de son insuffisance, de sa répartition dans l'espa ce et dans le temps. C'est là, le seul facteur li mitant sur lequel l'homme reste impuissant et dont il doit tenir compte dans son entreprise de production agricole. Il ne lui reste que son génie créateur pour gérer et utiliser avec par cimonie et surtout un niveau élevé de respon sabilité cette précieuse et vitale ressource qui tend à se raréfier avec les bouleversements cli matiques inquiétants que l'on connaît et aux quels s'ajoute le gaspillage inconsidéré de cet te ressource rare.

Et dire que la gestion de l'eau a été de tout temps au centre des préoccupations de nos aïeux qui avaient su développer et mettre en place des procédés ingénieux (exemple signi ficatif des foggaras) pour gérer collectivement et distribuer équitablement cette précieuse et

La flambée des prix des produits agricoles de large consommation a de tout temps défrayer la chronique et ne manque pas de soulever à chaque fois, un tollé de réactions amplifiées par les médias sociaux toujours à la recherche de points d'achoppement pour continuer d'exister quitte à terroriser les consommateurs lambda au pouvoir d'achat déjà laminé. C'est ainsi que de manière cyclique, la pomme de terre et autres produits alimentaires essentiels sont au centre d'interminables discussions byzantines et autres palabres qui font de la dénonciation de cet état de fait, leur « choux gras ».

vitale ressource naturelle selon un ordre de priorité préalablement établi qui tienne compte des besoins des principaux utilisateurs, en l'oc currence les animaux, les humains, les producteurs agricoles ... Il faut aussi garder à l'esprit que notre pays se situe dans les zones arides et semi-arides caractérisées par une pluviométrie très irréguli ère dans le temps et dans l'espace.

2)- Par ailleurs, il faut admettre que la démo graphie galopante que connaît le pays peut contrarier considérablement, voir annihiler, les efforts déployés pour améliorer quantitative ment et qualitativement les productions agri coles et de la productivité. Celles-ci ne connaî tront certainement pas la même évolution que les besoins toujours grandissants induits par cet te croissance démographique débridée et l'aspi ration des citoyens à améliorer leurs repas quoti diens. De ce fait, il est à craindre que les pénuries touchant les produits de base risquent de perdu rer surtout si l'on continue à produire pour spéculer ou pour exporter au détriment des besoins essentiels de la population.

3)- On oublie souvent que la colère éprouvée par les citoyens lambda suite à la cherté de ce tubercule et instrumentalisée de façon malhon nête par les « néo-harkis du Net » comme arme de guerre de « quatrième génération » en misant sur le soulèvement de la population, trou ve ses origines dans la gestion calamiteuse du pays depuis la décennie 1980. Le fait que les décideurs aient décidé de changer de cap pour installer l'économie de marché que d'aucuns qualifiaient d'économie de Bazard, avec tout ce que cela comporte comme conséquences désastreuses pour la production nationale et le pouvoir d'achat des citoyens, a conduit inéluc tablement à la flambée des prix incontrôlable.

En effet, ce changement de cap initié et mis en œuvre dès le début de la décennie 1980, ven du et emballé sous l'habillage de « l'INFITAH » pensé ailleurs (?), et un slogan racoleur et fal lacieux « pour une vie meilleure » pour ins taller le néolibéralisme dans notre pays qui avait osé un semblant de justice sociale, avait permis le démantèlement et le transfertement du patrimoi ne de l'État, donc du peuple, au profit d'une clien tèle prédatrice, insatiable... voire antinationale. Dans son sillage, il a aussi permis de ramener l'Al gérie, ce pays « rebelle », dans le giron du capita lisme triomphant, mondialisé à l'effet de marquer la fin de sa construction sociale et solidaire dé barrassée des stigmates du colonialisme vou lue par nos martyrs.

De ce fait, les décideurs de ce pays trahi qui avaient mis brutalement un terme à une agri culture en voie de décolonisation mise en place dès l'indépendance du pays qui ambition nait résolument de réaliser son indépendance alimentaire et d'améliorer sensiblement et quali tativement l'alimentation des citoyens, pour la remplacer par une agriculture au service du capi tal où la loi du marché, (à l'algérienne cela s'en tend), régit l'offre et de la demande désormais érigée en dogme, ont favorisé l'émergence de l'in formel et perdu le contrôle de la situation.

Il est instructif de rappeler que c'est au titre de la décolonisation de notre agriculture que quelques quatre cent mille hectares de vigno bles à raisin de cuve ont été arrachés pour être reconvertis en sole de production de cultures stratégiques, principalement les céréales, les légumes secs, les fourrages, ... Il est choquant de voir aujourd'hui que des terres irriguées occupées auparavant par les cultures stratégi ques soient détournées par des spéculateurs au profit de cultures spéculatives dont les produits sont destinés aux nantis et à l'exportation et re plantées, y compris dans les périmètres irrigués, en vigne. Là où le bât blesse, c'est que, nonobstant le fait que rien ne justifiait ce revirement inatten-



du, en dehors de la volonté manifeste de détrico ter tout ce qui a été réalisé depuis l'indépendance par le peuple et pour le peuple et gommer une page de notre histoire récente, c'est que les con ditions basiques pour instaurer l'économie de marché n'étaient même pas réunies.

En effet, l'offre ne couvrant pas la demande, et ça tout le monde le sait, a généré par voie de conséquence des situations de pénuries des produits alimentaires de base favorisant indé niablement la spéculation et son corollaire la flambée des prix. Il va s'en dire que cette si tuation favorise la prolifération d'importateurs peu scrupuleux qui étaient en embuscade de puis notre indépendance, pour inonder le mar ché en produits en tout genre importés pour concurrencer notre production nationale. Hé las, le comportement du consommateur déve loppant un complexe du « made in » aidant, la production nationale s'en est trouvée très im pactée négativement. Contrairement à ce qui était promis, les prix n'ont jamais cessé de grimper et ce malgré les interventions ponc tuelles de circonstance des pouvoirs publics qui restent sans effets palpables.

4)-Et c'est ainsi que le système coopératif mis en place depuis notre indépendance, particu lièrement les coopératives de services spécia lisés, de commercialisation des productions agricoles et d'approvisionnements en intrants, pour rapprocher et mettre à la disposition des cultivateurs (Fellahs) l'ensemble des facteurs de production et les services dont ils ont be soin dans les délais requis à des prix étudiés, et permettre ainsi à ces derniers de se con sacrer pleinement au travail de leurs exploita tions, a été le premier à faire les frais de cette entreprise de démantèlement.

Il est intéressant de rappeler que parmi les réalisations structurantes destinées à amélio rer les conditions sociales et économiques des fellahs mis en place par notre pays pour ap porter concrètement l'assistance nécessaire aux cultivateurs, le réseau de coopératives consti tué des Coopératives Communales Polyvalen tes de Services, des Coopératives Agricoles des Services Spécialisés et de l'Office National des Approvisionnements en Semences Agricoles

reste incontestablement celui qui avait contri bué concrètement à l'entreprise de modernisa tion de notre agriculture.

Le démantèlement de ce réseau a eu comme conséquence immédiate le transfertement de toutes les missions de soutien logistique, d'ap provisionnement, de commercialisation des produits agricoles, de conseil... assurées dans la transparence et la traçabilité, où tout était facturé, qu'il avait assuré tant bien que mal au secteur privé avide et prédateur. Les prix des facteurs de production connaissant depuis une augmentation incontrôlable ont impacté sé rieusement les coûts de production et par voie de conséquence les prix à la consommation et contraint des cultivateurs à abandonner l'ex ploitation de leurs terres.

5)-Il s'en était suivi le démantèlement des do maines agricoles autogérés qui exploitaient quelques trois millions d'hectares issus des ter res récupérées et des nationalisations consti tuant le meilleur potentiel agricole. Cette opé ration irrationnelle menée tambour battant par un personnel non formé à cette tâche, sans aucune étude ni concertation et que rien ne justifiait, a abouti à une démultiplication d'ex ploitations livrées à elles même et dont la via bilité est très aléatoire. De ce fait, les nouvelles exploitations individuelles ou semi-collectives ont attiré des exploitants d'un nouveau genre qui offraient à ces derniers de louer les terres à haut potentiel agricole, de préférence irri guées ou irrigables, pour y pratiquer des cul tures spéculatives et ce bien évidemment au dé triment des besoins essentiels de base de la population. Ils font ainsi sans état d'âme ce qu'avaient fait avant eux les sinistres colons. Ce comportement qui n'est pas sans consé quences sur le volume de production des pro duits de première nécessité, contraint les déci deurs du pays à recourir à l'importation de produits agricoles que notre sol encore fertile devait fournir mettant ainsi en forte dépendan ce notre souveraineté nationale et paradoxa lement encouragent les exportations de produits agricoles. Ils feignent d'oublier que la meilleure façon d'exporter est de ne pas importer !

Suite en page 6



Dans le contexte d'une agriculture repensée

# Du cauchemar de la flambée des prix des produits agricoles à la régulation idoine

Suite de la page 5

6)- L'abrogation de l'ordonnance portant monopole sur le commerce extérieur et la parité du dinar algérien fixée artificiellement, une aberration de plus, sont des actes faits pour booster les importations en tout genre, au détriment de la production nationale et installer de manière pernicieuse le modèle de société de consommation, lui aussi importé. Il va s'en dire que les incidences de ces mesures sur les prix de cession des produits importés (intrants, matériels et outillages, produits sanitaires... alimentaires) sont importantes.

7)-La régulation par le marché prônée par les décideurs dès la mise en œuvre de la politique d'ouverture et vendue au peuple comme étant la panacée pour régler définitivement les situations de pénuries cycliques a été et est assurée dans sa quasi-totalité par le secteur privé. Il faut lui reconnaître qu'il l'assure fort bien en ce sens qu'il combat la concurrence, protège ses intérêts, provoque des pénuries sur des produits de large consommation pour maintenir les prix élevés et afficher ses capacités de nuisance. À croire que les pratiques immorales des puissances occidentales consistant à détruire des récoltes, à financer la pratique de la jachère, à créer des pénuries... pour maintenir les prix élevés et brandir l'arme alimentaire, semblent inspirer les tenants du marché des produits alimentaires de base dans notre pays.

8)-La formation des prix des produits de large consommation résultant de l'interaction d'un ensemble des éléments ci-dessus rappelés et des conséquences induites par des pratiques répréhensibles (location de terres, surfacturation, achat sur pied, gaspillages, mauvaise gestion,...) aggravées par des comportements immoraux de certains tenants du marché des produits alimentaires, que les autorités publiques envisagent de criminaliser, est actuellement sous contrôle exclusif des tenants du marché informel.

## MESURES OPÉRATIONNELLES APPRENDRE POUR Y REMÉDIER

À l'évidence, ce rappel des éléments saillants qui sont à la base de la formation des prix de cession des produits alimentaires de base n'est pas fait pour dire que la situation est désespérée. Des solutions existent. Il s'agira d'engager résolument l'ensemble des moyens pour mener la mère des batailles, en l'occurrence l'indépendance alimentaire de notre pays et sa sécurisation qui passent nécessairement par la décolonisation de notre agriculture, trop dépendante des importations de produits alimentaires, d'intrants et de matériels, jadis produits chez nous. C'est une bataille à la portée du pays pourvu qu'elle soit déclarée **cause nationale** et que les leviers dont disposent les décideurs soient utilisés intelligemment pour faire aboutir ce projet. Pour mener à bon port cette bataille, les mesures opérationnelles jugées essentielles ci-après données à titre indicatif, pourraient, après réflexion et maturation, être mises en œuvre :

1-Prendre de toute urgence les mesures appropriées que requière la protection intransigante du précieux patrimoine commun que constituent l'eau et la terre ainsi que des écosystèmes très fragiles. Il s'agira de mettre en application les dispositions de la Constitution et de la Loi d'orientation agricole de 2008 en vigueur, stipulant clairement que l'État assure l'utilisation rationnelle et protège les terres et également le domaine public hydraulique. C'est là, une évidence et une des missions régaliennes de l'État. Traduire concrètement ces dispositions constitutionnelles implique l'élaboration et la mise en œuvre d'une batterie de mesures ; juridiques et réglementaires, techniques et économiques pour lutter contre toutes les formes de destruction et de détournement de la vocation de ce patrimoine commun (sol et eau).

Cette action primordiale passe indéniablement par la promulgation de toute urgence, de l'arsenal juridique et réglementaire qu'elle requiert de manière à mettre fin à l'impunité dont avaient bénéficié jusque-là les prédateurs, les spéculateurs et les destructeurs de ce patrimoine. Il est indéniable que l'éloignement définitif de ces malfaiteurs passe nécessairement et



objectivement par la qualification de crime, tout acte de destruction, de détournement de vocation et de destination du foncier, ainsi que de la ressource en eau. Cela doit être accompagné, par la poursuite et la condamnation à de lourdes peines et d'amendes, tout auteur de ces crimes à l'instar de ce qui est envisagé pour sanctionner les spéculateurs des denrées alimentaires. Il est aussi attendu, un durcissement des procédures de déclassement des terres et de l'eau, actuellement en vigueur.

2- Engager résolument notre pays sur la voie de la décolonisation de notre agriculture qui passe nécessairement par l'élaboration et la mise en place d'un plan de culture structurant notre politique agricole qui doit objectivement, au regard des objectifs clairement affichés par la déclaration du premier novembre 1954 et réaffirmés par les différentes chartes nationales, viser la satisfaction des besoins alimentaires prioritaires et essentiels de notre peuple. Elle doit s'inscrire dans une démarche globale visant à soulager, voire guérir notre peuple des stigmates du colonialisme. Il faut garder à l'esprit que c'est cette promesse de décoloniser notre agriculture pour la mettre au service de tout le peuple qui avait, entre autre, fait lever tout le peuple pour mettre hors de nos frontières le colonialisme français barbare porteur de l'injustice, de la misère...Faut-il rappeler que le plan de culture élaboré et installé pendant la colonisation, nonobstant le fait qu'il avait modifié considérablement les écosystèmes et les paysages agricoles, avait été orienté pour satisfaire prioritairement les besoins complémentaires de la bourgeoisie métropolitaine en produits agricoles de qualité et ce au détriment de l'alimentation des indigènes spoliés de leurs terres et reclus dans la misère et la famine ?

3-identifier, évaluer et classer par ordre de priorité les produits agricoles essentiels de base dont a besoin la population, pour être pris en compte lors de l'élaboration du plan national de culture. Clairement, il s'agira d'œuvrer pour recouvrer graduellement notre modèle de consommation perverti par la colonisation dont la baguette parisienne en est le symbole, basé sur la consommation des produits du terroir. À titre indicatif la gamme de produits agricoles largement consommés par les ménages peut s'établir comme suit : les céréales (blé dur, blé tendre, orge, avoine), les légumineuses (pois chiche, lentille, fève), la pomme de terre, la tomate industrielle, les œufs, les fourrages, le lait,...

4-Élaborer et mettre en œuvre un plan national de culture axé essentiellement sur la production de produits retenus et reconnus prioritaires, produire les semences et plants des cultures classées stratégiques, en intégrant dans sa conception l'exploitation rationnelle des potentialités hydro-agricoles, l'introduction de l'assolement rotation approprié à chaque zone de production et l'application suivie des itinéraires techniques pour chaque culture.

5-Actionner les leviers dont disposent les pouvoirs publics, en l'occurrence l'eau, la terre, la réglementation, le financement, l'assistance technique pour amener les producteurs à ad-

hérent et être partie prenante de ce plan de production d'intérêt général. Dans le sillage de ces actions déterminantes, il y a lieu d'envisager sérieusement l'élaboration et la mise en place d'un cahier des charges adapté aux exigences du plan de culture national que devront signer les bénéficiaires des terres du domaine privé de l'État et des éventuels adhérents au dit plan relevant du secteur privé.

6-Revoir nécessairement le système des subventions directes dont l'efficacité est sujette à quotient, souvent détournées de leur destination initiale et décriées car ne profitant pas aux petits paysans, véritable colonne vertébrale de l'économie agricole. Il est plus efficient et judicieux de privilégier les aides indirectes sous formes d'assistance technique et scientifique, de travaux de laboratoire, d'études, de formation, de garanties de l'État, couverture sociale pour les producteurs engagés au titre du plan national de culture,... que de subventionner des facteurs de production dont il est illusoire de vouloir contrôler leur utilisation. Il est absolument nécessaire que l'administration agricole distributive de subventions, se consacre résolument et définitivement à sa mission originelle d'appui technique à la production. Autrement dit, faire de façon à ce que le cultivateur ne se rende plus à un service agricole pour demander des subventions mais pour consulter un « médecin agricole » spécialiste pour l'aider à solutionner des problèmes agronomiques, à l'instar de ce qu'il fait avec son médecin.

7-Décréter la pomme de terre produit stratégique d'intérêt national au même titre que les céréales pour bénéficier des mêmes traitements et avantages de protection. Pour prendre en charge, en amont et en aval, le programme pomme de terre, les producteurs devront constituer des coopératives d'entraide et de services au niveau local avec lesquelles les pouvoirs publics dialogueront, via une union des coopératives, sur tout ce qui a trait à ce programme. Ces coopératives auront aussi à se doter de toute la logistique (matériels agricoles classiques et spécialisés, matériel de transport, chambres froides et lieux de stockage détenus en toute propriété ou conventionnés, chaînes de conditionnement,...). L'intérêt qu'il convient d'accorder à ce produit essentiel très prisé par la population, est dicté par le fait qu'il est consommé, sous différentes préparations, toute l'année. Produite en très grandes quantités (trois récoltes par an), la pomme de terre peut constituer indéniablement un moyen de réduire significativement la consommation des céréales et par conséquent les importations de ces dernières et dégager une production excédentaire conséquente susceptible d'être exportée.

8- Pour que notre population et les décideurs n'aient plus à subir les moments de stress et d'inquiétudes légitimes imposés par les spéculateurs de tout bord et autres acteurs malintentionnés, il devient impératif que les pouvoirs publics se réapproprient le monopole sur les produits alimentaires de base et édictent une réglementation stricte pour protéger le pouvoir d'achat des citoyens. Pour ce faire, il y a lieu d'organiser sur des bases contractuelles des filières par produit, la production, la collecte, la régulation et la commercialisa-

tion et de s'appuyer sur un réseau de coopératives de services à créer.

9- Concernant les importations de produits alimentaires destinés à la transformation ou à la consommation en l'état, des intrants, des semences, des produits de traitement phytosanitaire et vétérinaire, des outillages et matériels agricoles... il doit être fait obligation aux importateurs de s'approvisionner exclusivement et directement auprès des producteurs et fabricants des produits autorisés à l'importation. Outre le fait que cette mesure atténuerait le phénomène de la surfacturation et autres opérations frauduleuses, elle se traduira par la réduction des prix de cession des facteurs de production aux utilisateurs et des produits alimentaires aux consommateurs.

9- Engager les chercheurs pour mettre au point des produits de substitution aux importations d'intrants, de semences et plants, d'aliments pour élevages, de mettre au point des itinéraires techniques raisonnés et appropriés. Toutefois, force est d'admettre que ce socle de mesures structurelles peuvent s'avérer insuffisantes, si toutefois les mesures d'accompagnement, ne sont pas prises :  
- en direction des producteurs-acteurs du plan de production national qui doivent être motivés et confortés dans leur rôle d'acteurs économiques, d'un système coopératif d'entraide paysanne adapté pour jouer, entre autre, un rôle d'interface entre les producteurs et les services publics ;

- pour mettre en place un réseau de laboratoires agro-pédologiques et de protection des écosystèmes, et d'un système de suivi et d'assistance techniques assurés par un personnel formé pour prendre en charge les préoccupations des producteurs, semer le progrès technique et éviter tout gaspillage ;

- réaliser la refonte du système « statistiques agricoles » qui est à inscrire parmi les priorités en vue de donner aux planificateurs et aux décideurs des outils d'aide à la décision fiables ;

- pour agir sur la croissance démographique, devenue tabou, qui, si elle n'est pas remise au centre des préoccupations de toute politique de relance économique, risque d'annihiler tous les efforts consentis pour réaliser l'incontournable double objectif : l'indépendance alimentaire et l'amélioration qualitative de la ration alimentaire.

## CONCLUSION

La mobilisation des moyens de la nation en vue de réaliser dans les délais les plus raisonnables notre indépendance alimentaire, nous est dictée par notre histoire récente et la nécessité de mettre notre souveraineté à l'abri des dangers qui planent, telle une épée de Damoclès, sur nos approvisionnements en produits alimentaires de base et en intrants agricoles. Il ne faut surtout pas perdre de vue que l'arme alimentaire peut être activée à tout moment et que les effets induits par le réchauffement climatique touchant les zones de production rendront à l'avenir les importations de produits agricoles de base hypothétiques.

Autrement dit, il se profile à l'horizon pas si lointain que ça, que même avec les devises que nous donnent nos infatigables « patriotes », en l'occurrence, HASSI MESSAOUD et HASSI R'MEL, des difficultés d'approvisionnement en produits alimentaires de base de la population. Et les multiples déclarations proferées par la porte-parole des nostalgiques de l'Algérie française et les principaux acteurs politiques de l'ancienne puissance coloniale, gorgées de haine et de fiel largement relayées par les médias français, à l'endroit de notre pays, de son peuple et de ses institutions, sont là pour nous alerter. Aussi, il ne faut jamais oublier que notre pays avait depuis l'indépendance fait l'objet de campagnes de dénigrement, de boycott et de chantage de toute sorte, destinés à provoquer le désordre et l'asphyxie. Ceci nous oblige donc à mettre tout en œuvre pour assurer notre pain quotidien fait à base de blé dur et d'orge bénéfiques pour la santé produits nécessairement localement.

\*Agronome



# ■ Aller voter, oui; mais pourquoi et pour qui ?

« Ils arrivent, ils sont là ! De tous temps, de partout. Ils sont prêts à tout, l'air de rien. Qui donc ? Mais les opportunistes, bien-sûr. Ces profiteurs d'occasions, ces saisisseurs de circonstances, ces caméléons électoraux et girouettes politiques. Ils sont de gré à gré et d'abord de leur intérêt. »

Daniel Confland



Par El yazid Dib

Il a beaucoup plu en cette campagne. Il a fait un peu froid. L'urne va s'essouffler à devoir contenir des voix essoufflées. Si les gens vont venir en ce samedi 27 c'est que déjà dans leur tête il y a une certaine personne sous un numéro à faire emprisonner dans un étui. Ils sont troublés dans le choix qui ne leur offre pas la possibilité de rayer les scories, les encombrants, les lourdauds les incompetents, les profiteurs, les opportunistes ; Allah ghaleb « makla forci », se disent-ils.

Dans le pays, rien ne dit que l'on vit une campagne. Tout est présumé que l'on se trouve en face d'une situation électorale habituelle. Des affiches, des minimes attroupements à majorité densifiés d'intéressés. La conviction n'existe pas, autant quelle doit d'abord gagner les propriétaires de ces listes. La conviction devenant une denrée inaccessible pour presque tous reste encore un cursus qu'il faudrait avoir non pas dans des billets de banques ou dans des sacs de semoule mais bel et bien dans la punch, le brio et le bon verbe. Mais comme le pli et le repli, les us et l'usage tellement corrodés et corrompueurs de mœurs, arrivent remodeler la pratique politique ; il n'est pas sacré de voir encore des pseudos députés ou des faux sénateurs croire diriger la pensée de la ville pour parrainer tel ou tel projet de maire. L'on ne peut se prévaloir d'une certaine détention de représentativité sauf si celle-ci est saine et sans retouches. Ne pas avoir l'assentiment de ses proches c'est la première condamnation à l'exil.

Ces joutes auront donc marqué le temps par une forte insouciance populaire du fait des visages des placardés. Pas tous heureusement. Et comme le choix est difficile voire impossible l'élection concomitante à la cherté de la vie, aux affres delà loi de finances; s'installe aux dépens d'un engouement général. Beaucoup de personnes aimeraient constituer une belle mosaïque comme liste électorale, tirant un tel de telle liste, l'autre de telle autre et ainsi de suite tout en arrivant à une symbiose de complémentarité et une harmonie de profils. Cette composition n'est pas permise hélas. On vote pour une liste ou l'on s'en abstient. D'où un choix terriblement moral qui s'impose à tout un chacun. C'est dire par ailleurs que l'on n'est pas mieux loti d'aller ce samedi chacun selon ses préceptes pour corroborer ou invalider la complexité qui nous envahit. Dans le silence de son isolement interne, les mains tremblent, l'on palpe des papiers avec stylo, sans gomme et il n'y a ni rajout, ni suppression ni modification. Là, un moment glacial vous court le long de votre histoire, l'espace de votre géographie, profane les caveaux de vos pensées, crève les secrets de vos songes et dévoile les vérités de vos illusions. Vous n'allez pas quand même favoriser le papier choisi et privilégié sans vous faire grincer les méninges à propos d'un nom ou d'un numéro.

L'instant est grave, car il s'agit d'un avenir, d'une prospérité qui va durer plus d'un mandat tant les cicatrices des précédents ne se sont pas encore estompées. L'instant de l'isolement va se finir et votre choix n'est pas encore fixé, nonobstant sa conceptualisation bien anticipée datant des premières rumeurs, des premières colères. Vous vous y verrez dans

ce confessionnal pas comme une simple carte d'électeur ou un citoyen crédule et croyant mais tel un peuple uni et rationnel, sincère et attentif en quête d'un bien-être viable et vivable pour son douar. Vous lisez une énième fois l'identité des inscrits, vous vous référez à toutes vos encyclopédies cervicales, à vos souvenirs d'enfance, aux coins de vos multiples quartiers et là, seul votre soupir ou votre sourire vous dicte le bon emploi.

Il est vrai que la sensation qui morfond certains de tout un chacun de dire que la « politique » au sens algérien actuel ressemble intimement à cette pathologie d'origine virale dont l'on ne peut éviter les germes nauséabonds qu'elle éjecte à force de trop s'y approcher. Le débat n'est plus un débat plus qu'il tend vers l'avis à infliger à tout prix. La tolérance défie l'éthique en même temps que la gabegie et le n'importe qui et quoi se permettent d'analyser l'horizon économique planétaire du troisième millénaire et encore oser se porter candidat. Si un intrus croit connaître tout, si un prétentieux croit être le voisin de Dieu, si un matelot d'eau douce croit dompter les océans, si un nullard aspire à devenir le maire de la ville ; que reste-t-il yarham waldikom aux autres ? Changer de circonscription électorale, tout en luttant pour se préserver à finir ses jours dans sa ville natale. Quand le monde qui vous contient devient hypocrite à l'extrême, trouvez-vous en un autre à moins de frais moraux où la réalité serait une chimère et la vérité un songe passager.

N'est-il pas démoniaque d'être à la fois, récidiviste, candidat, tête de liste, président d'Apw et venir à une commune qui n'a rien à voir avec vos tripes? Est-il politiquement correct de savoir quelqu'un pris dans un parti autre que celui qui lui a permis d'accomplir un ou deux mandats, voire trois ? Pour la simple raison que cette fois-ci sa candidature n'était pas acceptée. Des transfuges on en a vus, mais des caméléons, des sans honte, sans virilité, eh bien ça existe aussi. Alors, ce type d'être humain reste indigne de tout placement de confiance, tant il s'est retourné contre son géniteur pour lui avoir, face à un énième une mandature, dit non, basta. Vouloir mettre tout sous sa seule dent n'entraînera que le succès de se mettre en entier sous les dents des autres. De surcroît si l'on troque déjà sa dignité et l'on se laisse sous la laisse de son ego qui malgré les mandats n'aura jamais les lauriers de la cité. La politique est un art dans le monde de la noblesse, la noblesse est un mode de vie. Il y a encore des gens qui omettent de mettre en relief leur palmarès personnel sans nul panache extérieur pour ne s'identifier que sous des titres précaires et révocables, dire qu'ils ont été estampillés à la naissance députés, sénateurs, maire ou autre ! Alors, pour ce faire il ne faudrait pas être un simple « candidat » tête d'affiche et pas de liste, mais une tête pensante. Une bonne tête d'émerveillement, et de gestion et non de simple suiveur ou d'ombre muette et servile et se prendre pour un charismatique et surtout aimer grignoter des pistaches au cabinet du wali.

L'on a vu des gens promettre et rire sous cape une fois l'applaudissement obtenu. Le jour important, sans le redire ne saura pas être dans le claquement des mains, ni dans la densité des meetings. Le jour important arrivera par la bouche d'une autorité indépendante électorale. Une fois prononcé ; il n'y aura ni l'ombre des promesses, ni la reconnaissance numérique des visages leur ayant fait face. Les autres,



ceux que l'on a essayé de mettre dans les chaînes de permanences seront toujours là pour servir et valoir ce que par défense et rendu de monnaie assurent le cauchemar et le bourdonnement. Ainsi, dans l'attente du verdict et de le pesage de la récolte ; cette campagne qui ressemble à un monde conçu pour les intéressés va connaître son épilogue coutumier. Se faire oublier. Les têtes vont compter leur argent, leurs dépenses leurs futurs gains. Les autres vont approfondir le sommeil et garnir chacun un siège à l'abri de la neige qui tarde à s'annoncer.

Un candidat qui aurait le sens de l'argumentation avec programme en bout, face à des flâneurs, des curieux, ou des fervents sympathisants en quête de dissiper définitivement leur incertitude est d'abord celui qui croit en son engagement. Cependant certains partisans convaincus sont là en « permanence » sans être totalement portés sur une décision de vote. Un parti n'aurait pas besoin de « zernadjia », trottoir pris pour scène et enquinquant carrément dans leur indifférence les passants et les flâneurs. La traque des voix, suppose-t-on est ailleurs que dans l'ennui tapageur que provoquent de telles situations dignes d'une kermesse. « un carnaval fi dachra ». La politique peut parfois revêtir le caractère intrinsèque d'un véritable métier. Dans la politique subsistent deux acteurs essentiels : les producteurs et les consommateurs. Que chacun produise selon ses capacités Que chacun consomme selon ses besoins. Ces élections n'auront pas en finalité à changer le mode de vie des Algériens. Gérer une mairie ne se contie plus dans le fait de créer des fusées ou de lancer sur orbite des satellites. C'est aussi simple que ça. Il suffit de savoir faire enseigner la civilité et la citoyenneté. Enseigner le comment vivre ensemble dans une situation de propreté et de salubrité publique. Savoir créer le bonheur communal est une attribution illusoire des communes.

Être candidat, pour certains, s'assimile à une plainte contre son sort ou une demande d'emploi sans toutefois un cv brillant ou adéquat. Pour d'autres ce n'est qu'un challenge personnel, une finition passionnelle de ses vieux jours. L'assaut sur les listes cette fois-ci est l'œuvre de toutes les catégories. De l'industriel au pensionné, du sans rang social au rêveur de trônes, tous aspirent à conduire ou être dans le bateau ivre d'une commune en vogue la galère. Nonobstant les inquiétudes, les schismes, les scandales, les mises sous contrôle judiciaire... certains s'acharnent non seulement à se faire reproduire, à réessayer leurs hasards, ou à répéter leur mauvaise pratique mais encore prédisent leur triomphe et promettent (encore) de tenir leurs promesses. Pour les nouveaux candidats partis en campagne, voulant se faire voir, et excellent dans la description de l'état des lieux ; ils n'ont manqué aucune occasion pour décrier la gestion communale précédente. Oubliant du coup que leur parti était partie prenante dans celle-ci. Et encore qu'ils étaient, pour certains eux-mêmes aux postes de commande municipaux.

À l'instar de toute initiative, l'opération électorale doit avoir un objectif. S'il est clairement défini dans les textes avec une emphatique phraséologie ; cet objectif n'a jamais été atteint au plan local. L'on vote pour avoir un bon maire, pas un fonctionnaire. Un maire apte à travailler les routes, pas uniquement à astiquer ses fringues. L'on vote pour avoir un bon président d'APW, pas un rond de cuir incapable de fédérer ses membres, inapte à telle place d'une ville qui ne le dépasse. Alors pensez, réfléchissez et libélez votre enveloppe en toute âme et conscience en ayant en tête cette grande maxime « Le seul mauvais choix est l'absence de choix ».que chaque ville vote pour ses enfants, à défaut de ne pas avoir vu chaque enfant se porter candidat dans douar.



# Le torchon brûle au sein même du temple de l'éducation nationale

## Kamis vs hijab

Par Abdelkader Benmazouz

**L**e jeune professeur des lycées, pas suffisamment légitime aux yeux de sa hiérarchie pour imposer un dress-code à ses élèves, puisque vacataire, est sommé de ne s'en tenir qu'au programme. Quelques parents d'élèves s'insurgent contre le fait qu'un enseignant impose le port du voile à leurs progénitures. Des professeures s'insurgent également contre la mentalité salutiste de leur collègue et se plaignent auprès de la direction.

Le professeur est suspendu, il s'en remet aux réseaux sociaux pour dénoncer ce qu'il considère comme un abus de pouvoir de sa direction. Il utilise Facebook pour accuser son directeur de l'empêcher de prêcher la bonne parole et ce qui lui semble être les fondamentaux de l'islam, dans le rôle qui lui échu. Dans une vidéo, Il apparaît sans kamis, dans un style décontracté de jeune premier, plutôt «in». Le chef d'établissement, fort du soutien de sa tutelle lui répond par vidéo interposée, et, se fait écharper par la bien-pensante ambiante des réseaux sociaux. On connaissait le débat autour du voile outre Méditerranée, mais c'est la première fois qu'au sein d'une institution publique dans notre pays qu'une telle polémique voit le jour.

Dans toutes les sociétés il existe des marqueurs identitaires, le vêtement et la coiffure en font partie. Les amérindiens se distinguent par de longues nattes tressées sous leurs coiffes en plumes, les africains par des nattes tressées collées, les orientaux par leurs turbans diversement appréciés. Chez nous, une mosaïque de styles aussi singuliers les uns que les autres, souvent liés à la religion ou l'appartenance à une région géographique offrent un paysage coloré parfois parsemé de fantaisies tel les chapeaux mous, kéffief, dishdasha ou autre agal. Mais qui se rappelle de Bouzid et Zina, les sympathiques héros des bandes dessinées de Slim. La gandoura plus haute que les chevilles, pour la nuance avec les personnages de Naguib Mahfouz. La chéchia et le sempiternel bâton, pour dissuader les regards indiscrets et protéger Zina, et, le voile avec son 3'jâr dans sa version «citadelle algéroise» qui ont été chez nous les principales particularités visibles. Bien sûr il y en a d'autres, la melaya qui porte encore le deuil de Salah Bey, le haïk blanc patrimoine traditionnel, symbole de pudeur ayant participé à la résistance durant la guerre de libération, le stambouli, le guennour chaoui, la chéchia mozabite, le large turban et la coiffe guenaouia des régions du sud ou encore le taghelmust, ce fameux chèche indigo de plusieurs mètres de long porté fièrement par les hommes bleus du désert, les Touaregs.

Le code vestimentaire ou dress-code revêt le plus souvent une signification sociale importante, une norme sociale écrite ou tacite qui renseignerait sur le rang social, la classe à laquelle appartient la personne ou son occupation, ainsi de la blouse blanche des médecins, la robe noire des avocats ou l'uniforme scolaire pour les élèves, la religion également et même le statut marital (port de l'anneau d'alliance).

Historiquement, des lois somptuaires ont souvent tenté d'imposer un code vestimentaire interdisant le plus souvent l'usage du luxe aux couches populaires.

Au début du XIII<sup>ème</sup> siècle déjà, Philippe IV de France institue des lois somp-

**Dans un lycée de Mascara, il y a vendetta entre un professeur d'éducation islamique et son directeur. Le premier est accusé par sa hiérarchie de prosélytisme exacerbé. Le second reproche au professeur de se présenter devant ses élèves dans l'habit qui fut dans un passé récent le symbole des extrêmes, le kamis.**



tuaires pour réprimer l'extravagance des costumes.

De François I<sup>er</sup> à d'Henri IV, on enregistre, en France, onze édits somptuaires. Ces édits et règlements tentent d'enrayer le phénomène de surenchère. Ils spécifient quels tissus doivent être portés, et, prohibent les broderies, dentelles et ornements en or ou en argent. Lorsque l'on entend aujourd'hui les cris d'orfraies lancés par les soi-disant défenseurs de la laïcité, contre le port du voile, c'est à se demander si la France n'est pas devenue amnésique. Mais alors quelle surprise de voir se profiler les mêmes conjectures au sein même de la sacrosainte institution de l'éducation nationale, ici même, en Algérie.

Dans la Grèce antique, par exemple, l'un des premiers codes de lois attribués au législateur Zaleucos, disposait que « nulle femme libre ne devait arborer des bijoux en or sur elle ni porter une robe brodée à moins qu'elle soit établie comme prostituée ; nul homme ne doit porter de bague en or ni de ces toges efféminées. »

De nos jours on peut également considérer les injonctions de la mode comme des lois somptuaires, mêmes si elles sont parfois arborées comme un étendard. Les nikab, kamis, burkinis, coupes de cheveux tendance parfois bizarres, leggings, bikinis et low-bra, se renvoient la politesse.

Quel rapport avec notre société pourrait-on dire; peut-on parler de dress-code, chez nous? Oui, ces règles existent de manière tacite, mais elles sont diversement

appréciées. De part sa diversité, sa richesse, et grâce notamment aux emprunts à d'autres cultures du fait des différentes invasions qu'aura connu le pays dans son histoire, chaque région constitue un espace culturel singulier. Du fait également des principes fondateurs de l'état après l'indépendance: islam, socialisme, et aussi, plus tard à cause de la crise sociale, politique et identitaire, sont apparus d'autres particularismes, tel que le col Mao et le costume classique à manches courtes des militants du parti unique ou le kamis avec des baskets tendance et le nikab chez les salafistes; mimétisme simpliste dans bien des cas.

Tous ces marqueurs, qu'il serait trop long d'énumérer ici et l'influence grandissante des médias, notamment les réseaux sociaux, n'ont pas manqué de bouleverser la sociologie dans notre pays. D'autres codes empruntés aux différentes modes en Vogue chez les occidentaux: les styles rock, punk, gothic, cyber-punk, biker, tatoo, ont fini par faire baisser les bras aux conservateurs de tout bord. La miraculeuse kératine ayant ringardisé la brillantine, le tatouage et le piercing devenu symbole de réappropriation du corps: « le corps dissident, le corps défendant », probablement contre un ordre établi, ce sont les nouvelles armes contre une société castratrice.

Et l'école, ce siège de toutes les contradictions, entre la volonté d'avancer et le besoin de regarder en arrière sans faire le tri du passé; qu'en est-il des moyens pour assumer sa vocation, construire l'homme

et la femme de demain? Pendant près d'un demi-siècle depuis l'indépendance, les algériens n'ont connue qu'une seule école républicaine officielle, l'école coranique à toujours existée, mais sans tutelle vraiment, si ce n'est la confrérie des zaouias. Aujourd'hui, nous avons l'école publique, celle privée, et l'autre coranique, toutes les trois obéissent à une politique, la même, satisfaire au principe sacro-saint de la démocratisation de l'enseignement.

De la maternelle à l'université, la vocation première de l'institution consiste à dispenser le savoir qui fera émerger une culture pour chaque individu quel que soit sa condition sociale dans le but de forger une nation prospère. Pour mener à bien sa mission et empêcher le sanctuaire qu'est l'école d'être profanée par des influences étrangères à nos us et coutumes, des règles ont été édictées. Code vestimentaire strict qui engage par écrit l'élève et ses parents sans pour autant exiger le port d'un uniforme, comme cela se fait dans beaucoup de pays. Un tablier et deux couleurs pour différencier les sexes sont de rigueur, mais c'est surtout fait pour gommer les disparités sociales, ailleurs, cela perçu comme une discrimination sexiste.. L'école interdit également les vêtements qui représentent la violence, la drogue, la pornographie ou des propos haineux.

L'incident du lycée de Mascara serait-il le signe avant-coureur d'une nouvelle passe d'armes entre les adeptes du tout religieux et ceux du profane?



# L'argent des émigrés, même Montebourg s'en mêle !

Selon une analyse réalisée par l'Institut national français des études démographiques (Ined), l'Algérie figurerait parmi les 15 pays qui fournissent le plus de migrants au monde.



Par Cherif Ali

Pour l'Aida (Association internationale de la diaspora algérienne) basée à Londres, les Algériens ou personnes d'origine algérienne vivant à l'étranger en 2018, seraient au nombre de 7 millions d'individus, voire plus !

## • Qui sont-ils ces émigrés ?

Un ancien secrétaire d'Etat en charge de la communauté nationale à l'étranger, avait répondu par cet artifice : « Il y a ceux qui résident à l'étranger de manière régulière et qui sont immatriculés dans nos consulats, ceux qui résident de manière régulière et qui préfèrent ne pas se rapprocher de nos services et sont donc, non immatriculés, et ceux, enfin, qui y vivent de manière irrégulière ou clandestine ».

En France, ils seraient 5 millions !

En Amérique du Nord, ils se situeraient entre 120 000 et 140 000 (110 000 au Canada, 30 000 aux USA et 2000 au Mexique).

Dans les pays arabes, ils seraient quelques milliers et en Afrique quelques centaines.

## • De ce qui précède, il y a lieu de bien définir les concepts

Jusque-là, on a parlé de migration algérienne car en France, dès 1947, les Algériens deviennent, officiellement du moins, des citoyens appelés par l'administration des « Français musulmans d'Algérie (FMA) ». Ils ne sont pas alors considérés comme des migrants étrangers mais comme des migrants régionaux, un petit peu comme les Bretons et les Corses, même s'ils sont, dans les faits, traités durement, guerre d'Algérie oblige.

D'un point de vue juridique, l'émigration algérienne débute officiellement en France, le 5 juillet 1962. Entre 1962 et 1982, la population algérienne dans ce pays, passe de 350 000 à plus de 800 000 personnes.

Cette population qui ne cesse de croître, se décuple en générations voyageant, étudiant, commerçant et s'établissant dans les cinq continents !

Les mouvements migratoires de nos compatriotes ont commencé au début du siècle : le plus gros des troupes se trouvent en France où la première phase de migration algérienne a débuté en 1905.

La main-d'œuvre qui la compose travaille essentiellement dans les raffineries et huileries de Marseille, ou comme dockers sur les navires.

Des centaines d'Algériens sont, ainsi, embauchés dans les mines et les usines du Nord et du Pas-de-Calais, les industries de Clermont-Ferrand et Paris. Dès 1912, on parle d'un véritable mouvement migratoire de 4000 à 5000 Algériens qui s'accélère dès 1913, grâce à la suppression du permis de voyage qui était alors requis pour les Algériens en France. La seconde vague migratoire est composée globalement de 80 000 travailleurs et 175 000 soldats venus d'Algérie dans le cadre de la Première Guerre mondiale. Ceux qui ne sont pas sur le front, sont employés dans la production d'armement, le génie, l'aéronautique, les transports et les mines.

La troisième vague débute en 1920 avec une composante kabyle qui reste importante, avec la migration des habitants du nord-ouest oranais qui commencent à gagner du terrain.

La quatrième vague débute avec la fin de la Seconde Guerre mondiale, après 1945 où les Algériens occupent des emplois dans les domaines de reconstruction de la France et de la relance économique, dans les mines, la sidérurgie, l'industrie et le bâtiment.

La cinquième vague commence avec la guerre de Libération nationale (1954-1962). Le GPRA est formé, le FLN prend le contrôle de l'émigration qui participe au combat libérateur et à l'effort de guerre.

## • Emigrés, mal-aimés, là-bas ?



Un sondage réalisé en France, par Ifop/Atlantique révèle que 26% des Français seulement ont une bonne image des Algériens contre 71 % des Marocains et 53 % des Tunisiens :

1. Existe-t-il un lien entre le déficit d'image dont souffre l'Algérien en France et la façon dont sont intégrés les émigrés et leurs enfants ?

2. Sont-ils moins intégrés que les autres maghrébins ?

3. Sont-ils moins défendus au plan des droits ?

Que dire alors de ceux qui ne possèdent ni titre de séjour ni permis de travail, ces sans-papiers qui vivent dans la clandestinité la plus totale échappant même au recensement le plus approximatif ; un ancien ambassadeur français les a situés autour de 350 000, chiffre qu'il faut prendre sous toutes réserves, bien entendu, dans ce qu'il cache comme manipulation politicienne, notamment à l'orée des présidentielles françaises à venir !

C'est vrai qu'il est difficile de compter des gens dans la clandestinité mais ce qui est aussi vrai c'est que ces personnes sont décidées « à faire leur trou là-bas envers et contre tous » et tout ce qu'on a mis en place alors, comme ministère délégué (qui entre temps a été supprimé), représentation politique à l'APN, ouverture de nouvelles dessertes aériennes et maritimes, ne leur feront pas changer d'avis, eux qui n'ont foi qu'en leur destinée.

## • Incompris ici ?

Notre émigration n'est organisée ni socialement ni culturellement et aujourd'hui, on en arrive même à regretter « l'Amicale des Algériens en Europe », organisation sous l'égide du FLN certes, mais qui arrivait tout de même à encadrer, peu ou prou, cette population de l'étranger.

L'émigration algérienne en France a payé un lourd tribut et a conquis ses lettres de noblesse pendant la révolution. Les aînés regroupés dans la Fédération de France ont contribué financièrement et plus encore, à faire progresser la lutte de libération : Mourepiane et les manifestations du 17 octobre 1961 en sont les marqueurs.

Aujourd'hui, elle continue à être marquée par ses divisions historiques, politiques et même ethniques. Elle est préoccupée par son existence quotidienne car l'émigré, le beur et, paradoxalement, « le Franco-Algérien » est avant tout une condition sociale dont il est difficile d'en sortir.

Il n'en demeure pas moins que ces Algériens-là sont visibles et font étalage de leur amour du pays à chaque occasion et à chaque match de l'équipe nationale de football où ils déploient l'emblème national, une manière comme une autre de manifester leur présence et de se rappeler au bon souvenir de leurs gouvernants.

## • Peut-on, pour autant, parler de diaspora ?

Oui, à voir et à entendre certaines personnalités publiques françaises d'origine algérienne qui n'ont de cesse d'affirmer leur appartenance à l'Algérie ; on peut citer dans le désordre Isabelle Adjani, Leïla Bekhti, Shéryfa Luna, Smaïn, Rachid Taha, Rachid Bouchareb, Rachid Arhab, Zinedine Zidane, Brahim Asloum et beaucoup d'autres qui appartiennent au monde de la culture et du sport. Ou encore Fadéla Amara, Leïla Aichi, Kader Arif,

Azouz Begag, Nora Berra, Malika Benarab-Attou, Yamina Benguigui, Malek Boutih, Samia Ghali, Bariza Khari, Tokia Saïfi, Karim Zeribi qui appartiennent au monde de la politique.

On peut même ajouter à cette liste qui n'est pas exhaustive, Rachida Dati dont la mère était d'origine algérienne.

Tout ceci pour dire que le potentiel humain existe mais que les mécanismes institutionnels, de ceux qui font actionner les lobbys font défaut comme par exemple le fameux « Conseil consultatif de l'immigration » souvent annoncé mais tant de fois différé puis remisé dans les tiroirs de nos instances gouvernementales !

## • Quid du retour définitif des émigrés au pays ?

Ce phénomène de retour répandu chez les retraités, s'est étendu ces dernières années chez les plus jeunes diplômés et expérimentés qui ont accumulé un petit capital, qui songent à retourner au pays.

Apparemment et à les entendre, ils n'éprouvent aucun regret à quitter la France et l'Europe où sévissent, selon eux, le racisme, la discrimination dans l'emploi et le logement.

Un quota doit être réservé à cette catégorie d'émigrés, désireux de participer au développement du pays ; cette formule, si elle devait être retenue par le gouvernement, donnerait la possibilité au bénéficiaire immigré de s'acquitter de l'achat de son appartement en devises.

## • La manne des émigrés !

Selon la Banque mondiale, les transferts d'argent des travailleurs émigrés vers les pays en voie de développement devraient augmenter de plus de 6% cette année. L'Inde et la Chine sont les premiers bénéficiaires de ces fonds avec 70 milliards de dollars par chaque pays. En 2012, ces fonds ont atteint le seuil de 406 milliards de dollars, soit une hausse de 6,5% par rapport à 2011. Ces flux devraient encore progresser de près de 8% en 2013, puis de 10% en 2014. Pour certains pays africains, les transferts des immigrés représentent près de 10% du PIB. Le Nigeria est en tête avec 21 milliards de dollars en 2012, suivi du Soudan, du Kenya, du Sénégal et de l'Afrique du Sud. En Afrique du Nord, le Maroc se taille la part du lion avec plus de 6 milliards de dollars. Les travailleurs émigrés n'hésitent pas à augmenter les sommes envoyées en cas de situation difficile, dans leur pays d'origine.

## • Emigrés, où sont passées justement, leurs devises ?

Interpellé au sujet de l'apport des émigrés établis à l'étranger, à l'économie du pays, Belkacem Sahli, l'ancien ministre délégué chargé de la Communauté nationale à l'étranger d'alors, avait estimé que « leur contribution est insignifiante, les sommes transitant par le canal bancaire ne se hissent pas au niveau souhaité, et comparativement aux seuls voisins maghrébins, nous sommes les derniers ».

Les émigrés maghrébins ont transféré dans leur pays quelque 3 milliards et 15 millions d'euros. Le compte a été donné par la Banque européenne d'in-

vestissement qui vient de révéler que les Algériens devaient, en la matière, les Marocains avec 2 milliards et 13 millions d'euros et les Tunisiens avec 84 millions d'euros. La banque ne dit, cependant pas, où va cet argent une fois au bled. Selon certains témoignages recueillis auprès des émigrés, cette manne ne sert en aucun cas, le développement économique.

Les devises sont échangées « au black ». Même les retraités s'y résignent et en profitent, tout comme les barons de l'informel !

Avec la dépréciation de la monnaie nationale qui s'est traduite par un gouffre entre le taux de change officiel et la cotation du marché parallèle de la devise, les transferts se sont littéralement asséchés, ne représentant que 1,7 milliard de dollars en 2019. Ignorant tout de ces « procédures », le candidat à la présidentielle Arnaud Montebourg s'est proposé de bloquer les transferts d'argent privé passant notamment par Western Union vers les pays qui refusent de rapatrier leurs ressortissants visés par une mesure d'expulsion du territoire français.

Par quels moyens ? « Il y a onze milliards de transferts d'argent qui passent par Western Union sur l'ensemble des pays d'origine. Nous bloquons tous les transferts aussi longtemps qu'on n'a pas un accueil de coopération », « Ces transferts d'argent privé sont une manne pour ces pays » !

Chez nous, la captation des fonds de notre communauté à l'étranger avait compté parmi les pistes ouvertes par le gouvernement lors de la conférence des chefs de missions diplomatiques et de chefs de postes consulaires algériens, qui s'était tenue dernièrement avec notamment l'ouverture de représentations d'institutions bancaires algériennes à l'étranger, ne peuvent pas constituer la panacée pour rétablir les liens de confiance perdus avec notre diaspora.

L'absence de mécanismes incitatifs pour mobiliser les fonds de l'émigration par des formules d'accès au logement, au foncier, une politique de prix raisonnables des billets, devenus inabordable, et pour les investisseurs, par l'octroi d'avantages comparatifs qui les amèneraient à placer leur argent en Algérie et pas ailleurs ont contribué à élargir la fracture.\*

Pas plus que la représentation de notre communauté dans les institutions nationales, au sein de l'Exécutif et au Parlement, n'a permis de rendre la voix et les revendications de notre diaspora audibles. C'est l'ensemble de la politique de l'émigration qu'il faudra se résoudre à repenser ! \*

## Conclusion

Bon an mal an, les émigrés viennent au bled passer les vacances ; ils repartent avec le sentiment que le pays est prospère grâce à son pétrole qui est aussi le leur, qu'il regorge de tout et qu'il peut, somme toute, se passer de leur maigre pécule, fut-il libellé en devises. Et dans l'absolu, « si l'Algérie d'aujourd'hui est en crise, le rappelait justement un émigré, cela n'est pas de notre fait car beaucoup d'entre-nous laissent tout de même une part de leurs économies dans les caisses des compagnies aériennes, des agences de voyages, des commerçants et participent, ainsi, à l'économie du pays » !

\*La banqueroute par Omar Berbiche (El Watan).



**Le thème du «déclin français» et son corollaire «le retour de la grandeur de la France» est devenu, directement ou indirectement, de la droite à la gauche des forces politiques françaises, le sujet majeur de la vie politique française.**

# Le déclin français

Par Djamel Labidi

Ce «déclin français», avec ses composantes de peur, d'amertume, ces interrogations sur l'avenir, domine, sans le dire, depuis des années le climat politique et la vie intellectuelle française. Il a nourri au fur et à mesure un nationalisme d'autant plus malsain qu'il est fait de dépit, de peur de l'autre, de xénophobie, de perte de confiance en soi.

Avec la crise du Corona, ce sentiment de déclin s'est accentué: on y retrouve, pêle-mêle jetés, le scandale des masques, le paracétamol et les autres pénuries de médicaments de base, les difficultés de production de l'oxygène, l'échec de la France, la seule parmi les «grandes puissances», à ne pas produire un vaccin anticovid, mais aussi les déboires militaires au Sahel décidément trop grand pour les capacités françaises, l'irrespect manifesté par l'Algérie comme le dénoncent des hommes politiques français, l'arrogance du Royaume Uni sur l'affaire des zones de pêche, l'affaire du contrat de vente de sous-marins avec l'Australie etc.. etc.. Si on n'a pas en vue ce sentiment de déclin, on ne peut comprendre, par exemple, la réaction extrême française à cette dernière affaire. La désinvolture, voire l'indifférence aux intérêts français manifestée par ses alliés, ont vexé la France. Encore plus, lorsque ce manque de considération s'est confirmé dans l'annonce d'un traité d'alliance Indopacifique entre les États Unis, le Royaume Uni et l'Australie, conclu sans que la France ne le sache et d'où elle est exclue. Cela ne pouvait mieux confirmer ce sentiment de déclin.

C'est comme si la France était obligée, désormais clairement, de prendre conscience de sa place dans les rapports stratégiques mondiaux.

## MAIS QU'Y A-T-IL EN RÉALITÉ DERRIÈRE CETTE QUESTION DU DÉCLIN

En effet, si on considère la question de plus près, on pourra s'apercevoir, vite alors, que le mot «déclin» est inapproprié. Il sert à masquer, en fait, une nouvelle réalité qui détermine et qui déterminera probablement la place de la France, comme celle d'autres pays naguère dominants, dans les rapports entre nations. Le mot déclin remplit alors une fonction: celle du déni de cette réalité; cette angle d'approche, cette lecture de la situation française par le déclin, va s'imposer à toutes les forces politiques, de gauche comme de droite, aussi bien dans la dénonciation de ce déclin, que dans la recherche de ses responsables, ainsi que dans la nécessité de le refuser et de redonner à la France, «la place qui est la sienne». Le président Macron parle de redonner sa grandeur à la France. Éric Zemmour clame que «la France n'est pas la France si elle n'est pas hégémonique». Jean Luc Mélenchon tonne que La France est le 2ème domaine maritime du monde avec 10 millions de km<sup>2</sup>, qu'en 2050 cinq cent millions de personnes parleront le français dans le monde «grâce à la présence de la France en Afrique, et que «la France ne ressemble pas aux autres puissances car sa mission est universelle». Le nationalisme fait rage. De façon générale, tout le discours politique reflète ce souci, cette obsession de redonner sa puissance à la France que ce soit dans les approches économiques de réindustrialisation de la France, culturelle à travers la francophonie, ou militaire à travers l'attachement à une présence à l'extérieur, même si les moyens ne le permettent plus.

Car tout cela n'est d'évidence plus possible. La place de la France, et aussi de l'Europe, dans le PIB mondial a été pendant deux siècles une sorte d'exception historique, liée à la révolution industrielle européenne. Celle-ci a fait que des pays relativement petits, du point de vue de leur étendue géographique et du nombre de leurs habitants, ont pu dominer d'immenses pays grâce à la fois à leur puissance technologique et militaire et à leur unité nationale. Qu'on regarde la carte du monde, ceci saute aux yeux et laisse songeur. Avant la révolution industrielle, des pays comme la Chine et l'Inde représentaient 50% de la production mondiale. On sait que le facteur démographique est, en dernière instance, le facteur déterminant des rapports entre groupes humains. Aujourd'hui avec leurs trois milliards d'habitants, ils reprennent progressivement leur place mondiale. C'est aussi simple que cela. C'est aussi le cas progressivement d'autres régions du monde.

Il ne s'agit donc pas d'un «déclin», mais d'une évolution historique en quelque sorte normale, d'un retour à l'ordre des choses.

## LE DÉNI DE LA RÉALITÉ

De la même manière, la France, et d'autres pays européens, vont reprendre historiquement tout simplement leur place naturelle dans le concert des nations du monde. Et c'est une bonne chose, y compris pour la France. Les autres nations dans le monde se trouvent-elles dévalorisées d'être à leur place, de ne pas être hégémoniques. L'Allemagne s'est trouvée bien plus respectée de ne plus l'être, et de consacrer ses forces à son développement, bien que... la tentation hégémonique n'est jamais bien loin.

D'autres pays, fameux par leur qualité de vie, et leur niveau civilisationnel, se trouveraient-ils diminués d'être comme tout le monde, des pays «normaux». Sont-ils de «petits pays» ou bien au contraire des pays admirés. Mais en attendant, malheur à celui qui dirait en France tout simplement «voilà c'est la réalité de ce que nous sommes actuellement, le monde a évolué». Il n'aurait plus aucune chance politique dans un climat où domine le nationalisme sous sa forme la plus négative, la plus dangereuse, celle de l'amertume, celle d'un sentiment de déchéance par rapport à un statut désormais dépassé.

Le déni de la réalité est toujours dangereux, que ce soit pour un individu ou pour un groupe social. Il entraîne toujours à des pathologies. La réalité est niée, refusée, insupportable pour bien des forces politiques françaises, et même, pourrait-on dire par l'opinion publique française en général. D'où ce pourrissement de la situation politique, d'où cette propension à chercher des boucs émissaires à cette situation, émigration, arabes, musulmans, «politiciens- traîtres». Cette fausse conscience de déclin pourrait expliquer des phénomènes inquiétants en France comme l'exacerbation du racisme, la généralisation du sentiment de haine, la haine des autres mais aussi la haine de soi. Au contraire, les sociétés optimistes, en plein essor, sont caractérisées par le sentiment de solidarité et l'optimisme pour l'avenir. Ce déni de la réalité peut expliquer aussi, et c'est intéressant à noter, ce refuge vers le passé, vers l'Histoire de France, chez bien des intellectuels français actuellement. Dernièrement, au cours du débat qui les opposait, aussi bien Jean Luc Mélenchon qu'Éric Zemmour ont fait assaut de références à l'Histoire française, chacun de leur point de vue évidemment, mais ce passéisme est en lui-même significatif. La rencontre de toutes les forces politiques autour de la personnalité du général de Gaulle, représentant prestigieux s'il en est du nationalisme français, et leurs disputes autour de l'appropriation de son héritage est édifiante à ce sujet.

## L'IDÉOLOGIE DU DÉCLIN ET SON INSTRUMENTALISATION

Comme pour beaucoup de civilisations qui se tournent vers leur grandeur passée pour oublier leur présent, cette relecture de l'histoire française devient alors une sorte d'opium du peuple pour retrouver les vertiges de puissance d'antan. Pendant longtemps «le chauvinisme de grande puissance», pour reprendre une expression chinoise, avait permis de gérer les classes populaires, et de les entraîner, malgré des résistances vite vaincues, dans les aventures impériales. Aujourd'hui la réactivation de ce passé cherche à atteindre exactement les mêmes buts. Une idéologie du déclin et de ses causes est élaborée. Elle va se diffuser, s'enraciner dans l'opinion publique. On va appeler dramatiquement le peuple à se mobiliser contre le danger du déclin. Cette idéologie va servir à la fois à masquer les causes réelles de la situation, c'est-à-dire l'évolution du monde, et à produire un nationalisme exacerbé. Plutôt que s'adapter au monde et à ses nouvelles réalités, tout sera fait pour les refuser. Là réside le danger principal de cette idéologie du déclin aussi bien pour les français que pour leurs amis dans le monde. La France doit faire un aggiornamento, un délicat passage vers l'avenir. Ici, l'entrée dans la modernité, signifie, pour elle, revoir complètement l'image qu'elle a d'elle-même et du reste du monde, ne plus gaspiller ses forces dans des objectifs de domination voués tôt ou tard à l'échec, se libérer de ces forces négatives qui ne cessent de l'entraîner vers le bas, adapter ses objectifs à ses moyens, ne plus avoir des objectifs de domination mais seulement de bien-être et de progrès pour son peuple. Y a-t-il plus belle utopie?

## LA CHRONIQUE DU BLEDAIR

Paris : Akram Belkaïd



## Le spectre de l'extrême-droite armée



Ils sont treize. Treize militants appartenant au mouvement d'extrême-droite «Recolonisation» qui ont été interpellés et placés en garde à vue mardi dans toute la France par les gendarmes de l'Office central de lutte contre les crimes contre l'humanité, les génocides et les crimes de guerre (OCLCH). Douze hommes et une femme «de profils divers», tous suspects, selon un communiqué du Parquet de Marseille, «d'avoir accès à des armes et de présenter une menace à l'ordre public par leur participation ou leur projet de participation à des actions violentes». Tout un programme... Durant les perquisitions, des armes et de l'argent liquide ont été découverts.

Ainsi va l'actualité hexagonale. Chaque semaine ou presque, on apprend que de tels énergumènes ont été arrêtés. Il y a dix jours, deux hommes qui appelaient à des «actions violentes» via la messagerie cryptée Telegram ont été interpellés. Ils postaient aussi des messages antisémites et islamophobes et se disaient admirateurs de Brenton Tarrant, le terroriste auteur de l'attentat de Christchurch en Nouvelle-Zélande (51 morts dans une mosquée en 2019). La même semaine, le gouvernement décidait la dissolution d'une association xénophobe basée dans la ville d'Angers. A cela s'ajoutent des informations concernant tel ou tel groupuscule qui organise des séances d'entraînement de tirs à l'arme automatique dans les forêts ou qui appelle à des actions musclées contre les migrants.

Cela fait quelques années que la même information inquiétante circule dans les rédactions françaises. Plusieurs factions de l'extrême-droite s'arment et se préparent à passer à l'action contre des musulmans mais aussi des juifs, des personnalités de gauche, des artistes et des acteurs de l'humanitaire. Toutes les tendances sont recensées dans les rangs de ces extrémistes y compris les «accélérationnistes», autrement dit ceux qui pensent que déclencher la violence entre les communautés aboutira rapidement à une guerre civile dont ils sortiront vainqueurs. Tous sont convaincus par la théorie fumeuse du «grand remplacement» que défend Eric Zemmour, le presque-candidat à l'élection présidentielle française. Tous ou presque rêvent de «remigration», c'est-à-dire une grande expulsion d'arabes, de musulmans ou d'autres étrangers «non-blancs», un peu à l'image de ce qui s'est passé au moment de la fin de l'Andalousie musulmane.

On pense qu'ils sont entre 3 000 et 4 000 hommes prêts à agir. Au regard d'une population de plus de 60 millions d'habi-

tants, c'est négligeable mais c'est suffisant pour créer le choc et semer chaos et dévastation. C'est d'autant plus inquiétant que nombre de responsables politiques mais aussi de journalistes nient cette réalité ou tentent de la minimiser. A ce sujet, tout est d'abord affaire de sémantique. A l'expression «extrême-droite», la majorité des observateurs préfèrent celle d'«ultra-droite» comme s'ils voulaient amoindrir la gravité de la situation et relativiser la menace. D'autres, on pense aux «journalistes» et autres bonimenteurs des chaînes dites d'information, ne sont pas loin de partager les mêmes idées extrémistes des mis en cause et ne veulent pas, pour le moment, du label d'«extrême-droite».

Les attentats du 11 septembre 2001 puis les différentes attaques terroristes en Europe depuis cette date offrent à ces groupuscules des arguments de poids pour recruter. Mais il serait erroné de penser que ceci explique cela. La violence islamiste n'a pas fait naître ces extrémistes, elle leur a juste donné des prétextes d'agir et plus de vigueur. A cela s'ajoute la lente dérive des élites françaises, notamment médiatiques, devenues indulgentes avec une extrême-droite hier abhorrée pour ce qu'elle a commis comme crimes durant la première partie du siècle dernier. La banalisation du Front national, la propagation de ses idées dans la société ont ouvert un espace à la droite de l'extrême-droite traditionnelle. Ajoutez à cela des réseaux sociaux qui favorisent l'entre-soi et la surenchère idéologique et l'on comprendra pourquoi Internet est le meilleur allié de ces groupes.

A ce stade, le silence désinvolte des autorités est surprenant. Promptes à mettre en cause le «wokisme» des jeunes, à dénoncer la «cancel culture» qui sévirait chez ces mêmes jeunes et dans certaines institutions universitaires, à pousser des cris d'orfraies à propos du pseudo-danger de «l'islamo-gauchisme», à critiquer l'usage du pronom non-genré «iel» ou les repas végétariens à la cantine, elles ne pipent mot face à cette menace armée qui se précise de jour en jour. L'un des plus discrets à ce sujet est le ministre de l'intérieur Gérald Moussa Darmanin dont on sait qu'il a eu quelques sympathies à l'égard de «Renaissance nationale», mouvement apparu en 1955 et héritier de l'Action française qui s'était compromise avec le régime de Vichy durant l'occupation allemande.

La question n'est pas de savoir si ces groupes passeront à l'action mais quand. En attendant, les chaînes d'information se passionnent pour des débats tels que «l'armée doit-elle intervenir dans les quartiers populaires?» ou encore «faut-il tirer sur les réfugiés à la frontière polonaise.» On en est là.



# Réflexions sur l'assurance qualité en contexte de la formation continue en Algérie

Par Lardjane Dahmane\*  
et Chaib Aziz \*\*

Pour ce faire, les organisations de formation doivent impérativement prêter une attention particulière aux impacts et retombées positives de la FC sur les pratiques des professionnels et la qualité des services offerts à la population en particulier et de la société en général d'autant que les enjeux de la compétitivité et de rentabilité socio-économique font appel à l'innovation pédagogique et technologique dans la gestion des processus qualité des FC.

De plus et quels que soient les domaines des pratiques professionnelles, la FC est au centre d'un grand débat dans les milieux universitaires, de la santé et de la formation professionnelle, car il est reconnu qu'aucun praticien ne peut prétendre exercer son métier avec les seuls acquis de sa formation initiale. Ceci est vrai pour tous les métiers et surtout dans le domaine médical et universitaire. L'exercice pratique d'un métier amène tout professionnel à constater de possibles besoins d'apprentissage complémentaire en particulier au regard de l'évolution rapide des savoirs et du développement de nouvelles techniques et compétences disciplinaires. En d'autres termes, la nécessité de compléter des apprentissages supplémentaires ne fait que débiter et être présents durant toute la carrière d'un professionnel, car ce siècle est caractérisé par un renouvellement rapide des connaissances, et il est difficile pour un professionnel de demeurer au fait des dernières données scientifiques disponibles. À cet effet, la FC est le lieu idéal pour la mise à jour des connaissances et des compétences pour favoriser le transfert des apprentissages et finalement de se tenir au fait des pratiques et techniques les plus récentes.

Par ailleurs, l'enseignement en contexte de la FC est à la base de l'amélioration des compétences professionnelles et des expertises disciplinaires centrées sur les apprenants et les apprentissages, d'autant qu'il existe une relation significative entre la qualité de l'enseignement dispensé et l'apprentissage en profondeur réalisé. Pour ce faire, chaque organisation de formation publique ou privée devrait être soumise socialement à une obligation de satisfaire les besoins pédagogiques et disciplinaires de ses apprenants et de fournir à la société des professionnels autonomes et compétents en mesure d'assurer, partout en Algérie, des offres de service de qualité. De plus, il est important de signaler que la qualité des apprentissages est la mission première de toute organisation de FC, et cela devrait être plus que jamais au cœur des préoccupations des responsables sur les plans disciplinaires, administratifs et surtout pédagogiques.

En général, la FC répond principalement à des objectifs de perfectionnement et de développement des compétences et des habiletés professionnelles requises pour assumer une ou plusieurs fonctions ou tâches. À cet effet et avant que tout professionnel s'engage en FC, il est de son droit élémentaire d'exiger de l'organisation de formation son accréditation par un organisme autonome et compétent pédagogiquement parlant, et non pas sur une simple présentation d'une autorisation administrative d'exercice comme centre formateur.

Il est également du droit élémentaire de tout apprenant en contexte de la FC de consulter les critères pédagogiques reflétant la qualité des apprentissages, des enseignements, ainsi que les compétences tant pédagogiques que disciplinaires du formateur. Il ne suffit pas au formateur d'être expert dans un domaine donné, mais également d'être doté d'expertise pédagogique pour assurer des apprentissages et des enseignements de qualité selon les normes en

La Formation continue (FC) est sans aucun doute l'investissement le plus sûr qui permettra d'améliorer la qualité des offres de service à la société et de rehausser le niveau des pratiques et des compétences dans tous les domaines disciplinaires et professionnels.



vigueur d'autant que les pratiques et les compétences pédagogiques ont un impact considérable sur les apprentissages.

Sans prétendre avancer qu'il existe en Algérie une grande culture de FC, cette dernière est en plein essor grâce aux multiples offres de service de FC des différentes organisations et notamment privées dans tous les champs disciplinaires. La gestion tant académique que pédagogique de cet important bassin de fournisseurs de FC pose de nombreux problèmes de reconnaissance institutionnelle et surtout pédagogique de leur programme de formation. En d'autres termes, la profusion des offres de FC donne matière à réflexion quant à la crédibilité de leur finalité pédagogique, disciplinaire et sociale. De plus, il y a également matière à réflexion quant à la qualité de conception de leurs curriculums de formation, de leurs programmes disciplinaires, la qualité des apprentissages et des enseignements et finalement de l'expertise pédagogique des formateurs. Il en est de même de l'absence d'évaluation de ces formations par un organisme autonome, compétent et doté d'expertise pédagogique reconnue en Algérie. De plus, il est important de signaler qu'aucun programme en contexte de la FC n'est reconnu, pédagogiquement parlant, ni par le ministère de l'Enseignement supérieur ni par le ministère de la Santé. À cet effet, il y a un vaste champ de réflexion pour discerner et décortiquer tous ces aspects suscités, et surtout pédagogiques de toutes les offres de FC dans notre pays.

De plus et pour la finalité de chaque session de FC, une attestation est délivrée par l'organisation de formation reconnaissant au titulaire un niveau de capacité ou de compétence, mais sans évaluation des apprentissages. Dans notre contexte professionnel et socioculturel en Algérie, une attestation de formation atteste la présence et la participation passive à une action de formation sans évaluation des apprentissages. En d'autres termes, une attestation de formation ne prouve en rien la qualité et la profondeur des apprentissages. Ces FC sont le plus souvent à titre informationnel, unidirectionnel et à sens unique sur le plan des enseignements. L'impact sur le transfert des apprentissages est souvent limité d'autant que les activités d'apprentissage sont souvent absentes. En général, une attestation de FC s'étale sur une à deux à trois

journées et totalise en moyenne 6 - 18 heures de formation en présentiel.

Les attestations de FC font rarement partie d'un programme d'apprentissage qui soit cohérent, c'est-à-dire, qui réponde aux exigences d'une planification méthodique et pédagogique des enseignements, des apprentissages et surtout, qui « contextualise » adéquatement les FC en tenant compte des particularités des apprentissages de chaque discipline et domaine professionnel. À cet effet, les connaissances acquises par les professionnels lors de ces formations courtes se traduisent difficilement sur le terrain par la transformation des attitudes, des habiletés techniques et des pratiques professionnelles.

Par ailleurs, un certificat en contexte de la FC comptabilise en moyenne plus de 140 heures d'apprentissage étalé sur une période suffisante pour s'assurer de la qualité et de la profondeur des apprentissages, et du transfert des acquis ou des connaissances dans la réalité pratique ou professionnelle. De plus, un certificat de formation est parachevé par des évaluations formatives des apprentissages avec rétroaction selon les normes en vigueur. En d'autres termes, un certificat de formation certifie que l'apprentissage est de qualité et doté d'un programme selon une approche par compétence, des buts de formation claire, des objectifs d'apprentissage précis, des critères d'évaluation cohérents, d'une note finale ainsi qu'une lettre de suivi des apprentissages pour chaque apprenant. Finalement, un certificat peut faire partie d'un curriculum ou programme de formation à l'exemple des universités de l'Amérique du Nord.

En l'absence d'un organisme autonome et compétent pour l'évaluation pédagogique des programmes de FC en Algérie, les organisations et fournisseurs de formations sont confrontés à la reconnaissance académique et pédagogique de leur programme de formation. De plus, il existe un vide juridique pour la reconnaissance de ces formations au ministère de la Santé et au MESRS, et voire même l'absence ou l'indisponibilité des ressources humaines compétentes pour l'évaluation pédagogique des programmes en contexte de la FC. Pour ce faire, certains organismes de formation algériens se sont orientés vers des institutions européennes et canadiennes pour faire reconnaître et faire valoir leur programme de formation selon les normes pédagogiques en vigueur.

Selon l'AQFC (Assurance qualité formation continue), chaque programme de FC est reconnu, accrédité et validé compte tenu du respect de sept critères de qualité pédagogique et administrative. Il est exigé des organismes fournisseurs de FC de respecter les normes qualité afin d'être autorisé à émettre des crédits de formation continue (CFC). Cet organisme autonome définit CFC comme dix heures de participation à une activité de formation structurée, organisée et dirigée par une organisation accréditée, animée par des formateurs compétents et sanctionnés par une évaluation des apprentissages.

Il est important à ce que le MESRS et le ministère de la Santé comblent le vide juridique pour reconnaître et promouvoir un organisme autonome ou privé pour la reconnaissance académique et pédagogique des programmes disciplinaires, car promouvoir la culture de la FC est à la base du développement des compétences dans tous les activités et domaines scientifiques et professionnels. Il est également important pour le MESRS et le ministère de la Santé d'encourager les organismes privés fournisseurs des services de FC de se conformer aux normes et aux critères pédagogiques en vigueur selon AQFC. En d'autres termes, les processus qualité représentent le facteur essentiel à l'émergence d'une culture de FC en Algérie, mais aussi de l'émergence d'une société plus dynamique et prospère sur le plan socio-économique.

Ainsi, les stratégies pour valoriser et promouvoir la démarche d'assurance qualité en contexte de la formation continue sont nombreuses, et nous espérons que les pouvoirs publics, les ministères de l'Enseignement supérieur (MESRS) et de la Santé manifestent un écho favorable et qu'ils soient sensibles aux enjeux des mutations de la FC dans notre pays.

Finalement, on ne rappellera jamais assez que l'amateurisme dans la gestion pédagogique des FC doit cesser pour donner la chance aux ressources humaines compétentes de faire valoir leur savoir-faire et savoir agir dans le domaine de la gestion de FC. La notion de certification des organisations de formation à l'assurance qualité doit être soutenue et promue comme outil de gestion des formations tant sur le plan pédagogique que sur le plan administratif.

\* Conseiller et concepteur pédagogiques -

\*\* Consultant en gestion de formation



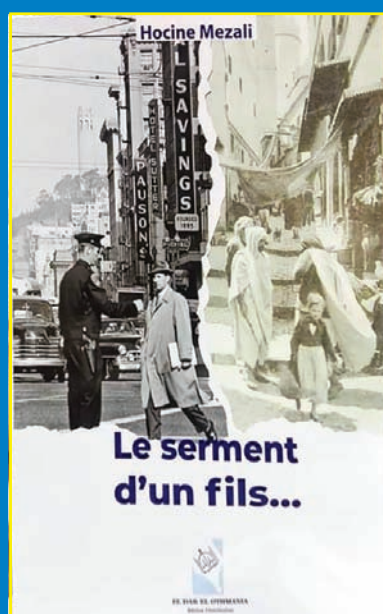


**médiatic**

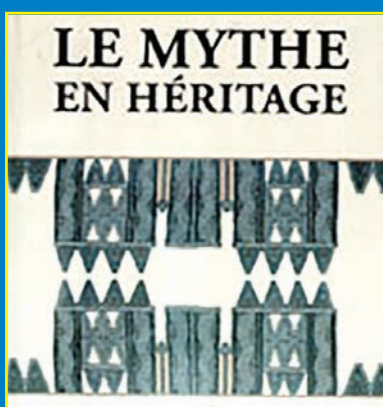
Par Belkacem  
Ahcene-Djaballah  
**Livres**



## IL ÉTAIT UNE FOIS !



**LE SERMENT D'UN FILS...**  
Roman de Hocine Mezali,  
Editions Dar El Othmania,  
Alger 2021, 297 pages, 1.000 dinars



**Le Mythe en héritage.** Recueil de chroniques. Ouvrage de Mohammed Abbou. Editions Hikma, Alger 2011, 235 pages, 700 dinars (Fiche de lecture déjà publiée. Pour rappel)

**H**omme de presse avec, près, plus de 50 ans de journalisme, toujours plus «Grand reporter» et homme d'enquête et d'analyses que simple rédacteur, Hocine Mezali n'est pas, n'est plus à présenter. Il a sévi dans beaucoup de publications et dans tous les genres... Tout particulièrement dans le roman historique, avec une préférence toute compréhensible - il y est né - pour Alger et ses combats permanents contre le colonialisme.

Cette fois-ci, il décrit l'itinéraire de vie d'un jeune Algérois durant les années 40. Aziouez, «bel homme, sportif, bagarreur à ses heures, courageux devant l'adversité», fils d'un taxieur bien introduit, devient, après le décès de son père, cuisinier auprès d'un «Chef» maltais de la Basse Casbah, un grand ami de la famille pas toujours accueillant.

Il s'en sort merveilleusement bien faisant face aux mille et une difficultés dans un milieu pas toujours accueillant et pacifique, datant que la guerre et l'oppression coloniale rendent la vie plus que difficile, favorisant tous les expédients.

Le débarquement des Américains va alors changer sa vie et il se retrouvera assez vite (ayant sauvé la vie à un officier -un espion ?- Américain s'étant perdu dans les ruelles malfamées la Basse

Casbah et agressé par des voyous), détenteur d'un passeport américain.

La suite est un interminable voyage à travers le monde : convoyeur dans l'armée américaine et au rendez-vous des fronts les plus chauds, la démobilisation, Paris, Londres, Montréal, Washington, New York, Sydney, Melbourne (et un premier mariage, puis un second, accompagnés d'une affaire de restauration réussie) avec quelques allers-retours à Alger, puis, enfin, fortune faite, San Francisco et une autre affaire de restauration et un autre mariage, suivi d'un autre divorce, car toujours sans enfant. Il était donc écrit qu'il ne pouvait en avoir qu'en épousant, selon les vœux de sa maman, une Algérienne. Un voyage à Alger et l'affaire est vite pliée avec la sœur, bien belle, d'un ami et avec la bénédiction de Goucem, la maman chérie. Peu de temps après, à Frisco, un héritier est annoncé. Fin de l'histoire.

**L'Auteur :** Né en 1938 à Bordj Ménéaël, journaliste d'abord et avant tout (il est un des doyens de la corporation), essayiste et écrivain, auteur de deux romans (dont «Le seigneur des cinquante» (Enag 2015), et de plusieurs essais dont un sur «Ferhat Abbas : un homme, un visionnaire» (Dar El Othmania

2011) et un autre sur «Alger : 32 siècles d'histoire», collaborateur dans l'équipe qui a réalisé le film «La Bataille d'Alger» et principal assistant littéraire de Yacef Saâdi (dont il était très proche) dans la rédaction des volumes sur «La Bataille d'Alger».

**Extraits :** «Ville exclusivement diurne par tous les temps d'après ce que les anciens racontent, Alger n'a jamais pu se forger une image attrayante de la nuit comme ces villes européennes dont la vocation consiste à ne dormir ni la nuit ni le jour» (p 64).

**Avis** Passionnant comme tout ce qui est (ou a été) écrit par H. Mezali qui, avec son expérience (qui connaît le monde) et ses réflexes de très grand reporter de presse (qui connaît son monde), sait y faire avec le détail des situations les plus complexes. Mais, à mon goût, trop de détails avec le risque de faire oublier l'essentiel ou de s'en éloigner.

**Citations :** «Une femme au charme réel, à condition de savoir s'y prendre, peut transformer un époux en être aussi obéissant qu'un animal de compagnie, si elle désire» (p 107), «Plus tu t'éloigneras de ton pays, plus l'abîme de l'exil t'attirera dans son miroir trompeur» (p 118).

«La loi n'est pas violée, elle est abandonnée... Beaucoup trop d'interrogations alors qu'on a besoin de réponses. Mais la Vie, notre vie quotidienne de «marcheur solitaire que nous sommes», racontée en diagonale, de manière ludique, légère.

**A lire. A consommer avec modération.** Une chronique chaque matin avant de sortir du domicile. Ceci vous permettra d'être «averti» de ce que vous allez voir ou rencontrer à la sortie de votre domicile, ou sur la route, ou sur les lieux de travail, ou... un homme averti en vaut deux.

Le Conseil constitutionnel a(vait) gagné un bon juriste. La presse a (avait) perdu un grand écrivain. Dommage ! Mon opinion de l'époque : vivement que son mandat se termine et qu'il revienne à l'écriture. On attend donc la suite.

député de l'APN, (ancien) membre du Conseil constitutionnel... Ouf !

Vingt deux (22) chroniques, publiées dans Le Quotidien d'Oran. Ni fables, ni rêveries, ni histoires. Toujours une sentence au début (ex : dans «La foi buissonnière» qui aborde la «bigoterie frénétique» qui a pris la société algérienne : «Je ne servirai pas Dieu comme un laboureur qui attend son salaire» un dit de Rabia El Adawia), et une morale ou un adage à la fin («La prière des Caïds, c'est le vendredi et l'Aïd»). Autres bons mots : «Notre pays, nous ne le gérons pas, nous le distribuons», «La mythomanie n'est plus une affaire d'individu, mais se vit en groupe», «De la hiérarchie du hasard ne peut naître qu'une société par défaut», «L'intelligence, brimée, voit sa sphère s'atrophier et l'inconséquence s'engouffrer dans tous les domaines où la gouvernance est en faillite».





**Il existe de moins en moins d'ateliers destinés à la fabrication des calèches. Awlad Achour est l'un des survivants. Il continue de perpétuer et de préserver un savoir-faire menacé. Reportage.**

## Calèches d'hier et d'aujourd'hui



**K**arim, le sellier-carrossier, est chargé de la réalisation complète de la calèche. Il habille l'intérieur des voitures, fabrique les coussins, confectionne et pose les sièges. Mohamad, le menuisier ou l'artisan du bois, exécute lui-même les dessins dont il se sert pour son travail minutieux. Il fabrique les carrosseries ou «hantour» en arabe, avant de les doter de roues motrices. Amgad, le charron, est chargé de l'exécution des roues. Quant au travail de Mina, il consiste à passer le vernis à l'intérieur et l'extérieur des carrosses. Pour toutes les pièces et éléments à fixer sur le châssis, c'est Ramadan qui s'en occupe. Métoualli, le bourrelier, est, lui, chargé de confectionner les parties du harnais qui servent à conduire et diriger le cheval.

Tout ceci se passe à l'atelier Awlad Achour, situé à Tanta, dépendant du gouvernorat de Gharbiya, dans la région de Tell Al-Haddadine, juste derrière la mosquée Al-Sayed Al-Badawi. D'une superficie de 100 m<sup>2</sup> environ, cet atelier est spécialisé dans la fabrication des calèches. A 500 mètres de l'atelier se trouve l'entrepôt, d'une superficie de 300 m<sup>2</sup>. C'est l'endroit utilisé pour stocker les carrosseries fabriquées avant d'être vendues.

«En général, une carrosserie est essentiellement fabriquée de bois et de fer, que l'on achète au gouvernorat de Mansoura. Pour un hantour, on a besoin de 300 kilos de fer, dont le prix par kilo est à 30 L.E., et de 200 kilos de planches de bois de bonne qualité pour la carcasse, comme le hêtre ou l'acacia qui sont des bois durs», explique Hadj Salah Achour, 75 ans. «Parfois, on se rend à Chebbine et Tala pour acheter le bois des arbres et des arbustes qui se trouvent tout au long des routes et dans différents villages», poursuit Hadj Ibrahim Achour, le frère cadet.

Hadj Salah Achour exerce ce métier depuis l'âge de 7 ans. Un métier transmis par les grands-parents aux enfants et petits-enfants. Ce dernier est un des propriétaires de l'atelier et l'entrepôt Awlad Achour. Dans les années 1940, le grand-père Achour avait créé l'endroit tout en se spécialisant dans le métier de ses ancêtres. Un métier qui continue de se perpétuer de père en fils.

### ■ TOUTE UNE HISTOIRE

Jadis, la famille royale utilisait les carrosses tirés par des chevaux à l'occasion de la célébration des mariages, des courses officielles, des parades ou lors des cérémonies funéraires. Le hantour, qui désignait le grand carrosse, était tiré par huit chevaux. Ce type de carrosserie fut offert par l'empereur Napoléon III et l'impératrice Eugénie de Montijo, dernière souveraine de France, au khédivé Ismaïl à l'occasion de l'inauguration du Canal de Suez en 1869. Et lors de la cérémonie d'ouverture du parlement en 1942, le roi Farouq s'est déplacé en calèche et c'est à bord d'une calèche qu'il est monté avec la reine Nariman, en mai 1951, pour célébrer son mariage.

A l'occasion de l'inauguration du Canal de Suez, le khédivé Ismaïl a vu la nécessité d'inviter les rois d'Europe ainsi que l'impératrice Eugénie à visiter les pyramides et les différents musées en se déplaçant en calèche. En ces temps-là, les hanatir étaient conduits par un cocher et un laquais. La caisse du carrosse était entièrement fermée par des glaces qui permettaient de voir ce qui se passe dehors, avec une portière de chaque côté.

Seuls quelques riches et personnes privilégiées utilisaient les carrosses tirés par des chevaux tandis que les modestes citoyens se servaient de carriages tirés par des ânes pour se déplacer d'un endroit à l'autre. A la fin du XIXe siècle, on utilisait les carrosses comme moyen de transport. Les 346 hantours du Caire et les quelque 200 calèches d'Alexandrie faisaient les mêmes trajets, partant à des heures fixes pour se rendre d'un quartier à un autre en échange de quelques sous. En l'an 1918, les chariots étaient tirés par des boeufs, ce qui a bouleversé le marché de la viande bovine. Raison pour laquelle on les a remplacés par des chevaux. «Autrefois, les gens utilisaient les calèches dans les endroits où il n'y avait pas de moyen de transport. Ce qui expliquait leur présence en grand nombre en face des gares ferroviaires, surtout à Bab Al-Hadid, où les cochers attendaient leurs clients. Dans les années 1940, le trajet entre Bab Al-Hadid et le quartier Manial coûtait seulement 5 piastres», répète Hadj Salah Achour; des histoires racontées par son grand-père alors qu'il avait 6 ans.

En 2020, le gouvernement, soucieux de protéger les antiquités égyptiennes, a décidé de mettre en valeur ce genre de transport en ouvrant un musée qui peut

regrouper toute la collection de carrosseries royales ainsi que des accessoires et différents types d'uniformes portés lors des cérémonies officielles ainsi que des tenues en cuir, des ornements de parades pour les chevaux et les vêtements de gardiens de chevaux. De magnifiques décorations de forme géométriques et des modèles de chevaux artificiels utilisés pour présenter l'anatomie du cheval. La restauration du musée a coûté environ 63 millions de livres égyptiennes.

### ■ SAVOIR-FAIRE ET PASSION

En fait, la fabrication des calèches est un savoir-faire artisanal et une activité manuelle minutieuse. Hadj Abdine Achour est passionné par son métier. Il a le souci du détail. Son expérience, qui date d'une soixantaine d'années, lui a permis de se servir de différents matériaux. «Parfois, j'utilise le cuir, et d'autres fois du plastique, selon les demandes des clients», confie Hadj Abdine Achour qui précise que le carrossier est capable de travailler seul, en équipe ou bien en collaboration avec d'autres corps de métiers (mécanicien, peintre ou autres).

La fabrication d'une calèche se fait en plusieurs étapes. La première consiste en la réalisation du châssis avant et arrière en fer qui supporte tous les organes ainsi que toutes les pièces de la carrosserie. Pour la deuxième étape, le menuisier entreprend la réalisation de la caisse en bois. Ensuite, il confectionne les différentes petites pièces comme la lanterne qui est fabriquée en bois et verre transparent. Et, entre la caisse et les bras d'attelage, on place des petites charnières. Puis vient le tour du menuisier qualifié qui doit installer les quatre roues avec leur cerclage en bois. Quant à la couleur des sièges, c'est souvent le noir qu'on choisit. Et, pour terminer, la peinture de la carrosserie. «La couleur blanche est utilisée pour les calèches servant aux promenades ou comme moyen de transport à l'intérieur d'une ferme. Tandis que le bleu foncé, le marron et le rouge sont les couleurs choisies par les clients», précise Am Hassan, ouvrier de 50 ans qui travaille dans cet atelier depuis plus de 35 ans. Et d'ajouter: «La fabrication d'une calèche prend du temps, entre deux et trois mois».

### ■ MAUDIT TOK-TOK !

De nos jours, il existe une clientèle qui est restée fidèle au hantour. Des personnes qui aiment se balader en calèche le

long du Nil et profiter du grand air et des paysages environnants. Quant aux touristes, la plupart de leurs promenades, le long du Nil, aux pyramides, à Louqsor et à Assouan se font en calèches.

La majorité des voitures à cheval sont décorées d'amulettes en acier et il en existe sous différentes formes. «C'est pour se protéger du regard envieux ou jaloux des autres ou du mauvais oeil», précise Abbas Achour, 35 ans, de la 3e génération. «L'acier est aussi utilisé dans la décoration des marches, l'ossature de la capote pliante. Le dos du siège, surnommé Darabzine, auquel s'adosse le conducteur, est en acier enduit de peinture dorée. La cloche qui sert à annoncer la présence d'une calèche est aussi fabriquée en acier», poursuit-il.

Hadj Salah Achour avait de bonnes relations avec l'élite de la société égyptienne et a connu de hautes personnalités à l'instar du président Anouar Al-Sadate, un passionné des calèches. Dans les années 1970, Anouar Al-Sadate avait acheté deux carrosses pour faire le tour de sa ferme en compagnie de ses filles et ses petits-enfants. Quelques années plus tard, l'artisan a été contacté par des personnes de renommée et de nationalité française pour lui demander de se rendre à Paris et fabriquer des carrosseries. Mais ce dernier a refusé et leur a répondu: «Mon avenir, mon atelier et mon travail, c'est en Egypte, Oum Al-Dounia, et nulle part ailleurs».

D'ailleurs, les hanatir que Hadj Salah a fabriqués ont servi dans des tournages de films et de séries, à l'exemple du film Ya Mhalabiya Ya, joué par l'actrice Leïla Eloui et les acteurs Achraf Abdel-Baqi, Hicham Sélim et d'autres encore, et qui raconte la période de l'occupation britannique en 1952. Et bien d'autres séries et films où l'on voit des voitures tirées par des chevaux. Mais comme d'autres métiers artisanaux, la fabrication de carrosseries est menacée à cause de l'apparition du tok-tok. «Jusqu'aux années 1990, on comptait 15 ateliers à Tanta, aujourd'hui, il ne reste que le nôtre avec tous ces tok-toks qui sillonnent les rues», précise Am Hassan avec amertume. Une raison pour laquelle le président Sissi a demandé d'installer des prototypes à l'intérieur du Musée national de la civilisation égyptienne. Aujourd'hui, le personnel de l'atelier travaille d'arrache-pied en vue de fabriquer des oeuvres d'art dans les quelques semaines qui viennent.





## La crise migratoire met l'UE face à ses propres contradictions

**Le débat ne peut être restreint à un affrontement purement géopolitique entre Bruxelles et Minsk. Car cela reviendrait à faire l'impasse sur deux aspects centraux du dossier, à savoir les raisons qui ont poussé des milliers de personnes à choisir de tout perdre, à commencer par leur vie, pour entrer en Europe, et le rôle joué par les Européens, entre autres, dans les crises qui secouent aujourd'hui le Moyen-Orient.**

### L'Orient-Le Jour

« Des pions », « une arme », « une agression migratoire », « une guerre moderne hybride ». Depuis plusieurs semaines, les Européens ne manquent pas d'inspiration et de vocabulaire pour qualifier la présence de migrants à la frontière entre la Biélorussie et la Pologne. Les expressions diffèrent mais leur essence, elle, est commune : la déshumanisation de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants amassés le long des barbelés qui traversent la forêt de Podlachie. Ils sont afghans, irakiens, yéménites, syriens, libanais. Appâtés par les facilités mises en place par la Biélorussie pour la délivrance de visas de courte durée et la multiplication des vols pour Minsk, ils sont quelques milliers à être venus légalement, portant avec eux l'espoir ne serait-ce que de survivre en Europe. Quitte à braver le froid glacial qui enveloppe cette forêt humide, à traverser des rivières gelées, à endurer le manque de nourriture et la répression des forces biélorusses et polonaises. Quitte à y laisser leur vie. C'est le cas tragique d'Ahmad, un Syrien de 19 ans, mort en traversant le Boug, le cours d'eau qui marque la frontière entre la Pologne et la Biélorussie. Au moins onze personnes sont décédées jusqu'à présent, notamment d'hypothermie.

Sans avoir conscience du piège tendu par Minsk, ils sont devenus les figurants d'un bras de fer qui les dépasse. Les acteurs principaux se trouvent, eux, de part et d'autre de cette même frontière : le président biélorusse Alexandre Loukachenko, qui tire les ficelles de ce jeu mortifère sous le parrainage de son homologue russe Vladimir Poutine, face aux dirigeants de l'Union européenne. « Un drame humanitaire mais, surtout, un drame géopolitique », tendent à résumer les observateurs européens. Une

analyse qui dégouline de cynisme. La détestable politique menée depuis cet été par Loukachenko en représailles aux sanctions européennes – conséquences de la répression de Minsk contre l'opposition biélorusse – a bel et bien créé cette crise migratoire pour l'utiliser comme vulgaire monnaie d'échange et a fait monter d'un cran les tensions préexistantes avec Bruxelles. Mais les réactions du côté européen sont également empreintes d'hypocrisie.

Sur les plateaux télévisés et dans les déclarations officielles, on dénonce l'instrumentalisation des migrants par Minsk tout en brandissant haut et fort la menace sécuritaire que représente l'« attaque hybride » lancée par Loukachenko, selon le terme utilisé par le gouvernement polonais puis repris par la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen. Et on s'évertue à balayer d'un revers de main toute similitude entre les événements actuels et la crise migratoire de 2015, lorsque des millions de réfugiés, notamment syriens, ont afflué dans l'espace Schengen depuis la Turquie et les eaux méditerranéennes. Si la comparaison est effectivement disproportionnée, l'Europe reste l'ultime bouée de sauvetage pour beaucoup, qui fuient une région minée par les crises et sous la coupe d'autocrates. En Syrie, au Yémen ou encore en Afghanistan, Bruxelles alerte quant à l'urgence humanitaire. Au Liban et en Turquie, les Occidentaux ne cessent de s'offusquer des mauvais traitements dont les réfugiés font l'objet.

#### ■ SOLUTION-PANSEMENT

Mais l'Europe, en pleine crise identitaire, ne veut pas de ce fardeau chez elle, à un moment où les narratifs recentrés autour d'une conception étroite de la nation ont le vent en poupe, notamment à des fins électoralistes. Protection des frontières,

préservation de l'identité nationale et des us et coutumes, défi économique et démographique... Profondément complexe, ce dossier vient finalement raviver un certain malaise qui règne dans une Europe dénuée de vision commune sur la migration, voulant à la fois se positionner comme héraut du respect des droits humains et appliquer une politique de fermeté. « Déléguer » le dossier des réfugiés aux pays de la région à l'instar de la Jordanie ou du Liban, eux-mêmes en proie à des crises internes, à coup d'aides financières n'est qu'une solution-pansement qui ne peut ni suffire à régler le problème à la source ni s'inscrire dans la durée. Du pain béni pour une extrême droite décomplexée qui ne cesse de gagner du terrain, agitant frénétiquement la menace du « grand remplacement » dans le sillage de la venue de ces migrants issus de pays à majorité musulmane. Quitte à laisser la voie libre aux discours les plus choquants. « Donc on les laisse mourir de froid ? », demandait la semaine dernière le journaliste Olivier Truchot, sur BFMTV. « Mais bien sûr que oui », répondait sans ciller le porte-parole du Rassemblement national, Julien Odoul, avant de se reprendre, mais un peu tard...

Pourtant ratifiée par l'ensemble des pays de l'Union européenne, la Convention de Genève de 1951 relative au statut des réfugiés consacre le principe de non-refoulement. Il a été quotidiennement bafoué par les autorités polonaises. Systématiquement, les quelque 10 000 troupes déployées par Varsovie – qui ont refusé toute intervention à l'échelle européenne – ont forcé les migrants ayant réussi à franchir la frontière à faire marche arrière à coup de grenades assourdissantes, de gaz lacrymogènes, de canons à eau, voire en s'en prenant directement et physiquement à certains d'entre eux. L'accès aux zones concernées a été interdit aux humanitaires et

aux journalistes. Le silence de la Commission européenne n'en est que plus assourdissant.

#### ■ PROBLÈME STRUCTUREL

Restreindre le débat à un affrontement purement géopolitique entre l'UE et Minsk revient cependant à faire l'impasse sur deux autres pans de ce dossier : les raisons qui ont poussé des milliers de personnes à choisir de prendre le risque de mourir pour entrer en Europe plutôt que de rester dans leur pays et le rôle joué par les Européens, entre autres, dans les crises qui secouent aujourd'hui le Moyen-Orient. En Irak, plusieurs pays européens ont participé à la guerre déclenchée par l'administration de George W. Bush contre Saddam Hussein en 2003, sans considération aucune pour « l'après » dont les Irakiens pâtissent toujours aujourd'hui. En Syrie, ils brillent par leur manque d'initiative concrète depuis 2011 face aux massacres perpétrés par Bachar el-Assad contre son peuple. En Afghanistan, leur retrait précipité a laissé le champ libre à une reconquête de Kaboul par les talibans, mettant en danger la vie de milliers d'Afghans, à l'instar des femmes ou de ceux ayant travaillé avec les Occidentaux. Les Européens doivent en prendre conscience : qu'ils le veuillent ou non, qu'ils interviennent ou non, ils sont, par la force des choses, acteurs de ces crises qui se déroulent à leurs portes.

Si les principaux camps de migrants à la frontière biélorusse ont fini par être évacués jeudi soir, que l'Irak a commencé à rapatrier ses ressortissants « volontaires » et que Minsk s'est dit prêt à également rapatrier 5 000 migrants, ces initiatives ne sont que des réponses conjoncturelles à un problème structurel. Hier encore, ils étaient des centaines à tenter de nouveau de traverser la frontière en direction de la Pologne. Car pour la plupart de ces migrants aujourd'hui, rentrer chez eux n'est pas une option. Ils ont emprunté de l'argent, vendu tous leurs biens. Surtout, pour nombre d'entre eux, ce sont la répression, le risque d'emprisonnement et de torture qui les attendent.



## AIR ALGÉRIE



## VOLS NATIONAUX

Vol ..... Départ

## JEUDI

|                    |       |
|--------------------|-------|
| Oran - Alger       | 08h15 |
| Oran - Alger       | 10h05 |
| Oran - Alger       | 17h00 |
| Oran - Ouargla     | 08h00 |
| Oran - Tamanrasset | 09h00 |
| Oran - El Oued     | 13h20 |
| Oran - Annaba      | 14h35 |
| Oran - Adrar       | 15h45 |

## VENDREDI

|                    |       |
|--------------------|-------|
| Oran - Alger       | 08h15 |
| Oran - Alger       | 10h35 |
| Oran - Alger       | 17h00 |
| Oran - Timimoun    | 08h00 |
| Oran - Tindouf     | 09h00 |
| Oran - H. Messaoud | 14h30 |

## SAMEDI

|                 |       |
|-----------------|-------|
| Oran - Alger    | 08h15 |
| Oran - Alger    | 10h50 |
| Oran - Alger    | 17h00 |
| Oran - Béchar   | 08h10 |
| Oran - Annaba   | 13h20 |
| Oran - Ghardaïa | 14h00 |

## DIMANCHE

|                 |       |
|-----------------|-------|
| Oran - Alger    | 08h15 |
| Oran - Alger    | 10h45 |
| Oran - Alger    | 17h15 |
| Oran - Mecheria | 08h00 |
| Oran - Tindouf  | 11h05 |
| Oran - Adrar    | 12h20 |

## LUNDI

|                    |       |
|--------------------|-------|
| Oran - Alger       | 08h30 |
| Oran - Alger       | 09h35 |
| Oran - Alger       | 14h25 |
| Oran - Constantine | 08h00 |
| Oran - Adrar       | 10h20 |
| Oran - Annaba      | 13h15 |
| Oran - Béchar      | 13h30 |

## MARDI

|                    |       |
|--------------------|-------|
| Oran - Alger       | 08h00 |
| Oran - Alger       | 12h25 |
| Oran - Alger       | 17h00 |
| Oran - Constantine | 08h35 |
| Oran - Adrar       | 12h05 |

## MERCREDI

|                    |       |
|--------------------|-------|
| Oran - Alger       | 08h15 |
| Oran - Alger       | 16h45 |
| Oran - Alger       | 17h15 |
| Oran - Elbayadh    | 07h15 |
| Oran - Bechar      | 10h15 |
| Oran - Timimoun    | 11h00 |
| Oran - Constantine | 11h45 |
| Oran - H. Messaoud | 15h55 |

## TRAIN - SNTF



## DÉPART ARRIVÉE

## ----- ORAN - ALGER -----

|       |       |
|-------|-------|
| 06h10 | 11h25 |
| 08h00 | 12h00 |
| 10h00 | 14h09 |
| 12h30 | 17h54 |
| 15h45 | 19h46 |

## ----- ALGER - ORAN -----

|       |       |
|-------|-------|
| 06h10 | 11h25 |
| 08h00 | 12h00 |
| 10h00 | 14h09 |
| 12h30 | 17h54 |
| 15h45 | 19h46 |

## ORAN - ARZEW

|       |       |
|-------|-------|
| 05h30 | 06h18 |
| 08h30 | 09h18 |
| 13h40 | 14h28 |
| 17h05 | 17h53 |

## ARZEW - ORAN

|       |       |
|-------|-------|
| 06h30 | 07h22 |
| 09h30 | 10h18 |
| 15h00 | 15h48 |
| 18h30 | 19h18 |

## ORAN - Aïn Témouchent

|       |       |
|-------|-------|
| 08h10 | 09h15 |
| 13h30 | 14h35 |
| 17h02 | 18h07 |

## Aïn Témouchent - ORAN

|       |       |
|-------|-------|
| 05h57 | 07h04 |
| 09h20 | 10h24 |
| 14h40 | 15h44 |

## ORAN - TLEMCEN

|       |       |
|-------|-------|
| 12h50 | 15h12 |
| 16h00 | 18h32 |

## TLEMCEN - ORAN

|       |       |
|-------|-------|
| 05h40 | 08h09 |
| 10h00 | 12h22 |

## TLEMCEN - MEGHNIA

|       |       |
|-------|-------|
| 17h00 | 18h23 |
|-------|-------|

## MEGHNIA - TLEMCEN

|       |       |
|-------|-------|
| 06h00 | 07h24 |
|-------|-------|

## ORAN - SBA

|       |       |
|-------|-------|
| 17h10 | 18h32 |
|-------|-------|

## SBA - ORAN

|       |       |
|-------|-------|
| 05h30 | 06h47 |
|-------|-------|

## ORAN - CHLEF

|       |       |
|-------|-------|
| 16h15 | 18h35 |
|-------|-------|

## CHLEF - ORAN

|       |       |
|-------|-------|
| 06h50 | 09h16 |
|-------|-------|

## ORAN - RELIZANE

|       |       |
|-------|-------|
| 17h30 | 19h03 |
|-------|-------|

## RELIZANE - ORAN

|       |       |
|-------|-------|
| 05h45 | 07h32 |
|-------|-------|

## ORAN - SAIDA

|       |       |
|-------|-------|
| 15h20 | 17h59 |
|-------|-------|

## SAIDA - ORAN

|       |       |
|-------|-------|
| 07h00 | 09h42 |
|-------|-------|

## ORAN - BECHAR

|       |       |
|-------|-------|
| 10h20 | 17h11 |
|-------|-------|

## BECHAR - ORAN

|       |       |
|-------|-------|
| 06h15 | 13h10 |
|-------|-------|

**Hôtel THÉÂTRE Liberté LA FOURMI**

**CONCERT**

Yazid Benyahia Oussama Becissa

Prix d'entrée : 1000 DA  
Réservation : 0 770 606 976

le : 25 Novembre 2021 À 19H00  
26 Novembre 2021 À 18H00

## CINÉMATHEQUE D'ORAN

► Jeudi 25 novembre  
-14h00: «L'Ordre des Pirates»



De Hansjorg Thurn. Allemand/2007.

## INSTITUT FRANÇAIS

## Cinéma

**Les choses qu'on dit,  
les choses qu'on fait**



► Mercredi 1er décembre à 18h00

à l'Institut français d'Oran

De Emmanuel Mouret (2021).

Daphné, enceinte de trois mois, est en vacances à la campagne avec son compagnon François. Il doit s'absenter pour son travail et elle se retrouve seule pour accueillir Maxime, son cousin qu'elle n'avait jamais rencontré...

## Cinéma

**C'est eux les chiens**



► Jeudi 02 décembre à 17h00

à l'Institut français Constantine

Un film de Hicham Lasri, avec Hassan Badida, Yahya El Fouandi, Imad Fijaj.

L'histoire de Majhoul, emprisonné en 1981 pendant les émeutes du pain au Maroc, qui ressort, 30 ans plus tard, en plein printemps arabe.

**Ciné-Doc : Pierre Rabhi,  
Au nom de la terre**

► Jeudi 09 décembre à 17h00

à l'Institut français Constantine

Pierre Rabhi est paysan, écrivain et penseur. Il est l'un des pionniers de l'agro-écologie en France.

## MÉTÉO

## AUJOURD'HUI

## DEMAIN

## ORAN

Pluie/vent  
Max.15-Min.10



Averses  
Max.15-Min.9



## MOSTAGANEM

Pluie/Vent  
Max.15-Min.11



Légère pluie  
Max.14-Min.11



## TLEMCEN

Peu nuageux  
Max.13-Min.6



Averses  
Max.12-Min.5



## MASCARA

Ensoleillé  
Max.28-Min.17



Peu nuageux  
Max.29-Min.16



## TIARET

Vent/Averses  
Max.7-Min.2



Légère pluie  
Max.10-Min.3



## CHLEF

Averses  
Max.14-Min.10



Averses  
Max.14-Min.9



## BÉCHAR

Ensoleillé  
Max.18-Min.8



Très nuageux  
Max.17-Min.6



## ALGER

Averses  
Max.17-Min.12



Légère pluie  
Max.16-Min.11



## CONSTANTINE

Peu nuageux  
Max.15-Min.6



Très nuageux  
Max.15-Min.7



## ANNABA

Nuageux  
Max.21-Min.9



Peu nuageux  
Max.19-Min.9



AMBASSADE  
D'AUTRICHE  
ALGER

**«La conquête  
de l'Amérique»  
Une lecture  
de Stefan  
Franz  
Griebel**



L'Ambassade d'Autriche en Algérie a le plaisir de vous informer qu'après sa venue en Algérie en 2019, l'écrivain autrichien Stefan Franz Griebel plus connu sous le pseudonyme de « Franzobel » animera de nouveau une lecture autour de son dernier roman intitulé « Die Eroberung Amerikas » (La conquête de l'Amérique)

► Adrar, le lundi 29 novembre à 15h  
au Lycée Moulay Touhami Ghitaoui

► Oran, le mercredi 1er décembre  
à 11h à l'Université d'Oran 2  
Mohamed Ben Ahmed

► Alger, le vendredi 3 décembre,  
en présence d'enseignants  
et doctorants en littérature

## THÉÂTRE RÉGIONAL D'ORAN

► Mardi 30 novembre à 15h

«SINDIBAD EL BAHRI»

Par Théâtre régional d'Oran





## Retards dans l'octroi de la prime de scolarité Les parents d'élèves en colère

J. Boukraa

Plus de deux mois après la rentrée scolaire, nombreux sont les élèves démunis qui n'ont pas encore reçu la prime de scolarité. « A l'instar de tous les autres élèves mes enfants ont effectué leur rentrée 21 septembre et à ce jour, ils n'ont pas reçu cette prime. Je me suis endetté pour leur acheter les affaires scolaires et payer les frais d'assurance », dira un père dont les enfants sont scolarisés dans un établissement au centre-ville d'Oran. « Je ne vois pas l'intérêt de verser cette prime en retard, vu que les parents ont été obligés d'assumer les frais de scolarisation de leurs enfants, bien avant aujourd'hui », ajoute-t-il. Contacté M. Kamel Mohamed le président de la Fédération des associations des parents d'élèves de la wilaya d'Oran reproche aux autorités concernées «le retard marqué pour l'octroi de ces primes dans les établissements scolaires, notamment dans les dairas d'Oran, Bir El Djir et Sidi Chami ». «Cette situa-

tion trouve son origine dans la lenteur de la procédure qui doit passer par plusieurs étapes avant le versement de la somme dans les comptes postaux des parents. Avant, la prime était distribuée directement par les intendants, mais cette année elle est versée dans les CCP. Une opération précédée par plusieurs étapes en passant par les établissements scolaires, les APC, les dairas, les contrôleurs financiers... » dira M. Kamel Mohamed qui a aussi souligné que l'octroi de la prime a été lancé un peu en retard a souhaité de voir cette opération lancée un peu plus tôt l'année prochaine. « Je vais contacter les services concernés pour voir s'il ya une possibilité d'entamer les procédures dès le mois de mai pour éviter les retards » a-t-il affirmé.

De leur côté les familles qui n'ont pas encore reçu cette prime lancent un appel aux chefs de daïra, aux P/APC et aux cadres du secteur chargés de piloter l'opération du versement pour l'achever dans les plus brefs délais. «Quelque

100.000 primes de scolarité devaient être distribuées cette année scolaire à Oran. Une grande partie des familles concernées ont reçu cette allocation.

Le retard de l'octroi de ces primes a été signalé dans quelques établissements scolaires, notamment dans les dairas d'Oran, Bir El Djir et Sidi Chami », a précisé M. Kamel Mohamed.

Ces actions entrent dans le cadre des mesures initiées par les autorités locales et visant à aider les familles démunies et leur permettre de scolariser leur enfants et faire face à la déperdition scolaire liée dans plusieurs cas à la pauvreté. Pour le palier primaire de nombreux élèves, notamment les filles, des régions enclavées, ont été contraints par la force de choses à quitter les bancs de l'école car le père souvent en chômage est dépourvu des moyens lui permettant de prendre en charge la scolarité de sa progéniture. Il y a aussi les enfants handicapés, les orphelins et les enfants dont les parents perçoivent un salaire inférieur au SNMG.

## Jeux méditerranéens «Oran 2022» Les travaux secondaires au Complexe olympique en phase finale

Le wali d'Oran, Said Saayoud a affirmé, mardi, que les travaux secondaires au Complexe olympique de Belgaid sont actuellement en phase finale. Les travaux de la salle omnisports et pour l'installation nautique touchent à leur fin et la réception du projet est prévue pour la fin de l'année en cours, a-t-il déclaré à la presse, en marge de la visite du Médiateur de la République, Brahim Merad.

Le taux d'avancement du chantier de la salle omnisports a atteint les 90%, alors que celui au com-

plexe nautique a dépassé les 70%, a-t-il précisé ajoutant qu'il ne manque que la pose bassins prévue prochainement par une société italienne. Le wali a, par ailleurs, souligné que l'aménagement des espaces extérieurs se fait simultanément, avec les travaux de réalisation. La réception de la salle omnisports est prévue pour la fin de l'année en cours et celle du complexe aquatique 15 ou 20 jours plus tard selon le même responsable, qui a affirmé que les essais se feront à temps, pour être prêt et dans les délais pour

les Jeux olympiques. La cadence de finalisation de ces deux projets a été accélérée au cours des deux derniers mois, a rappelé M. Saayoud, faisant savoir que près de 400 ouvriers travaillent actuellement sur le chantier, alors que leur nombre ne dépassait pas 90 au mois d'août passé.

Le Médiateur de la République, Brahim Merad, qui s'est rendu en compagnie du wali d'Oran au Complexe olympique de Belgaid, a qualifié ces acquis de « fierté pour la wilaya d'Oran et l'Algérie ».

## En présence de 80 exposants nationaux et étrangers Ouverture du Salon international de l'Immobilier et du Salon de l'Ameublement

Le Salon international de l'immobilier, de l'habitat et des maisons intelligentes, ainsi que la 8<sup>ème</sup> édition du Salon de l'ameublement et de la décoration, ont été ouverts mardi, au Centre des Conventions d'Oran (CCO) « Mohamed Benahmed », avec la participation d'environ 80 exposants de l'intérieur et de l'extérieur du pays.

Des exposants algériens, ainsi que des sociétés étrangères activant en partenariat avec des entreprises algériennes, représentant différents pays comme la Turquie, la Chine, l'Espagne et la Grèce, participent à ces deux manifestations organisées par l'Agence de communication « Up Concept Design ». Dans une déclaration à l'APS, le commissaire du Salon, Akram Sidi Yekhllef a souligné l'importance de cette édition, au vu de la participation nationale avec plus de 75 exposants, ainsi que la présence de la Confédération algérienne du Patronat citoyen, du Syndicat des promoteurs immobiliers et d'un nombre d'institutions bancaires publiques. « Nous nous concentrons actuellement sur les capacités nationales dans ce domaine pour développer le secteur de l'Habitat et introduire

des technologies modernes et intelligentes, a-t-il déclaré, soulignant que le respect de l'Environnement et l'utilisation de matériaux recyclés et d'énergies renouvelables sont la particularité du Salon de l'immobilier, de l'habitat et des maisons intelligentes, qui permet de présenter diverses technologies dans le domaine de l'habitat écologique, comme le recyclage de l'eau et les panneaux solaires, entre autres.

Il a également indiqué que ce rendez-vous économique, qui s'étale jusqu'au 27 novembre en cours, constitue l'occasion de connaître les nouveautés du secteur et de promouvoir le partenariat dans le domaine de l'immobilier et de la décoration, tout en apportant au public des solutions immobilières qui répondent à leurs besoins, en fonction de leurs revenus, par des promoteurs immobiliers, des bureaux d'architecture, des professionnels de l'ameublement et de l'hôtellerie et de la décoration.

Le Salon présente également des projets de logements avec une touche de modernité, tels que des logements écologiques équipés de technologies intelligentes permettant d'économiser l'électricité, ain-

si que les systèmes de communication utilisés dans les bâtiments. Le Salon de l'immobilier, de l'habitat et de la maison intelligente rassemble des professionnels de l'immobilier et de l'habitat, des promoteurs immobiliers, des artisans, des entreprises de réalisation, des institutions financières, des compagnies d'assurances et autres, tandis que le Salon de l'ameublement et de la décoration regroupe des startups spécialisées dans le domaine, selon la même source.

Le public découvrira les offres immobilières et les nouveautés concernant les logements intelligents, ainsi que les structures qui offrent l'économie d'énergie, le luxe et la sécurité. A cette occasion, des conférences sont programmées au profit des professionnels du secteur, ainsi que des activités sur la décoration des maisons et autres. Cet événement économique, devenu une tradition annuelle dans la ville d'Oran, est organisé dans le strict respect du protocole sanitaire de prévention contre la pandémie de Covid-19, notamment le port obligatoire du masque de protection, la distanciation et la mise à disposition de moyens de stérilisation.

## Incendie à l'usine «Coca-Cola» d'Oued Tlelat Un blessé et des dégâts matériels

J. Boukraa

Il était près de 20h, dans la soirée de mardi à mercredi, quand un incendie s'est déclaré à l'usine Coca-Cola (SBOA) dans la commune d'Oued Tlélat. Selon la Protection civile, le sinistre qui a fait un blessé s'est déclenché dans un, dépôt de stockage.

La victime, un homme âgé de 33 ans a été blessé au dos suite à une chute d'une hauteur de 4 m, affirme notre source. L'infortuné a reçu les soins nécessaires avant d'être évacué vers

une structure sanitaire. L'intervention à temps des éléments de la Protection civile a permis de circonscrire le sinistre et d'éviter la propagation des flammes. La mobilisation d'une vingtaine de camions et une centaine de pompiers a été nécessaire pour lutter contre ce sinistre et sauver ainsi l'usine. Les flammes ont ravagé des palettes en bois, des bouteilles et des sacs en plastique, du carton d'emballage et de fûts en plastique. Une enquête a été ouverte pour déterminer les causes de cet incident.

## Don de sang La Douane se mobilise

K. Assia

La direction régionale des Douanes d'Oran s'engage à apporter son appui, au Centre de transfusion sanguine avec une vaste campagne de don de sang, lancée en collaboration avec l'Etablissement hospitalier de Pédiatrie de Canastel, le Centre médical des Douanes et l'Association de bienfaisance «El Alia» d'Oran.

L'opération vient renforcer les actions de proximité et s'inscrit dans la continuité des actions menées par la direction générale des Douanes algériennes

visant à promouvoir ces louables initiatives. Dans ce registre, on saura que de nombreux moyens ont été mis en place par la direction régionale des Douanes d'Oran pour faciliter la mission du staff médical et garantir la réussite de cette action de solidarité dont l'importance est indéniable pour sauver des vies et surtout celles des enfants malades et ce, au moment où la demande sur le sang ne cesse d'accroître. Il y a quelques mois, une campagne similaire a été organisée au profit des enfants cancéreux d'El Hassi.

## Centre national de Formation professionnelle à distance CNEPD Des journées «portes ouvertes» du 29 novembre au 2 décembre

J. Boukraa

La direction régionale du Centre national de Formation et d'Enseignement professionnels, à distance (CNEPD), organise du 29 novembre en cours au 2 décembre des «portes ouvertes», et des journées d'information sur les différentes offres de cette session. Organisés sous le slogan: «Ta chance pour la réussite», cette manifestation aura pour cadre l'Université d'Oran 2 «Mohamed Ben Ahmed».

Des «portes ouvertes» seront aussi organisées durant la même période au siège de la direction régionale d'Oran.

A l'occasion de ces journées des stands «CNEPD» seront installés en plus de l'affichage et la distribution des documents d'information. Cette action a pour but de promouvoir les formations dispensées par le Centre, notamment les nouvelles spécialités.

C'est aussi une occasion pour faire connaître les moyens mis en

œuvre par le CNEPD pour permettre aux jeunes filles, notamment celles des localités éloignées, de suivre des cours et exercices. Le Centre régional qui rayonne sur une dizaine de wilayas de l'Ouest, à travers ces différentes annexes, dispense plusieurs formations dans différentes spécialités. L'Enseignement professionnel à distance ouvre des perspectives à ceux qui souhaitent suivre une formation selon une formule adaptée, se former sans contraintes de temps et de lieu, se former individuellement ou en groupe, préparer un diplôme d'Etat, acquérir une qualification professionnelle, mettre à jour ses connaissances, compléter un enseignement, approfondir son savoir et son savoir-faire, gérer son rythme d'apprentissage, bénéficier d'un suivi continu et approprié.

Notons que le e-Learning recouvre toutes les méthodes de formation du CNEPD, s'appuyant sur l'outil informatique.

### ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

**Baghadid Fatma**, 100 ans, Victor Hugo

**Larabi Boumediene**, 54 ans, Sid El Chahmi

**Samah Boumediene**, 80 ans, Ras El Ain

**Jebli Kouider**, 72 ans, Cité Petit

### Horaires des prières pour Oran et ses environs

20 rabie ethani 1443

El Fedjr  
06h21

Dohr  
12h50

Assar  
15h33

Maghreb  
17h55

Icha  
19h17





TLEMCEM

## Des promesses pour l'eau dessalée de Souk Tleta



Khaled Boumediene

Le ministre des ressources en eau et de la sécurité hydrique, Karim Hasni, a affiché mardi à Tlemcen sa détermination pour relancer la production de la station de dessalement de Souk Tleta, en vue d'approvisionner l'ensemble des habitants des 14 communes du couloir ouest de la wilaya qui connaissent un grand déficit en eau, suite à l'arrêt technique de cette usine de dessalement, depuis octobre 2019. Le ministre a fait savoir au niveau du barrage de Hammam Boughrara (premier point de sa visite), qu'une démarche multisectorielle a été engagée avec le ministère de l'énergie et des mines en vue de relancer la production de quelque 20.000 à 40.000 m<sup>3</sup>/jour à partir de l'eau de mer dessalée de cette station, pour régler le problème d'approvisionnement, qui se pose aujourd'hui dans les 14 communes situées à l'ouest du chef-lieu de la wilaya de Tlemcen. Il est à rappeler que cette station est entrée en service en 2011, avec une production initiale de 200 000 m<sup>3</sup>/jour. Après avoir suivi un exposé détaillé sur le secteur des ressources en eau de la wilaya en présence du wali de Tlemcen Amoumène Mermouri, la directrice de la DRE de Tlemcen, Mme Tahri Nassima, le directeur de l'Al-

gérienne des eaux, Benamar Sid Ahmed, le directeur de la production de l'Algérienne des eaux, Ougharb Nabil, le directeur régional du contrôle technique hydraulique, Hamoudi Habib, et le président-directeur de l'entreprise Sogherwit, Ramdani Mohamed, le ministre a visité la station de traitement du barrage de ce barrage, qui traite entre 30.000 à 40.000 m<sup>3</sup>/jour, afin d'assurer une alimentation régulière en eau potable des habitants de la commune de Maghnia et ses régions avant de s'enquérir du périmètre de Tafna-Isser, qui s'étend sur 6.490 hectares dont près de 1.714 hectares à Hammam Boughrara. Les travaux d'aménagement hydro agricole de ce grand périmètre ont été confiés à l'entreprise Chiali SPA (Bureau d'études Aqua engineering). Le volume consacré à l'irrigation avoisine les 05 millions mètres cubes. Rappelant les efforts du secteur pour assurer l'alimentation en eau potable des populations et l'irrigation des terres agricoles, le ministre a instruit, dans ce cadre, les responsables de la DRE à simplifier le plus vite possible les démarches administratives liées à l'octroi des autorisations de forage des puits artésiens, pour permettre aux agriculteurs d'irriguer leurs terres. « S'il le faut, on doit réduire la distance tolérée entre ces ouvrages de captage d'eau souter-

raine, qui est de deux kilomètres. Il faut également réduire le délai d'autorisation de forage des puits à moins de deux mois notamment au niveau de la bande frontalière de la wilaya ! », a-t-il lancé. Par ailleurs, le ministre s'est engagé à lever le gel qui a touché une grande partie du programme d'urgence dont le montant total est de 8,4 milliards de dinars, pour la réalisation d'opérations d'investissements (canalisations de raccordement, stations de pompage et réservoirs de stockage) destinées à renforcer globalement l'alimentation en eau potable des milliers de citoyens de la wilaya. Le ministre a fait ensuite escale dans la commune de Maghnia où il a visité la station d'épuration, située en amont du barrage de Hammam Boughrara, qui traite près de 33.000 M<sup>3</sup>/jour de rejets d'eaux usées et vannes. Il faut noter que les habitants et agriculteurs de la commune de Maghnia attendent avec impatience la réalisation d'une digue surélevée aux abords de l'oued Mouilah, afin de mettre fin au déversement des eaux usées venant du Maroc, d'autant plus que les responsables du secteur envisagent de connecter une grande partie des eaux du barrage de Hammam Boughrara avec celles des batteries des forages de Béni Bousaid et du barrage de Béni Bahdel, via la station de Bouhrou.

TISSEMSILT

## Un projet d'hôpital avant les délais impartis ?

Pas moins de 227 foyers de deux zones enclavées: «El Kaabria» et «El Kenancha» dans la wilaya de Tissemsilt, ont été raccordés, mardi, au réseau de gaz naturel et d'électricité, a-t-on constaté. Cette opération, présidée par le wali, Abbas Badaoui lors de sa visite d'inspection dans les communes de Lardjem, Bordj Bounaama, Sidi Slimane et Beni Chaïb, a comporté le raccordement au réseau de gaz naturel de 156 foyers d'El Kaabria, un groupement d'habitat rural rattaché à Bordj Bounaama. Il s'agit d'un projet de réalisation de 13 kilomètres du réseau de distribution pour lequel a été alloué une enveloppe de plus de 34 millions DA, financée par la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales. Il a été procédé également au raccordement

de 71 foyers d'habitations dans la zone d'El Kenancha dans la commune de Sidi Slimane, au réseau de gaz, par la réalisation de près de 6 kilomètres du réseau de conduite pour leur approvisionnement de cette source d'énergie. Une opération financée également dans le cadre de cette Caisse à hauteur de près de 2,2 millions DA.

Le chef de l'exécutif de wilaya a indiqué, lors d'un point de presse en marge de cette visite, que le programme de raccordement au gaz naturel et à l'électricité qui concerne les agglomérations rurales isolées de la wilaya sera achevé avant la fin du premier semestre de l'année prochaine. A noter que le taux de raccordement au réseau de gaz naturel dans la wilaya est de 89 % et celui d'électrification est de 86,14%. Par ailleurs, M. Badaoui,

qui s'est enquis du projet d'hôpital de 60 lits dans la commune de Lardjem, a sommé l'entreprise de réalisation de le livrer avant les délais impartis, tout en exigeant des gestionnaires concernés un suivi permanent du chantier de ce projet.

A signaler que cette visite d'inspection a été une occasion pour le wali de présider une cérémonie d'ouverture du projet de renforcement du chemin de wilaya, réalisé sur une distance de 8 km à «Ouled Boudiaf», une zone rattachée à la commune de Beni Chaïb. Il s'est enquis également du projet de réalisation d'un lycée de 800 places pédagogiques dans la ville de Sidi Slimane où il a instruit de le mettre en service au début du mois de janvier prochain et de l'équiper prochainement en moyens pédagogiques nécessaires à son fonctionnement.

MOSTAGANEM

## Le casse-tête des déchets hospitaliers

Les participants à une rencontre de formation et d'information sur «la gestion des déchets médicaux» ont insisté mardi à Mostaganem sur l'impératif d'une gestion optimale des déchets hospitaliers en expansion à cause de la crise sanitaire liée à la pandémie du coronavirus. Le directeur général de l'Agence nationale des déchets (AND), Karim Ouamene, a souligné que la crise sanitaire de la Covid-19 a eu pour conséquence l'augmentation du volume des déchets infectieux au niveau des différents établissements de santé «ce qui nécessite la mise à niveau des données et informations liées à cette situation et les modalités de traitement de ce type de déchets dangereux». Selon l'intervenant, l'Etat a mis en place une stratégie respectant les principes de développement durable fournissant les conditions sanitaires et environnementales pour traiter ce genre de déchets. Il a rappelé les textes réglementaires et outils juridiques mis en place par le ministère de tutelle et régissant la gestion intégrée pour 40.000 tonnes de déchets sanitaires générées chaque année par les établissements sanitaires à l'échelle nationale. Par ailleurs, Karim Ouamene a affirmé que l'AND a élaboré, en collaboration avec le ministère de la santé, un guide pratique des-

tiné à tous les employés des établissements sanitaires et hospitaliers et présentant toutes les informations, les techniques et les modes de traitement des déchets sanitaires.

Pour sa part, Farid Laassel, ingénieur spécialisé en environnement, a mis l'accent sur l'augmentation des déchets sanitaires due à la crise sanitaire induite par la propagation du coronavirus. Après avoir insisté sur l'importance de la formation des professionnels exerçant dans ce domaine, il a mis en exergue la nécessité du respect des procédures réglementaires. La majorité des établissements sanitaires publics et privés de la wilaya disposent d'incinérateurs, pour ceux qui n'en ont pas, ils peuvent recourir aux services d'entreprises spécialisées dans le traitement de ce genre de déchets, a-t-il dit. Lors de cette rencontre, organisée par la wilaya de Mostaganem, des interventions ont été présentées sur «la situation de la gestion des déchets sanitaires au niveau de la wilaya de Mostaganem», «le cadre légal de gestion des activités sanitaires» et «les défis des déchets produits par les établissements sanitaires et hospitaliers». Une exposition a été également mise sur pied pour présenter les activités des collecteurs et des entreprises spécialisées dans le traitement des déchets.

EL-BAYADH

## Enfin le gaz de ville

Hadj Mostefaoui

Le réseau gaz de ville étend progressivement ses tentacules à travers l'immensité de la steppe et atteint les zones d'ombre dont les habitants s'arrachaient la bonbonne de gaz à prix fort. Ainsi 34 nouveaux foyers viennent de bénéficier tout récemment de cette source d'énergie propre, dont 20 raccordés au réseau public de distribution au hameau d'El-Oudiane et 14 autres à des citernes installées à proximité des regroupements et îlots ruraux des zones d'ombre d'Ourakis

(Stitten). Il s'agit de l'exécution d'une tranche du Fonds communal des collectivités locales qui a nécessité la mobilisation d'une enveloppe financière de 2,1 milliard de centimes. Pour rappel, la daïra de Boualem a procédé ces derniers jours à l'installation de 05 citernes totalisant 20 M<sup>3</sup> de propane qui desserviront les îlots d'habitations enclavés et éloignés du réseau de transport public. Une opération inscrite dans le cadre de l'amélioration des conditions de vie des habitations de ces zones d'ombre qui sortent peu à peu de leur torpeur habituelle.

CHLEF

## Des élèves sensibilisés sur le danger de la drogue

Abbad Miloud

Dans le cadre de la lutte contre les fléaux sociaux en milieu scolaire, le groupement de la gendarmerie nationale de Chlef a lancé mardi, une campagne de sensibilisation au profit des élèves des trois paliers. La finalité est d'informer, prévenir et sensibiliser les élèves sur le danger des

stupéfiants ainsi que les méfaits et les conséquences néfastes que peut engendrer un tel fléau aussi bien sur leur santé que leur niveau scolaire. Pour assurer un plein succès à cette campagne, le groupement a mobilisé les moyens nécessaires. L'objectif est de toucher l'ensemble des établissements scolaires des trois paliers du territoire de la wilaya.

MASCARA

## Trois blessés dans une collision

Belkecir Mohamed

L'autoroute Est-Ouest a été le théâtre d'un accident de la circulation près de Mohammadia. Une collision s'est produite entre deux véhicules légers, faisant trois blessés, une femme et deux hom-

mes. Les victimes ont été transférées par la protection civile aux services des urgences de l'établissement hospitalier de Sig où elles ont été prises en charge. Une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances de l'accident.



BOUIRA

## Un trafiquant de faux billets de banque sous les verrous

Farid Haddouche

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes, les éléments de la Brigade mobile de la police judiciaire du (BMPJ) de la sûreté de daïra de Kadiria, située à une quarantaine de kilomètres au nord-ouest du chef-lieu de wilaya, ont pu arrêter avant-hier, une personne qui faisait du trafic de faux billets

de banque dans ses transactions commerciales, proposait de négocier des transactions commerciales. Cette opération est intervenue à la suite d'informations confirmées aux membres de la brigade et selon lesquelles il y avait une personne faisant la promotion de faux billets de banque. Par la suite, le suspect a été mis sous surveillance et après avoir subi une fouille en bonne et due forme, il fut arrêté.

C'est ainsi, que 9 billets de banque en coupures de 2.000 DA ont été trouvés en sa possession, Après expertise technique, il s'est avéré que les 9 billets de banque étaient falsifiés. A l'issue des procédures d'enquête, le suspect a été déféré devant le procureur de la République près le tribunal de Lakhdaria, dans le cadre d'un dossier pénal pour les délits d'émission et distribution de faux billets.

ALGER

## Des équipements sportifs pédagogiques pour l'Education

Soixante lots d'équipements sportifs pédagogiques ont été distribués, mardi à la salle omnisport 'Harcha Hacene' (Alger), au profit de trois directions d'Education d'Alger dans le cadre d'une opération pilote destinée aux enfants scolarisés dans les établissements éducatifs de la wilaya. Cette opération s'inscrit «dans le cadre de la mise en oeuvre du plan du gouvernement relatif à la relance du Sport en milieu scolaire et universitaire notamment le cycle primaire». Chacune des trois directions d'Education de la wilaya d'Alger (Centre, Est, Ouest), ont bénéficié de 20 lots d'équipements sportifs pédagogiques destinés aux enfants du cycle primaire, étant donné que cette catégorie accuse «un manque en outils et structures sportifs, voire même auprès des enseignants d'éducation physique», a affirmé à l'APS le président de la Fédération algérienne du Sport scolaire (FASS), Abdelhafid Izem. A la faveur

de la volonté politique du gouvernement, nous voulons concrétiser les aspirations des enfants scolarisés et donner un élan aux activités sportives dans les établissements éducatifs», a-t-il déclaré. Et d'ajouter: «l'objectif que nous voulons réaliser dans les plus brefs délais, au niveau de notre instance, est le recrutement d'un enseignant d'éducation physique pour chaque établissement éducatif (totalisant 19.000 établissements sur le territoire national), en élaborant un programme pédagogique de formation au profit des enseignants de cette discipline». Pour sa part, le directeur de Cabinet du ministère de la Jeunesse et des Sports, Abderraouf Khalef, a indiqué que «cette initiative intervient sur instruction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, de relancer le Sport scolaire, car ses bourgeons sont l'avenir du Sport en Algérie», précisant que «désormais, nous devons investir dans cette catégorie, si nous aspirons à

remporter des médailles aux Jeux Olympiques (JO) 2032». Le responsable a rappelé que les Olympiades scolaires nationales ont été lancées dans différentes disciplines sportives à travers tout le territoire national, où la qualification se fera par étapes, à commencer par la découverte des champions dans la commune, puis la daïra, et la wilaya, ensuite les champions au niveau régional et enfin à celui national». «Ces jeunes champions pourront participer aux finales dans leurs disciplines selon leurs tranches d'âges aux Olympiades scolaires nationales, en marge des Jeux méditerranéens - 2022 à Oran», a révélé le directeur de Cabinet. Il est à noter que l'opération de distribution des équipements sportifs sera généralisée dans toutes les wilayas d'Algérie, à travers les directions de la Jeunesse et des Sports, qui seront également appelées à recruter des enseignants d'éducation physique pour les établissements éducatifs.

SOUK AHRAS

## Un bilan et des mesures sur les agressions des réseaux de gaz et d'électricité

Au total, 9.744 agressions sur les réseaux d'électricité et de gaz ont été enregistrées depuis janvier 2021 jusqu'à début novembre courant, dans le pays, a révélé mardi à Souk Ahras le responsable de la communication de la direction générale de la Société algérienne de distribution d'électricité et du gaz, Khalil Hodna. Il s'agit de 5.881 agressions sur le réseau du gaz et 3.863 agressions sur le réseau d'électricité, a-t-il précisé à l'APS en marge d'une rencontre de formation au profit des journalistes et correspondants de presse sur le métier de la distribution d'électricité et de gaz tenue à la salle de conférences 'Miloud Tahri', en présence du wali, Lounès Bouzegza, le directeur local de l'Energie et plusieurs responsables locaux. Ces agressions ont porté atteinte à 10.042 km de réseau de gaz et 10.115 km de réseau électrique, a fait savoir M. Hodna, ajoutant que la SADEG a entamé les procédures administratives pour trouver des solutions à l'amiable ou transférer les dossiers des agresseurs aux instances judiciaires compétentes. Durant la même période, 16.186 dossiers ont été déposés

devant la justice pour piratage et agressions sur ces deux réseaux et construction sur ou sous les câbles électriques et conduites de gaz, a souligné le même responsable. La Société a subi de grandes pertes suite à ces agressions, estimées à 586 millions de DA, alors que l'énergie détournée suite à ces actes est évaluée à 148,26 gigawatts/h avec des pertes de distribution de l'ordre de 6.464 gigawatts. Les créances de la Société algérienne de distribution d'électricité et de gaz, à l'échelle nationale ont atteint, durant la même période, 200 milliards de DA, 30% concernant les administrations et établissements, 5% les créances de travaux, alors que les privés et clients ordinaires et propriétaires d'usines représentent la part du lion qui est de 65%.

Pour garantir le recouvrement de ces créances, les responsables ont entamé des opérations de communication et de sensibilisation et procédé également à la mise en place de mesures administratives pour le paiement par tranches (par facilités) et la diversification des moyens de paiement, comme le paiement via les agences, les bu-

reaux de postes et le paiement électronique, a-t-on souligné. Ces créances représentent un fardeau pour la santé financière de la Société, entravant la concrétisation de plusieurs investissements de développement public et privé, du fait que cette Société est considérée comme un maillon important dans la concrétisation du programme du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, s'agissant notamment des zones d'ombre, des exploitations agricoles et des projets du secteur de l'habitat. Des explications sur les techniques visant à fournir l'information exacte au citoyen dans le cadre de l'amélioration du service de communication de proximité qui joue un rôle important dans le développement de l'action de cette Société ont été données au cours de cette rencontre de formation. Pour sa part, le directeur de distribution d'électricité et de gaz de Souk-Ahras, Qualid Gherboudj, a mis en avant «le bond qualitatif» de la Société dans cette wilaya, insistant sur l'importance de la coordination entre son secteur et les journalistes dans le domaine de l'accompagnement informatif.

TÉBESSA

## Trafic de psychotropes, 3 arrestations

Ali Chabana

Les éléments de la police judiciaire, relevant de la Sûreté de la wilaya ont mis un terme aux agissements d'un groupe d'individus, spécialisé dans l'acheminement, la détention et le commerce de produits hallucinogènes. Un groupe activant

sur l'axe frontière-est / centre du pays. Trois personnes ont été arrêtées, ainsi que la saisie de 2.700 comprimés de psychotropes, d'une valeur marchande estimée à 1,39 million de DA en plus de la voiture utilisée dans le transport de la drogue, lit-on dans le communiqué de la cellule de presse de la police.

CONSTANTINE

## La migration clandestine et le crime organisé en débat

L'Algérie lutte contre la migration clandestine et le crime organisé de manière «intelligente» en se basant sur les techniques d'anticipation et les d'expériences cumulées en matière de lutte contre le terrorisme, a indiqué à l'APS, Dr. Sahliha Kebabi, présidente du Séminaire national sur «la double relation entre l'immigration clandestine et le crime organisé», tenu mardi à l'Université Mentouri Constantine-1. Mettant en avant la dangerosité du triptyque terrorisme- crime organisé et migration clandestine, Dr. Kebabi a précisé que l'Algérie qui a réussi la lutte contre le terrorisme a donc amputé le triptyque et permis par ricochet une meilleure maîtrise de ces fléaux menaçant la Sécurité nationale. La dynamique des efforts déployés par l'Algérie, en matière de lutte contre le terrorisme lui ont permis de mieux contrôler les fléaux de l'immigration clandestine et le crime organisé, a souligné la même spécialiste en sciences politiques et relations internationales qui a salué l'engagement indéfectible des Services de sécurité et l'Armée nationale populaire pour sécuriser l'ensemble du territoire national. Qualifiant l'Algérie de «pionnière» dans la lutte contre le terrorisme et le crime organisé, le Dr. Kebabi, également membre du Laboratoire des études et recherches sur le Maghreb et la Méditerranée, a indiqué que cela est le «fruit» de la politique nationale dont l'orientation a été puisée des expériences cumulées dans le cadre de la lutte contre le terro-

risme. La même spécialiste a, à ce titre, cité l'exemple de la stratégie adoptée par l'Algérie dans la gestion, l'accueil et la prise en charge des migrants africains et les déplacés syriens, et ce dans le respect des droits de l'Homme et des chartes internationales en dépit, a-t-elle ajouté, de la charge économique, sociale et sécuritaire que fait peser ce phénomène sur les pays d'accueil. Aussi, et pour faire valoir les prouesses réalisées par l'Algérie en la matière, l'intervenante a indiqué que le phénomène de l'immigration clandestine qui a augmenté durant la pandémie Covid-19, dans les autres pays, a considérablement baissé en Algérie, et ce grâce aux décisions gouvernementales prises pour la fermeture de toutes les frontières et à la vigilance des forces de Sécurité. La même spécialiste qui a appelé à accompagner tous ces efforts par des textes réglementaires plus adaptées à travers la législation d'une loi interdisant l'immigration clandestine, a insisté sur l'implication de tous, notamment la société civile pour lutter contre ce phénomène qui se diversifie et s'élargit rapidement. Elle a également insisté sur l'importance des médias dans la lutte contre cette menace source de tous les maux, et appelé ainsi à faire impliquer les experts en sociologie et en psychologie dans la lutte contre l'immigration clandestine et le crime organisé. Ont pris à ce séminaire, organisé en visioconférence, des spécialistes et experts universitaires venus des quatre coins du pays, selon les organisateurs.

### Horaires des prières pour Alger et ses environs

20 rabie ethani 1443

|          |       |       |         |       |
|----------|-------|-------|---------|-------|
| El Fedjr | Dohr  | Assar | Maghreb | Icha  |
| 06h06    | 12h35 | 15h15 | 17h37   | 19h00 |



### Publicité

#### Sous le Haut Patronage du Ministre de l'Industrie

**maintenance pumps & valves**

5 - 7 décembre 2021 | Palais des expositions d'Alger -SAFEX- (Pavillon UNION)

Co-organisé avec  
**TANK STORAGE ALGERIA**

**2ème Salon international de la maintenance industrielle et des process des fluides et gaz industriels en Algérie.**

**+50 exposants et 20 conférences en 3 jours !**

#### Inscription en ligne > [www.mpvalgerie.com](http://www.mpvalgerie.com)

- » Maintenance industrielle
- » Automatisme
- » Pièces de rechange
- » Pompes & Vannes
- » Canalisations & Pipelines
- » Levage & Manutention

**Accès gratuit pour tous les acteurs du secteur de l'industrie et de l'énergie**

by EASYFAIRS

#### Sous le Haut Patronage du Ministre du Tourisme et de l'Artisanat

**HORECA 2021 EXPO ALGÉRIE**

1 - 4 / 12 / 2021 | Centre International de Conférences d'Alger

**14ème Salon international des équipements et services pour l'hôtellerie, la restauration et les collectivités en Algérie.**

Accès gratuit pour tous les acteurs du secteur HORECA en Algérie.

- Design & Hospitality
- Équipements de Cuisine
- Nourriture & Boisson
- Technologie & Infrastructure
- Services & Franchises
- Bien-être & Sport

**+80 exposants, des conférences et des concours culinaires !**

by EASYFAIRS



## APPELEMENTS

■Loue F3 Seddikia 1<sup>er</sup> (4U), F3 meublé, Aïn El Turck, 1<sup>er</sup> (3.5 U), F2 dans une villa Coca, 1<sup>er</sup> (3 U), bureaux 31, centre ville, 1<sup>er</sup> (3U), F1 St-Pierre Rdc (1.5U), Ag Abdallah 041.38.62.87 / 0770.40.87.48e

■A vendre des apparts type F2 de 50 m², 2 façades, nouvelle résidence à Taïraoui sur grand Boulevard, bien situé, avec toutes commodités - Tél : 0550.62.64.81

■Echange un appartement 150 m², 5 p + C + SDB + débarras, 2<sup>ème</sup> étage, à Oran Plateau, contre un appart plus petit, 1<sup>er</sup> étage Tél : 0663.12.43.21

■A louer joli appart 2 pièces à Yasmine 2<sup>ème</sup> étage, t. propre, 1 hall, douche, wc, cuis, allongé d'une pièce, eau chaude, citerne 800L + pompe, endroit calme, immeuble 5 étages, bloc fermé pour 1 an pas d'intermédiaire - Tél : 0553.24.66.46

■Vds f2, F3, F4 et F5 luxe, cuisine équipée, chaudière, chauffage/C, Box, à Choupot wilaya, millenium, Fernand - ville, 0772.43.37.38 / 0555.89.91.04

■Location F2 meublé au centre-ville, 5<sup>ème</sup> étage et F2 et F3 à Sabbah, 10<sup>ème</sup> étage, avec ascenseur, possible promesse de vente - 0540.05.99.72

■Loue appart F3 aménagé en F4, au 1<sup>er</sup> étage, bien situé, cité 558 logts, bloc E, n° 05 derrière commissariat, propre, bon voisinage, calme, équipé d'un clim, chauffage, lustres, élément de cuis - Tél : 0772.78.39.45 / 0556.86.71.38

■Vends 2 appartements, côté Akid Lotfi, F4 144 m², F5 132 m² avec box, fini à 80% - Tél : 0771.12.03.26

■A vendre appart F3, 2<sup>ème</sup> étage, bien aménagé, bien ensoleillé bon voisinage, en face complexe Castors ou échange contre similaire, même cité, en face Bd -tel : 0552.75.99.78

■A vendre F4 acté 93 m² à Hassi Ben Okba, 1<sup>er</sup> étage, 3 locataires dans le bloc, pas de vis-à-vis, clim, barraudage possibilité échange contre F3, à Oran tel : 0661.72.11.34

■A louer studio 22 m² au centre-ville d'Oran Tél : 0793.71.32.99 / 0792.75.93.11

■A louer 1<sup>er</sup> étage d'un immeuble usage commercial, sup. 320 m² de 8 pces, sanitaire, cuis., cour, situé sur Bd des Martyrs à côté Rytege Oran, idéal pour ttes activités (bureaux, labo, sté...) - 0793.28.71.73

■A vendre appartement F3 acté 2<sup>ème</sup> étage quartier Plateau Oran, libre de suite, bien ensoleillé, toutes commodités, agence, courtier intermédiaire et curieux s'abstenir, prix après visite - Tél : 0778.30.25.71

■A vendre appartement F3 El Kerma, daïra Senia, wilaya d'Oran, 100 logements CNEP, 2<sup>e</sup> étage, 70 m² bien aménagé, quartier 124, cité fermée - Tél : 0775.17.52.25

■Loue F2 1<sup>er</sup> étage Haï Yasmine (proche Résidence Hasnaoui) - Tél : 0779.00.52.29

## VILLAS

■Vente villa (ancienne) Rdc, sup terrain 410 m², 2 façades angles, bien ensoleillé, actée + Livret foncier, située quartier résidentiel Les Palmiers Oran -Tél : 0665.20.96.97

■B. d'affaires vd villas + St Huber, les Palmiers, la Lofa, les Castors, Es Sénia + Coca + carcasse (Cité Djamel 3f, R+2 Carcasse 200 Logts + 200 m², 2f, R+1. Location magasin (Akid Lotfi) + Sous-sol. A vendre terrains promotion sur Bd - Tél : 0556.79.57.49 / 0771.93.24.76

■Oran-Belgaid à vendre maison, construit 70 à 80%, 2 façades, superficie 307 m², actée coopérative Benarmas, Belgaid, Oran courtier s'asbténir -Tél : 0541.04.25.65

■A vendre villa 2 façades, R+2 à Abou Tachefine, Tlemcen, prix après visite, curieux s'abstenir 0657.28.12.47

■Vends villa R+1, 280 m² 2F, R: G P cuis, séjour, SDB, garage 3V, p jardin, 3 locaux en activité sur Bd com /1<sup>er</sup> 4P, 2 gd halls, gd sal, b/eau, finie à 100%, Bir el Djir Oran - 0773.71.02.80 - P.off : 6MD - P.dem : 6M800

■Particulier vend ou loue villa à Canastel d'une superficie de 266 m², 7 chambres, R+1, toutes commodités Tél: 0791.09.86.22 Curieux s'abstenir

## LOCAUX

■Vds à Bel Air, Oran, 50 m du Bd Froment Coste, location/com 60 m² (R : 20 m² + 1<sup>er</sup> 140 m², acté R : bureau P-DG open/s- 2 sdb, idéal pour prof libérale + wifi + tél + parking. Px 1M 900 - Tél : 0560.19.75.28

■A louer des locaux de 30m² et 65 m², hauteur 3,40m, à Victor Hugo, général Brossard, 90 m² à HLM de 90 m², hauteur 4m pour dépôt, labo, bureau -Tél : 0550.62.64.81

■A vendre ou à louer local, sup 40 m², bien aménagé, toutes commodités, situé sur le grand boulevard commercial de Choupot Oran - 0540.11.33.07

## VEHICULES

■Vends fourgon Mercedes + Kaaz rétrochargeur + chargeur Caterpillar chenilles + portes char + groupe soudure + moteur Mercedes 6 Cyl V6 + moteur 8 Cyl V8 -Tél : 0561.34.36.14

## TERRAINS

■Vends terrain agricole 22 ha + vends parc 34 ares clôturé + habitation à Sidi Bel-Abbès - Tél : 0561.34.36.14

■Vente 600 m² avec 20m de façade, bien situés, avenue de l'ANP, Oran, idéal pour Banque, Ste, Habit R+1 - Tél : 0797.76.70.63 Curieux s'abstenir

■Vends terrain de 1.300 m² dans le vieux Canastel, Oran, près de la Caserne avec gros-œuvre, sur 310 m² - tel: 0555.89.08.39

■Propriétaire de 5ha 27 cherche à mettre en location pour la culture du melon tel : 0665.17.66.00

Promoteur agréé cherche des terrains pour partenariat : Oran Belgaid, Bir El Djir - tel : 0781.65.50.86 / 0552.50.87.42

## EMPLOIS

■Bureau d'études d'Architecture cherche architectes, secrétaire ayant une expérience dans le domaine du bâtiment, résidant à Oran, envoyer CV avec photo au : batarchitecture.oran@gmail.com

## DIVERS

■Vente de béton prêt à l'emploi, location des centrales à béton Tél : 0663.12.43.21

■Vends au plus offrant, une batterie yamaha, grande, noire, qui n'a pas servi Tél : 0663.12.43.21

■A louer numéro de taxi, à Oran -Tél : 0552.93.12.54

■Loue licence taxi Oran -Tél : 0773.50.50.11

■A louer licence de café, à Oran, tel : 0791.96.10.34

■A louer licence de café, à Oran, Tél : 0558.07.21.67

■UniBeauté Ecole de Formation Professionnelle, lance des formations en Esthétique: maquillage, massage, soin du visage, épilation, manucure et pédicure. Tél : 041.83.41.41/0770.00.53.43/ 0770.08.81.47 FB UniBeauté-officielle.

■Entreprise de transport de marchandises offre ses services pour tout tonnage et toutes destinations, H/24 et 7/7 transport, manutention, réceptions, livraison-stockage et distributions - tél: 0770.73.99.69 / 0555.00.19.10

### AVIS DE DÉCÈS

Nous avons la douleur de vous annoncer le décès de notre très chère



**El Hadja Anissa BRIKSI**  
épouse d'El Hadj  
**ABDEREZZAK SENOUCI**  
BRIKSI survenu à Alger le 22/11/2021 à l'âge de 77 ans. Que Dieu puisse accueillir la défunte en son vaste paradis.

إنا لله وإنا إليه راجعون

### PENSÉE

A la -mémoire de «**Diden**» **Rachid Boumediene Mosteghanemi**  
Déjà 4 ans que tu nous as quittés pour rejoindre Allah. Tu demeures toujours présent dans nos cœurs et nos pensées. Nous continuons à chérir nos souvenirs de toi et à prier pour toi, chaque jour. Tu nous manques vivement ce qui nous console, c'est de te savoir auprès d'Allah Le Miséricordieux et de prier pour te retrouver au Paradis incha'Allah. Que chaque personne qui lit cette pensée, qu'elle t'ait connu ou non, fasse une prière pour le repos de ton âme.  
*Ta femme, tes enfants, tes sœurs, tes nièces, tes neveux*



**Importante société de Génie civil, sise à Arzew**

### RECRUTE POUR SES PROJETS

**01 Ingénieur HSE + 01 technicien HSE**

(Projets implantés au Sud)

#### Conditions:

- ✓ Avoir une expérience de deux (02) années dans le domaine
- ✓ Etre âgé entre 25 ans et 45 ans
- ✓ Apte à travailler au Sud
- ✓ Maîtrisant la langue anglaise
- ✓ Résidant dans la région-ouest

Envoyer CV+lettre de motivation par E-mail : [hse.recrutement@yahoo.com](mailto:hse.recrutement@yahoo.com)

**NB** : il ne sera répondu qu'aux candidats jugés intéressants et de sexe masculin

### PENSÉE

**Feu Hadj MOHAMED ABED Dit RAUKHO Sig**  
Décédé 25.11.2020

Comment écrire en si peu de lignes alors que toutes les pages de ce journal ne suffiront pas quand il y a tant à dire sur un si grand homme, toujours élégant, modeste, courtois, généreux et rassembleur.

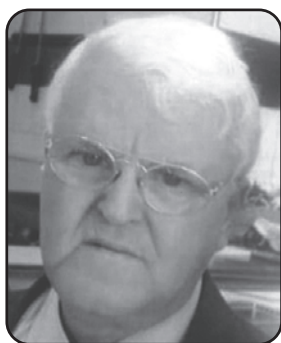
Mohammed mon ami, mon frère, ton départ précipite a laissé tout ce monde dans le désarroi et pourquoi toi qui était sociable avec tout les semblables sans exception mais Dieu a décidé ainsi et nous nous inclinons devant Sa Volonté.

Frère Mohamed, toi qui a donné toute sa valeur à la relation humaine par ta compréhension, ton respect d'autrui et tes contacts chaleureux, tu étais la générosité incarnée, tu adorais venir en aide à tes semblables, dans le besoins, tu as semé le bien autour de toi. Tu a écrit en lettres d'or ton passage dans ce monde. Tu as laissé une vide immense pour toute la famille et tes amis qui sont dans l'insoutenable tristesse.

Une déchirure. Mais la vie est faite ainsi et nul n'est éternel, chacun partira au moment prévu. Repose en paix frère Mohamed, tu nous manqueras jusqu'à la fin de nos jours ; on ne t'oubliera jamais, tu resteras éternellement présent dans nos cœurs et nos pensées

«A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.»

*Tes amis et frères Ali SOUABER et toute la famille Kouider KADECHE, Djamel, Hadj Tayeb Taïba.*



**Maitre BETIDJI MOHAMMED Commissaire Priseur**

Adresse: ILOT 15 bâtiment 03 entrée 03 1<sup>er</sup> étage n° 02

à cote du parking BOUKRIBA - ZABANA - ARZEW - ORAN

Telephone : 0557 19 90 94 / 0550 71 64 66 - FAX : 041 77 59 72

**إعلان بالبيع بالمزاد العلني يوم 09 ديسمبر 2021**

بالأظرفة المختومة وفي حالة عدم بلوغ السعر الأساسي ننتقل إلى المزادات الشفوية

لعتاد تابع لمؤسسة : **SONATRACH**

**Activité liquéfaction & Séparation**

**DIVISION GN / GPL**

**COMPLEXE GL2Z**

يوم: **09** ديسمبر **2021** على الساعة الرابعة عشر زوالا **14** سا

بحظيرة المؤسسة الكائنة بالمنطقة الصناعية ارزيو / بطيوية

**LOT UNIQUE COMPOSE DE :**

**MATERIELS DE LABORATOIRE - MATERIELS INFORMATIQUES - CUMULUS - PLAQUES CHAUFFANTES - REFRIGERATEURS - FONTAINES FRAICHES - CLIMATISEURS - MOBILIERS DE BUREAUX - EQUIPEMENTS VIBROTESTS - EQUIPEMENTS BARRIERES AMA - MATERIELS DE CANTINE.**

**شروط البيع:** للمشاركة يجب التقدم إلى مكتب محافظ البيع مصحوبين بنسخة من بطاقة التعريف الوطنية أو رخصة السياقة من أجل سحب دفتر الشروط مقابل **1000** دج، و تسجيل أنفسهم ابتداء من تاريخ النشر في الجريدة إلى غاية **02** ديسمبر **2021**.  
**أيام الزيارة:** يوم **07** ديسمبر **2021** و **08** ديسمبر **2021** من الساعة **09:00** التاسعة صباحا إلى غاية **15:00** الخامسة عشر زوالا، بحظيرة المؤسسة الكائنة بالمنطقة الصناعية ارزيو / بطيوية.

محافظ البيع

### ذكرى

المرحوم حاج محمد عابد المدعو «**روخو**» سيق

المتوفي في 25/11/2020

كيف نكتب في سطور جد قليلة عندما لا تكفي جميع صفحات هذه الجريدة حينما يكون هناك الكثير لنقله عن مثل هذا الرجل العظيم، دائما مايكون أنيقا، و متواضعا، و مؤذبا، وكريما و مجمعا.

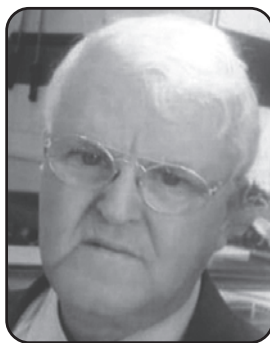
محمد، صديقي، أخي، ترك رحيلك المتسرع الجميع في حالة من الفزع و لماذا أنت الذي كنت مؤنسا مع أقرانك دون استثناء، و لكن الله قرر ذلك و ننحني لمشيبه أخي محمد أنت الذي أعطيت كل القيمة للعلاقة الإنسانية بتفهمك واحترامك للآخرين و معاشراتك الودية، كنت تجسد الكرامة، أحببت أن تساعد أمثالك عند الحاجة لقد زرعت الخير من حولك كتبت بأحرف من ذهب مروع في هذا العالم. تركت فراغا كبيرا لكل عائلتك وأصدقائك الذين هم في حزن لا يطاق فراق مسيل للدموع

لكن الحياة هكذا، وليس هناك من سيخلد، الجميع سيغادرون في الوقت المحدد، أرقد في سلام أخي محمد، سنشتاق إليك حتى نهاية أيامنا، ولن ننساك أبدا، سنبقى مودودا إلى الأبد في قلوبنا و أفكارنا

إنا لله و إنا إليه راجعون

أصدقائك و إخوتك، صوابر علي و كامل عائلتك،

قويدر كادش، جمال، حاج طيب طيبة





## Football - Ligue 1 Sétif et Constantine pôles d'attraction

Adjal Lahouari

En dépit de la défaite subie logiquement face à l'USMA, l'US Biskra a conservé le fauteuil de leader, mais a été rattrapée par le PAC. Au moment où ces ligues sont rédigées, l'incertitude quant au retour des titulaires était de mise. Il se pourrait qu'une solution soit trouvée entre-temps et que les séniors reviennent à de meilleurs sentiments. Il est évident que la clé de ce problème se trouve entre les mains des dirigeants. Si la situation n'évolue pas dans le bon sens, l'USB laisserait échapper une belle opportunité de gonfler leur capital-points, car ils reçoivent le Hillel Chelghoum Laid, déjà à la traîne au bas du tableau. De son côté, le PAC sera certainement à l'aise avec ses pépites dont le prolifique Benbouali, secondé par Tiraoui, Bouzok et Okello. En effet, rien ne va plus au WAT, qui s'est incliné récemment, à domicile, face au CSC. Le départ de Bouhelal n'a pas résolu le problème de l'attaque (2 buts seulement en 4 matches). Le plus grave, c'est que les coéquipiers du capitaine Zenasni pratiquent actuellement un jeu décousu, et que l'absence d'un entraîneur en chef n'est pas faite pour arranger la situation. Alors, on ne peut que pronostiquer une victoire des poulains de Chérif El-Ouazzani qui leur permettra de rester en tête du tableau. Au vu du football qu'ils développent, c'est entièrement mérité. Deux gros chocs attirent l'atten-

tion. On évoquera d'abord le duel des deux premiers de la saison écoulée. Nous avons analysé le jeu de l'ESS. Il y a de la solidité derrière et au milieu, mais le secteur offensif est décevant. Face à un adversaire aussi va-leureux que le CRB, il faudrait que les Sétifiens proposent autre chose pour gérer au mieux ce big match. Actuellement, le Chabab carbure bien et pourrait afficher ses prétentions s'il joue de manière rationnelle. Sur le terrain, il y a du talent de part et d'autre et le résultat sera, peut-être, tributaire d'un exploit ou d'une faute individuelle. A Constantine aussi, le suspense risque de régner entre le CSC et le MCA. Après les résultats des précédentes journées, on peut se poser des questions. Le MCA va-t-il reproduire sa faible prestation de Relizane ? Les médias ont souligné que le Doyen a évolué en mode défensif, ce qui a failli lui jouer un mauvais tour. Alors, il n'y a qu'au stade du '5 Juillet' que les poulains de Khaled Ben Yahia donnent la pleine mesure de leurs capacités ? De leur côté, les Constantinois paraissent plus à l'aise à l'extérieur que sur leur stade où ils ont le devoir de faire le jeu, d'où la difficulté d'émettre le moindre pronostic. A Oran, une bonne nouvelle, le MCO a un nouvel entraîneur qui a l'avantage de bien connaître la maison. En attendant son arrivée, le duo Kinane-Bekadja a assuré la préparation, le premier cité à titre d'entraîneur intérimaire, alors que le second comme

préparateur physique, un domaine qu'il maîtrise fort bien. Face à l'ESS, et notamment en seconde période, les Mouloudéens ont été les auteurs d'une bonne prestation, et seule l'efficacité a fait défaut. Contre le NAHD version Kamel Zaoui, ce ne sera pas une mission de tout repos. Quoi qu'il en soit, les Hamaraoua sont décidés à renouer avec la victoire. Le RCR, même avec ses recrues, est-il en mesure de contrer l'USMA ? On estime, qu'avec ses individualités et son jeu offensif, l'équipe de Soustara est en mesure d'aligner une seconde victoire d'affilée. De leur côté, les Médéens, qui n'ont pas démerité face au CRB, devraient mettre à la raison le NCM, lanterne rouge déjà aux abois. Enfin, les joueurs de l'ASO, qui ont boycotté l'entraînement, et s'ils reviennent à de meilleurs sentiments, auront des difficultés à revenir indemnes de leur sortie à Arba où le RCA est favori. A noter que le match JSS-JSK est renvoyé au 14 décembre prochain en raison de leurs obligations africaines.

### Aujourd'hui à 14h30

|                     |       |           |
|---------------------|-------|-----------|
| Biskra :            | ..... | USB-HBCL  |
| Dar El-Beïda :      | ..... | PAC-WAT   |
| Constantine :       | ..... | CSC-MCA   |
| Médéa :             | ..... | OM-NCM    |
| Alger :             | ..... | NAHD-MCO  |
| Arba :              | ..... | RCA-ASO   |
| Sétif (17h00) :     | ..... | ESS-CRB   |
| Bologhine (18h00) : | ..... | USMA-RCR  |
| JSS-JSK             | ..... | (Reporté) |

## Tennis - Classement U14

### Maria Badache sur le toit de l'Afrique

La joueuse de tennis algérienne Maria Badache s'est hissée au premier rang du classement U14 du continent africain, selon le ranking de la catégorie publié mardi soir par la Confédération africaine de tennis (CAT) sur son site web. Une belle ascension que Badache doit à son parcours "exceptionnel" au Championnat d'Afrique de la catégorie, clôturé dimanche à Sousse (Tunisie), avec son sacre chez les filles (tableau du simple). L'Algérienne totalise 4145 points devant les deux marocaines Kenza El Akili (3910 pts) et Sofia Hadab (3100 pts). Favorite pour le sacre final, Badache, tête de série N3, avait entamé le Championnat d'Afrique prudemment en s'imposant au premier tour, devant la Kenyane Seline Ahoya (6-1, 6-0). Elle enchaîne au second tour, contre la Marocaine Selma Bellaouchi sur le score 6-1, 6-2, avant de s'imposer devant la Malgache Mitia Andraina Voavy en deux sets (6-2, 6-2), lors des quarts. Par la suite, l'Algérienne s'est hissée en finale aux dépens de Sofia Haddab (Maroc) et tête de série N.2, en deux sets (7-5, 7-5). En finale face à la joueuse tunisienne Chahd Tourkhani, tête de série N4, Badache a remporté difficilement le premier set 7-6, avant de dominer le second (6-2). Pour rappel, la jeune Maria Badache avait remporté deux médailles d'or du Circuit africain ITF/CAT (U14), disputé fin septembre et début d'octobre derniers au Caire (Egypte).



## Cyclisme - Championnats arabes sur piste Nette domination des Algériens

Les sélections algériennes ont décroché deux médailles d'argent aux épreuves de Madison (individuel et par équipes), mardi, lors de la quatrième et dernière journée des championnats arabes sur piste qui se déroulent au Caire en Egypte (20-23 novembre). Le duo Yacine Chalel-Lotfi Tchambaz a décroché l'argent de l'épreuve de Madison par équipes chez l'élite messieurs, alors que l'autre médaille a été remportée par Salah-Eddine Al-Ayoubi Cherki chez les juniors garçons (individuel). Un peu plus tôt, la sélection algérienne avait remporté quatre médailles dont trois en or. Les médailles d'or ont été l'œuvre de Salah-Eddine Al-Ayoubi Cherki et Yacine Chalel dans l'épreuve de poursuite, respectivement chez les juniors et les séniors «Elite», ainsi qu'Al-Khassib

Sassane, dans l'épreuve du kilomètre «Elite», dans laquelle Seddik Benganif a glané une médaille de bronze et qui était la quatrième pour la sélection algérienne à l'entame de cette quatrième journée de compétition. A l'issue de la 4e et dernière journée du rendez-vous arabe sur piste, le total de la récolte algérienne s'élève désormais à 23 médailles : 8 or, 7 argent et 8 bronze. Les cinq autres médailles d'or ont été glanées lors des trois premiers jours de compétition, respectivement par Salah-Eddine Cherki, Nesrine Houili, Lotfi Thambaz, Yacine Chalel et la sélection nationale «Elite» dans l'épreuve de poursuite «par équipes». Les cinq médailles d'argent, quant à elles, ont été l'œuvre de Lydia Kacemi et surtout Nesrine Houili et Chara Azzouz, qui en ont

glané deux chacune, dans différentes épreuves, comme le Keirin, le Scratch et le 500 mètres des juniors (dames). Enfin, les six autres breloques en bronze ont été l'œuvre de Salah-Eddine Cherki (X2), Lydia Kacemi, Hamza Mansouri, et des sélections nationales juniors et séniors «Elites». Avec un total de 22 médailles (11 or, 7 argent et 4 bronze), les Algériens ont été déjà sacrés aux championnats arabes sur route, la première épreuve du Festival arabe de cyclisme qui sera clôturé avec le déroulement des championnats arabes de VTT (24-27 novembre). La sélection algérienne de VTT est déjà sur place, avec un effectif de 15 cyclistes, qui seront engagés dans différentes spécialités, comme le BMX, le XCO et la descente (Downhill).

## Voile - Série Bic-Techno La Coupe d'Algérie domiciliée à Skikda



La Fédération algérienne de Voile a annoncé avoir décidé de domicilier la Coupe d'Algérie de la Série Bic-Techno à Skikda.

«La compétition est prévue la mi-décembre prochain, à Stora» a encore précisé l'instance fédérale dans un bref communiqué, diffusé sur son site officiel. Dans la perspective de bien préparer cet événement, des représentants de la Fédération ont tenu une réunion de travail avec le Directeur de la Jeunesse et des Sports de la Wilaya de Skikda. «L'ordre du jour a porté essentiellement sur la préparation de

la prochaine Coupe d'Algérie de la Série Bic-Techno, et elle a été ponctuée par une visite des différents clubs de voile locaux, ainsi que des centres d'hébergement» a poursuivi la FAV, en révélant que le DJS table sur la domiciliation de cette compétition à Skikda, pour vulgariser un peu plus la discipline au niveau local. La veille de son déplacement à Skikda, la délégation fédérale s'était rendue à Mila «avec l'objectif d'y créer prochainement une nouvelle Ligue de voile, et relancer la discipline au niveau local», notamment, au barrage de Béni Haroun.

## Judo - Fédération internationale Un 8e dan décerné à Sid-Ali Lebib

La Fédération internationale de judo (FIJ) a décerné un huitième dan, l'un des grades les plus élevés de cette discipline, à l'Algérien Sid-Ali Lebib, en reconnaissance à son long parcours sportif, a-t-on appris de l'intéressé.

Cette haute distinction qui vient de la part de l'instance internationale fait suite au long parcours de Lebib (67 ans), Sid Ali Lebib (67 ans) et ex-ministre de la Jeunesse et des Sports et ancien président du Comité olympique et Sportif algérien (CAO) et de la fédération algérienne de judo (FAJ), est parmi les rares personnalités sportives à avoir atteint le niveau de huitième dan, l'un des plus hauts grades du judo, que seule une poignée de judoka dans le monde possède. «Cette noble reconnaissance qui vient de la part de la plus haute instance du judo (FIJ) constitue un grand honneur pour moi ainsi que pour la famille du judo et du sport algérien en général, d'autant plus qu'elle intervient quelques mois après celle décernée au Maître Ahmed Hifri.», a confié Lebib. Et d'ajouter: « Cette distinction clôtüre une carrière de près de 60 ans passée au service du judo et du sport algérien.

Les circonstances ont fait que l'Algérie décroche la même distinction en espace de quelques mois.». Né à la Casbah le 9 juin 1954, Lebib a grandi dans les

fiefs de la Casbah, ses parents sont allés à Saint-Eugène avant d'atterrir à Bab-El-Oued après l'indépendance (au 8 rue Seghir Saâdaoui) et suivre ses études au Lycée Emir Abdelkader. Sur recommandation de sa famille, il choisit un sport de combat, au contraire des jeunes de son quartier qui préféraient le football, et il fait connaissance avec les tchamis à l'AS Mairie. En 1976 Sid Ali Lebib rejoint les rangs du Mouloudia d'Alger pour donner une autre tournure à sa brillante carrière en devenant un champion reconnu, très estimé pas ses coéquipiers et entraîneurs. Après avoir obtenu son diplôme en médecine, Lebib qui a pu concilier études et sport, a choisi la médecine sportive pour rester dans son domaine. Il devient capitaine d'équipe du MCA (MPA de 1977 à 1982) et de l'équipe Nationale civile et Militaire grâce à ses qualités de meneur d'hommes. Avec le Mouloudia, il a gagné plusieurs fois le titre de champion d'Algérie, tout en enrichissant son palmarès par une coupe d'Algérie, un titre de champion maghrébin, arabe et d'Afrique. Le 21 septembre 1993, Sid Ali Lebib est nommé ministre de la Jeunesse et des Sports après avoir été entraîneur, président de la fédération Algérienne du Judo (FAJ) en 1986 et président du comité Olympique (COA) entre 1992 et 1993. En 2001 il est nommé DG des Douanes.



JM Oran-2022

## Six unités opérationnelles pour gérer les compétitions

Le Comité d'organisation des Jeux méditerranéens (COJM), prévus l'été 2022 à Oran, a décidé d'adopter une nouvelle méthode ayant trait à l'organisation des compétitions sportives entrant dans le cadre du rendez-vous méditerranéen, a-t-on appris mercredi auprès du Comité. A ce propos, le COJM a procédé, lors d'une réunion tenue mardi sous la présidence du commissaire aux JM, Mohamed Aziz Derouaz, à la création de six unités opérationnelles, a-t-il indiqué. Chaque unité s'occupera de quatre compétitions sportives inscrites au programme de la 19e édition des JM «Oran-2022», et se composera d'un chef d'unité, un directeur de com-

pétition, et un chef de site, détaillant-on. La réunion, à laquelle ont pris part aussi les directeurs des compétitions sportives ainsi que les chefs de sites devant accueillir les compétitions, a été également consacrée à la préparation de la visite prévue des commissions techniques internationales qui viendront inspecter les sites de compétitions concernés les 11 et 12 décembre prochain, signale-t-on. Un intérêt particulier est accordé par le COJM à cette visite pour donner une meilleure image aux préparatifs de l'Algérie pour le rendez-vous méditerranéen, aussi bien sur le plan organisationnel qu'infrastructurel. Ce dernier volet incombe en particulier aux di-

rections des équipements publics et de la jeunesse et des sports.

En effet, ces instances sont les maîtres d'ouvrages des équipements sportifs en cours de construction, tels le Complexe olympique et le village méditerranéen, implantés dans la commune de Bir El Djir (Est d'Oran), ainsi que plusieurs infrastructures faisant l'objet d'importantes opérations de mise à niveau.

La 19e édition des JM, programmée initialement pour l'été 2021, a été reportée à cause de la crise sanitaire. Elle devrait avoir lieu du 25 juin au 5 juillet 2022. L'Algérie abrite pour la deuxième fois les JM après la 7e édition tenue à Alger en 1975, rappelle-t-on.

Ligue Europa

## Feghouli promet une chaude ambiance à l'OM



Portés par la ferveur des supporters stambouliotes, Sofiane Feghouli et Galatasaray comptent sur une ambiance que l'international algérien annonce «très, très chaude» jeudi, pour s'assurer une place en 8e de finale de Ligue Europa et mettre fin aux espoirs de Marseille. A deux journées de la fin, Galatasaray est en tête du groupe E avec huit points et ce dernier match à domicile, jeudi au Nef Stadyum, peut permettre aux Turcs d'enfoncer le clou, ce qu'ils auraient déjà pu faire lors de la précédente journée avant d'être repris par le Lokomotiv Moscou (1-1). «Face à Moscou, c'est vrai que c'était l'occasion de prendre deux points de plus, mais il faut rester positif. De leur côté, l'OM et la Lazio ont fait match nul (0-0), donc c'est statu quo», a jugé Feghouli il y a une quinzaine de jours. «On est en tête et il ne reste plus que deux matches, dont celui à domicile face à Marseille, pour se qualifier», a-t-il ajouté, confiant. Malgré la défaite de dimanche contre Fenerbahçe dans le derby d'Istanbul (2-1), Feghouli croit aux chances de son équipe, devant un public réputé bouillant. Mais alors que la saison marseillaise a été émaillée d'incidents, à l'image du match de dimanche interrompu à Lyon après que Dimitri Payet a reçu une bouteille d'eau au visage, l'ancien joueur de Valence et Grenoble n' imagine pas de dérapages possibles jeudi. «Non, les

supporters turcs en général se comportent bien. Je ne pense pas qu'il y aura des incidents. Par contre, l'ambiance va être très, très chaude... J'ai hâte de jouer ce match devant nos supporters et j'espère que le stade sera plein», a-t-il expliqué. Arrivé à Istanbul en 2017, l'Algérien y a relancé sa carrière après une expérience décevante en Premier League, à West Ham, et y a retrouvé la ferveur dont il s'était nourri à Valence.

### RENDEZ-VOUS À LA CAN

«Galatasaray, c'est comme ce que j'ai connu en Espagne, si tu perds c'est la crise. En Angleterre c'était +keep going guys+, et il y en a qui allaient en soirée après... Mais moi je ne supporte pas ça. Ici, une défaite, c'est la fin du monde et ça me va, j'ai besoin de gagner. C'est ça la compétition», a-t-il raconté. «Ici, à Valence, ou en équipe nationale, il faut toujours gagner.» Pilier de la sélection algérienne, Feghouli a encore constaté les attentes qui entourent les «Fennecs» la semaine dernière, avec un match étouffant face au Burkina Faso (2-2), lors duquel il a marqué et contribué à la qualification de son équipe pour les barrages d'accession au Mondial-2022. En janvier, il sera de nouveau très attendu sous le maillot national pour la CAN au Cameroun, au cours de laquelle l'Algérie défendra son titre.

CAF

## Toghu, le ballon officiel de la CAN-2021

La Confédération africaine de football (CAF) a dévoilé ce mardi le ballon officiel de la Coupe d'Afrique des Nations Cameroun 2021, prévue du 9 janvier au 6 février 2022. Le nouveau ballon de match officiel, baptisé «Toghu» en référence à la tenue traditionnelle très populaire au Cameroun, sera utilisé par les 24

équipes dont l'Algérie, au cours des 52 matches qui seront disputés lors de cette compétition continentale, précise l'instance. Le «Toghu» est un costume traditionnel multicolore et finement tissé. Il a été conçu à l'origine pour les membres de la royauté dans la région du Nord-Ouest du Cameroun, mais a depuis été adopté par

le reste des Camerounais comme tenue pour les occasions spéciales. Conçu pour répondre aux normes les plus élevées du jeu, le ballon présente des caractéristiques technologiques simples, notamment une configuration de panneaux intelligents, et il est approuvé par la FIFA pour être utilisé au niveau le plus élevé.

France - Affaire OL-OM

## Six mois avec sursis pour l'auteur du jet de bouteille



L'auteur du jet de bouteille sur la tête de Dimitri Payet, qui a provoqué l'arrêt définitif du match du Championnat de France OL-OM, dimanche soir à Lyon, a été condamné mardi à six mois de prison avec sursis.

Le tribunal a assorti la peine d'une période de probation de trois ans et d'une interdiction d'accès au stade de l'Olympique lyonnais pendant cinq ans. La procureure Béatrice Moure avait requis six mois d'emprisonnement ferme.

Poursuivi pour «violence volontaire avec arme par destination», il devra indemniser les parties civiles à hauteur d'un euro symbolique, réclamé par Dimitri Payet, l'Olympique de Marseille et la Ligue de football pro-

fessionnel (LFP). «Je ne sais pas ce qui s'est passé dans ma tête, l'euphorie, je ne sais pas», a déclaré le prévenu, Wilfried Serrière, 32 ans, vêtu d'un maillot blanc du Bayern Munich sous un anorak bleu, sans parvenir à expliquer son geste. Fan de l'OL depuis une quinzaine d'années, sans appartenir à un club de supporters, il a présenté des excuses au joueur marseillais, affirmant qu'il ne l'avait pas visé à la tête. Il dit avoir ramassé la bouteille au sol, avant d'avoir eu l'idée soudaine de la jeter, au moment où le capitaine de l'OM s'apprêtait à tirer un corner. Sur les images diffusées à l'audience, on le voit rabaisser sa capuche avant de lancer la bouteille pleine de 50 centilitres.

Cyclisme - Tropicale Amissa Bongo

## La 16e édition reportée

La 16e édition du tour cycliste Le Tropicale Amissa Bongo, prévue en janvier 2022, a été reportée à une date ultérieure, en raison des mesures sanitaires liées au Covid-19 édictées au Gabon, ont annoncé les organisateurs lundi. «A la suite de la suspension des activités sportives décidée par le gouvernement gabonais par un arrêté du Premier ministre en raison de la pandémie mondiale du coronavirus, la 16e édition de la Tropic-

ale Amissa Bongo ne pourra pas avoir lieu du 17 au 23 janvier 2022, comme prévu au calendrier de l'Union cycliste internationale», précise le communiqué des organisateurs.

«De nouvelles dates seront étudiées afin de reprogrammer l'épreuve lorsque la situation sanitaire le permettra», ajoute-t-on de même source. La 15e édition de la Tropicale, tenue en 2020, avait été reportée par le Français Jordan Levasseur.

Ligue des champions d'Asie

## Al-Hilal d'Arabie saoudite sacré



Le club saoudien d'Al Hilal a remporté la Ligue des champions d'Asie de football, en s'imposant devant son homologue Sud-Coréen de Pohang Steelers sur le score de 2 à 0, en finale disputée mardi à Ryad.

L'équipe d'Al-Hilal a ouvert le score dès la 20e seconde d'une frappe magnifique de Nasser Al-Dawsari, avant que l'internatio-

nal malien Moussa Marega, sur un service de Bafétimbi Gomis, n'aggrave la marque en deuxième mi-temps. C'est la quatrième fois qu'Al Hilal, déjà sacré en 1991, 2000 et 2019, conquiert le trophée le plus prestigieux du continent asiatique. A la faveur de ce succès, Al Hilal participera à la prochaine Coupe du monde des clubs.



TF1

21.05 Rebecca



**Série policière - France - 2020**  
**Avec Anne Marivin, Benjamin Biolay, Samir Guesmi, Clotilde Courau**  
Rebecca se dispute avec Julien au sujet de leur fille. Pendant ce temps, la police reçoit de nouvelles informations permettant d'identifier la jeune femme ayant revendu les bijoux volés aux victimes. Tandis que Rebecca interroge l'adolescent qu'elle avait agressé, elle reçoit un message de Raf l'informant que le corps de Laetitia Baumann a été retrouvé.

2

21.10 Envoyé spécial



**Présenté par Élise Lucet**  
«Madagascar : la famine climatique» : reportage dans le Sud de l'île où le réchauffement climatique affame la population. Pour se nourrir, les enfants n'ont plus que de la peau de bœuf ou des feuilles de cactus bouillies. Les habitants fuient les campagnes ravagées par la sécheresse et s'entassent dans les villes où 80 % des enfants souffrent de dénutrition.

3 JEUDI

21.05 Hostiles



**Western - Etats-Unis - 2017**  
**Avec Christian Bale, Rosamund Pike, Jesse Plemons, Ben Foster**  
En 1892, le taciturne capitaine Blocker est chargé de convoier un chef cheyenne emprisonné jusqu'aux terres de ses ancêtres, pour qu'il puisse y mourir en paix. Blocker a beaucoup de mal à accepter la situation, car il a participé aux guerres indiennes et considère le chef Yellow Hawk comme un ennemi.

CINE + FRISSON

20.50 Revolver



**France - Grande-Bretagne - 2005**  
**Avec Jason Statham, Ray Liotta, André Benjamin, Vinny Pastore**  
Jake a fait sept ans de prison à la place de Macha, un caïd des jeux et de la drogue. Son séjour derrière les barreaux a aiguë sa soif de vengeance. Mais Jake, atteint d'une maladie grave, n'a que trois jours pour faire payer son ennemi. Un inconnu, Zach, lui propose son aide.

6

21.05 Le meilleur pâtissier



**Saison 10 - 50 nuances de crème**  
**Présenté par Marie Portolano, Cyril Lignac, Mercotte**  
Le défi de Cyril met la banane à l'honneur. Les huit pâtisseries amateurs en lice doivent travailler, pour la métamorphoser en un gâteau défiant les lois de la gravité qui devra tenir à la verticale ! Dans l'épreuve technique, ils ont à réaliser une étreinte, un gâteau sensuel, composé d'une pâte feuilletée garnie d'une ganache bien montée à la vanille et d'une compotée fraises-gingembre.

CINE + PREMIER

20.50 The Way Back



**Drame - Etats-Unis - Canada - 2020**  
**Avec Ben Affleck, Al Madrigal, Janina Gavankar, Will Ropp**  
Jack Cunningham, ouvrier dans le bâtiment, divorcé. L'homme, ancien espoir du basket-ball, inquiète sa famille, à tel point que sa soeur Beth lui en parle au cours du dîner de Thanksgiving.

CANAL+

21.11 American Rust



**Série dramatique - Etats-Unis - 2021**  
**Saison 1 - Episode 1/9**  
**Avec Jeff Daniels, Maura Tierney, David Alvarez, Bill Camp**  
Dans la ville de Buell en Pennsylvanie, un cadavre est retrouvé dans une scierie située près des bois. Le sheriff Del Harris est chargé de l'enquête. Les premiers éléments de l'enquête l'amènent à soupçonner Billy Poe, le fils de sa compagne. Ce dernier partage une amitié profonde avec Isaac English. Un lourd secret semble lier les deux jeunes hommes.

RTL9

20.55 47 Ronin



**Film d'aventures - Etats-Unis - Japon - Grande-Bretagne - Hongrie - 2013**  
**Avec Keanu Reeves, Min Tanaka, Hiroyuki Sanada, Kô Shibasaki**  
Un perfide seigneur de guerre ayant tué leur maître et banni leur tribu, 47 samourais errants jurent de se venger et de restaurer l'honneur de leurs compatriotes. Arrachés à leurs foyers et perdus aux quatre coins des terres connues, cette poignée de rebelles se voit contrainte de recourir à l'aide de Kai.

TF1

21.05 Danse avec les stars



**Présenté par Camille Combal**  
Chacun installé sur son fauteuil de juge, Chris Marques, Jean Paul Gaultier, Denit-sa Ikonomova et François Alu commentent et notent les nouvelles prestations de danse de la soirée : tango, quick-step, salsa, valse, fox-trot... Pour cette grande finale, les candidats doivent exécuter plusieurs chorégraphies, dont la plus marquante de leur parcours.

2

21.10 Capitaine Marleau



**Série policière - France - 2018**  
**Saison 2 - Episode 5 / 7**  
**- Double jeu**  
**Avec Corinne Masiero, Pierre Perret, Dinara Drukarova, Jackie Berroyer**  
La capitaine Marleau se rend en urgence sur l'île de Ré. Un corps sans vie a été retrouvé sur une plage. Lorsqu'elle s'approche du cadavre, l'enquêtrice est sous le choc. La victime, Bénédicte Dalvet, est... son sosie ! Et elle apprend bientôt que Bénédicte n'est autre que sa jumelle.

3 VENDREDI

21.05 Les années télé de Mireille Dumas



Pour fêter ses 40 ans de télévision, la productrice, animatrice et réalisatrice revient sur les moments marquants de ses émissions de télévision. Ainsi, dans «Vie privée, vie publique», elle recevait des célébrités qu'elle poussait à se confier. Sur son plateau, ils évoquaient alors leur jeunesse, parlaient de leurs relations avec leurs parents.

CINE + FRISSON

20.50 I See You



**Thriller - Etats-Unis - 2019**  
**Avec Helen Hunt, Jon Tenney, Judah Lewis, Owen Teague**  
Un jeune garçon disparaît alors qu'il faisait du vélo en forêt. Greg Harper est chargé de l'enquête. La situation familiale du policier est tendue, car sa femme l'a trompé et leur fils ne veut pas lui pardonner. Dans leur maison, des choses étranges se passent. Des objets disparaissent ou sont déplacés... Un réparateur de fenêtre prétend qu'une adolescente lui a ouvert la porte.

6

21.05 Recherche appartement ou maison



**Présenté par Stéphane Plaza, Mathieu Beyer, Antoine Blandin**  
Lors de la centième émission diffusée en début d'année, Stéphane Plaza avait lancé un concours sur les réseaux sociaux, en demandant d'envoyer des vidéos originales à tous ceux qui étaient à la recherche de l'appartement ou la maison de leurs rêves. De nombreux candidats ont relevé ce défi.

CINE + PREMIER

20.50 Le cas Richard Jewell



**Drame - Etats-Unis - 2019**  
**Avec Paul Walter Hauser, Olivia Wilde, Sam Rockwell**  
En 1996, lors d'un concert aux Jeux Olympiques d'Atlanta, l'agent de sécurité Richard Jewell identifie un colis suspect. Son professionnalisme permet de déjouer un attentat et d'éviter un drame. Cependant, le FBI le soupçonne très vite d'avoir lui-même posé la bombe. La presse s'empare de l'information et fait les gros titres, transformant le héros en coupable.

CANAL+

21.11 Bad Boys for Life



**Film d'action - Etats-Unis - Mexique - 2020**  
**Avec Will Smith, Martin Lawrence, Joe Pantoliano, Paola Nuñez**  
Les rues de Miami sont agitées car Marcus et son collègue Mike roulent à une vitesse démesurée afin de se rendre à la clinique où Megan, la fille de Marcus, vient de donner naissance à son premier enfant. Pendant ce temps, Isabel Aretas, une criminelle, s'évade violemment d'une prison mexicaine et retrouve son fils Armando, à qui elle fait promettre de venger son père.

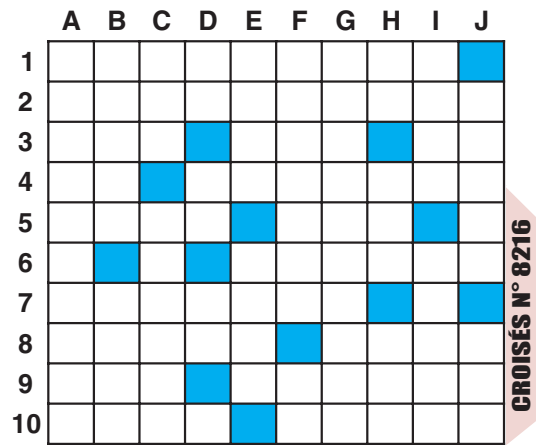
CANAL+ CINEMA

20.53 Police



**Film policier - France - 2020**  
**Avec Virginie Efira, Omar Sy, Grégory Gadebois, Elisa Lasowski**  
A Paris, Virginie, policière, mère d'un petit garçon, traverse une période particulièrement difficile. Erik, un de ses collègues proches, n'a jamais eu d'enfant et vit également une vie conjugale compliquée. Un soir d'été, Erik, Aristide et Virginie acceptent une mission : reconduire un Tadjik, Asomidin Tohirov, jusqu'alors dans un centre de rétention, à l'aéroport.





Horizontalement:

1. Au plus haut point familial.
  2. Type d'expérience.
  3. Alla à rebours. A l'autre. Drôle de passé
  4. Un bout à tirer. Balance.
  5. Courants.
  6. Ma foi, c'est elle qui fait l'homme !
  7. Vers.
  8. Etre malaisant.
  9. Va en ouverture.
  10. Entre en cheville.
- Pas laissées. en place.

Verticalement:

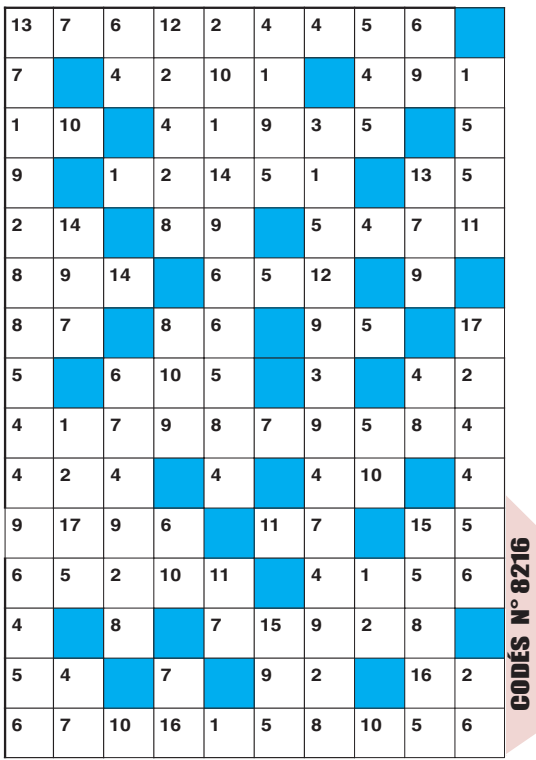
- A. Météorisme.
- B. Beau lieu. Inaptes.
- C. Chance gâchée.
- D. Mesure en long.
- E. Ecossais de la Haute.
- F. Maître en la matière.
- G. Capitaine au long cours.
- H. Dans le vent. Garde la forme ! Lance un cri.
- I. Salve. Elle donne le pis à Rémus et Romulus !
- J. Parente. Possessif.



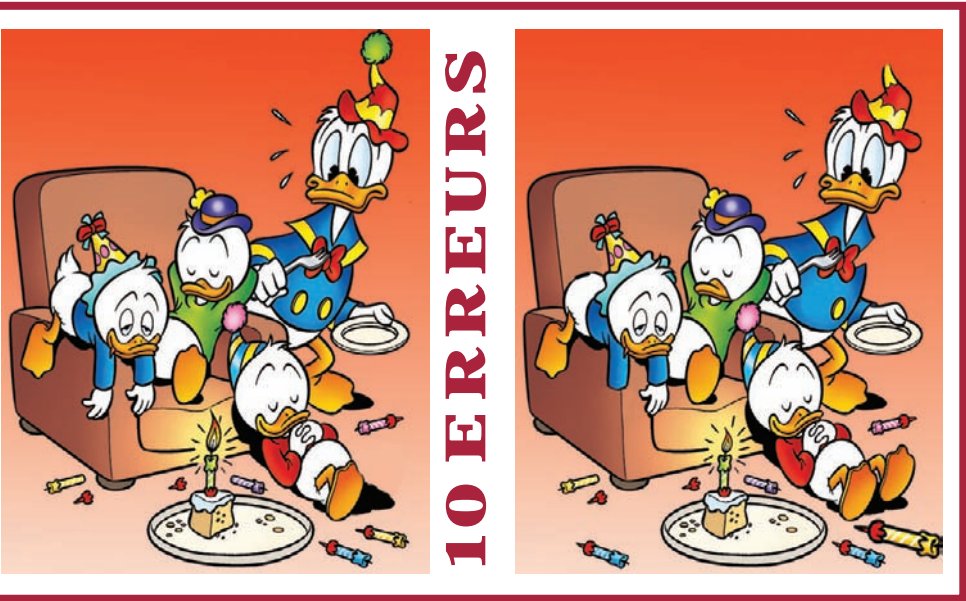
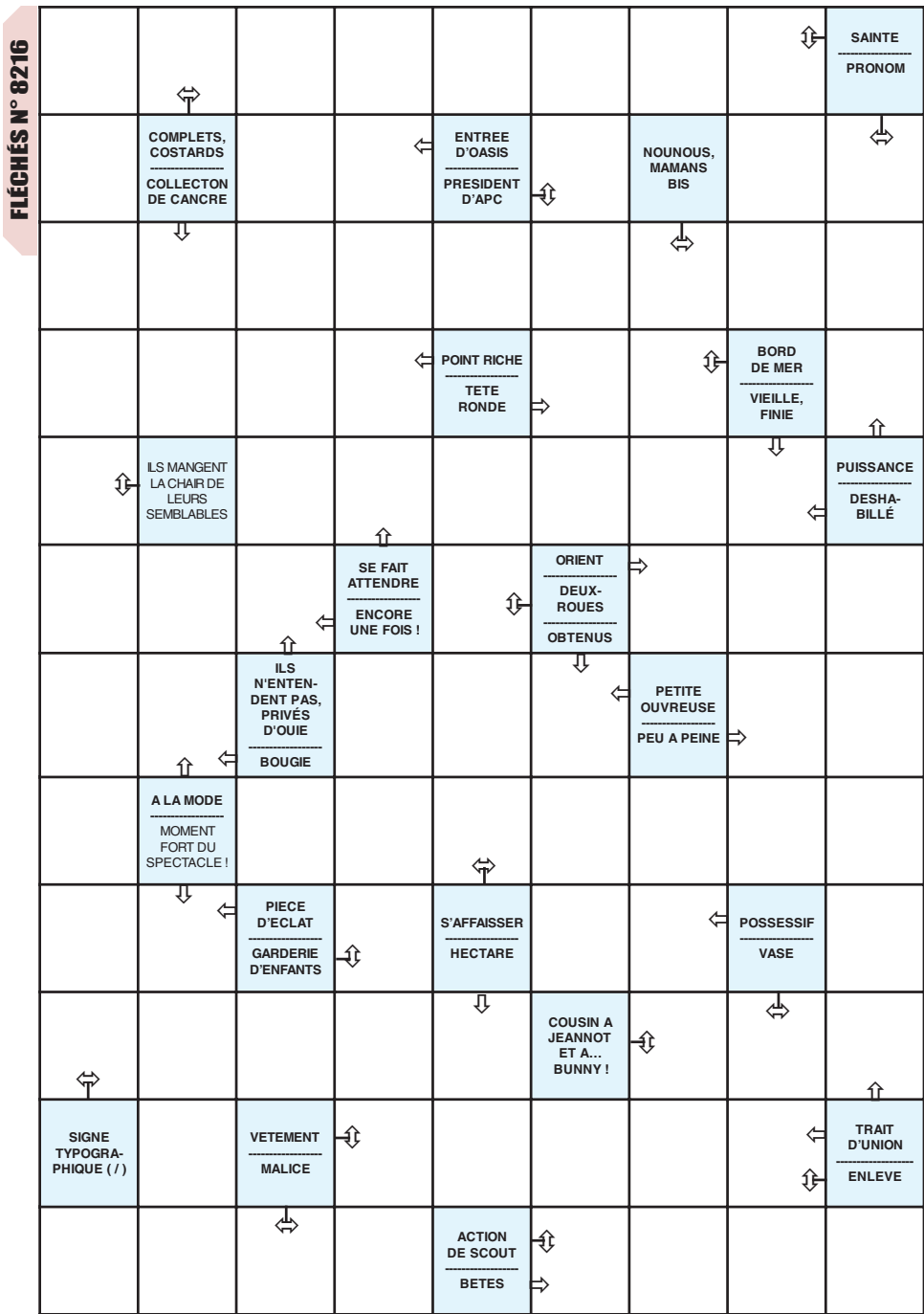
ABUS - AMAS - AMITIE - ARRETER - ASSOCIER - AUBADE - AVION - BARRE - BERCEAU - BUTOR - CHAHUTER - DERISION - DOLEANCE - ENDOSSEMENT - ETAPE - GAMIN - GORGE - GRAVITATION - GUET - HONORER - INCARNATION - LOUVE - MAISON - MARMELADE - MAXIMUM - MEMOIRE - MORUE - NEIGE - ORME - OUTRAGE - PLEIN - PORT - PRENOM - PROVINCE - RAMASSER - REBUS - REPAIRE - RIEN - SERIE - STAR - TRAIN - USINAGE - VENTILER - VOYAGEUR.

Les 06 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :  
- Mon 1er est un moche insecte.  
- Mon 2e produit des oeufs.  
Mon tout est un nouveau-né, toujours joli bien sûr !

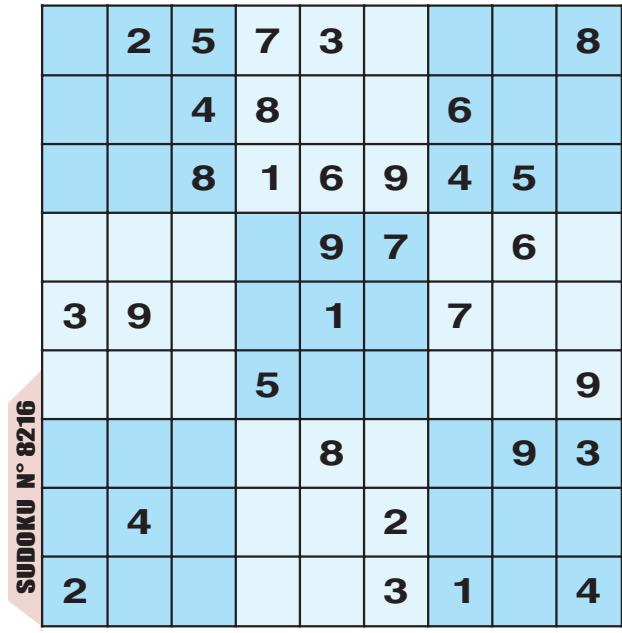
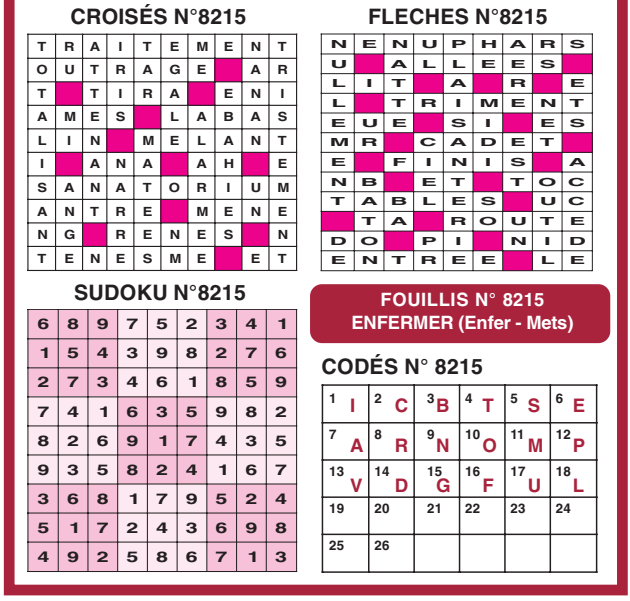
|    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 1  | R  | 2  | O  | 3  | P  | 4  | 5  | 6  | 7  | 8  | 9  | 10 | 11 | 12 | 13 |
| 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 |    |    |    |



Jeux proposés par Chérifa Benghani



LES SOLUTIONS



**Bélier 21-03 au 20-04**  
Vous avez envie d'entreprendre quelque chose de nouveau, de stimulant, d'élargir vos horizons sociaux. Puisque vous voilà en pleine ascension, persévérez jusqu'au sommet !

**Taureau 21-04 au 21-05**  
Vous rêvez d'aventures torrides, de voyage en amoureux ou de fiestas sexy ? Vous avez beaucoup d'imagination mais... en avez-vous réellement les moyens ?

**Gémeaux 22-05 au 21-06**  
Votre partenaire vous sollicite très souvent ces jours-ci. Comme vos pensées sont assez coquines, si vous lui parliez de vos propres désirs ?

**Cancer 22-06 au 22-07**  
Comment trouver une juste mesure entre le temps passé avec votre partenaire et celui que vous consacrez actuellement à votre travail ? Telle est la question...

**Lion 23-07 au 23-08**  
Pouvoir de création, amours et loisirs sont en ce moment prioritaires, mais les vicissitudes du quotidien semblent vous rappeler à l'ordre...

**Vierge 24-08 au 23-09**  
En ce moment, vous avez envie de rester chez vous ou de ronronner en famille. Soyez un peu plus à l'écoute de vos enfants ou, si vous êtes célibataire, de votre partenaire.

**Balance 24-09 au 23-10**  
Même si vos proches vous posent problèmes, vous parvenez tout de même à vous concentrer sur vos démarches professionnelles. Avec un peu de psychologie, vous faites la part des choses.

**Scorpion 24-10 au 22-11**  
Mettez en avant vos dons et qualités, osez dire de ce qui a de la valeur à vos yeux. C'est le moment de communiquer, de prendre des contacts, des rendez-vous pour le futur proche.

**Sagittaire 23-11 au 21-12**  
Si vous pensez à vous mettre en avant dans vos activités et à faire valoir vos qualités, vous y gagnerez en crédibilité et en estime. Faites-vous confiance !

**Capricorne 22-12 au 20-01**  
Depuis quelque temps, vous préférez vous isoler afin de faire le point ou préparer au mieux les lendemains qui viennent. Ce n'est pas une raison pour faire la tête !

**Verseau 21-01 au 18-02**  
Vos projets stagnent quelque peu et vous avez envie de sortir pour vous changer les idées mais vous avez également besoin de calme et de repos. Commencez par vous relaxer dix minutes...

**Poissons 19-02 au 20-03**  
Actuellement, vous visez haut et vous avez sans doute raison. Mais vous gagnez à tenir compte de vos amis, et de leur avis en matière de projets.



## Des bandes de voleurs multiplient les razzias dans les grands magasins en Californie



Quelque 20 personnes dans quatre voitures ont pris part à la razzia d'un grand magasin de Los Angeles lundi soir, abattant une masse sur la vitrine avant de pénétrer dans l'enceinte pour s'emparer de vêtements pour hommes. Samedi, ce sont plus de 80 personnes qui ont afflué pour voler un grand magasin de Walnut Creek, près de San Francisco. Le vol «était clairement planifié», affirme la police de la ville dans le quotidien San Francisco Chronicle. Le lendemain deux tentatives similaires ont eu lieu dans la ville cosue de Beverly Hills, en banlieue de Los Angeles, un groupe tentant de briser les vitrines de magasins Louis Vuitton et Saks Fifth Avenue.

La police affirme que les deux tentatives ont été infructueuses.

Des bandes de voleurs maniant des marteaux ont également pris pour cible plusieurs magasins californiens au cours du week-end, jusque dans le centre de San Francisco. Des vidéos publiées sur les réseaux sociaux montraient des personnes au visage dissimulé sortir à toute vitesse d'un magasin Louis Vuitton, avec la marchandise dérobée. Dans la grande ville d'Oakland, près de San Francisco, des bandes prenant pour cible des magasins de cannabis ont ouvert le feu lors d'une confrontation avec la police.

# Le Quotidien

D'ORAN  
Edition Nationale d'Information

## Pétrole : initiative inédite des Etats-Unis et d'autres pays pour faire baisser les cours



Les Etats-Unis et d'autres pays, dans une initiative coordonnée présentée comme inédite par les Américains, vont utiliser leurs réserves stratégiques de pétrole pour tenter de faire baisser les cours de l'or noir, a annoncé mardi la Maison Blanche.

La première puissance économique mondiale va pour sa part mettre sur le marché 50 millions de barils de pétrole,

selon un communiqué. En augmentant l'offre, les Etats-Unis et les autres Etats espèrent faire mécaniquement baisser les cours.

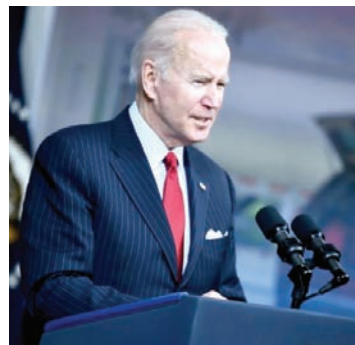
Cette opération se fait en parallèle avec d'autres Etats gros consommateurs d'or noir, en particulier la Chine, l'Inde, le Japon, la Corée du Sud ou encore le Royaume-Uni, selon la Maison Blanche.

Un haut responsable de l'ad-

ministration américaine a assuré qu'une telle coordination était une première.

La flambée des prix à la pompe aux Etats-Unis, très gros consommateurs d'essence, pose un problème politique majeur au président Joe Biden. Ses tentatives de faire pression sur les pays producteurs, notamment l'Arabie saoudite, pour qu'ils augmentent leur offre n'ont jusqu'ici pas réussi.

## Le sommet pour la démocratie de Biden fait bondir Moscou et Pékin



Le président américain Joe Biden s'est attiré mercredi les foudres de la Russie et de la Chine qui ne figurent pas parmi les quelque 110 pays et territoires invités à son sommet virtuel pour la démocratie en décembre. «Les Etats-Unis préfèrent créer de nouvelles lignes de division, diviser les pays en bons, selon eux, et mauvais, selon eux», a déclaré le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov, lors d'un point de presse téléphonique. Pékin a fait part de sa «ferme opposition» à l'invitation de Taiwan à ce sommet virtuel.

«Taiwan n'a pas d'autre statut en droit international que celui de partie intégrante de la Chine», a martelé devant la presse un porte-parole de la diplomatie chinoise, Zhao Lijian. Quasiment au même moment, les autorités de l'île au cœur de la rivalité Pékin-Washington remerciaient le président américain pour sa décision de convier Taiwan. Ces dernières semaines, les passes d'armes se sont multipliées entre Pékin et Washington sur le sort du territoire, qui jouit d'un système démocratique et dispose d'un gouvernement, d'une monnaie et d'une armée propres.

## Antilles françaises : éruption de violences et tirs sur les forces de l'ordre

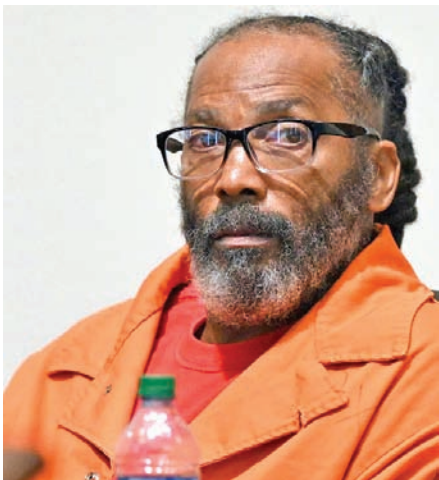


La Martinique et la Guadeloupe, deux îles des Antilles françaises, sont secouées par un mouvement social et de contestation des mesures sanitaires qui a vite été émaillé de violences, y compris de tirs contre les forces de l'ordre dans la nuit de lundi à mardi. Le mouvement de contestation de la vaccination obligatoire contre le Covid-19 pour le personnel soignant et les pompiers a été déclenché le 15 novembre en Guadeloupe, avec un appel à la grève générale d'un collectif d'organisations syndicales et citoyennes. Celles-ci réclament aussi la hausse des salaires et des minima sociaux et la baisse des prix des carburants et du gaz.

Il a dégénéré les jours suivants, avec des barricades, des pillages de magasins, des incendies et même un vol d'armes et de munitions dans un poste de garde-côtes de la Douane, à Pointe-à-Pitre, le chef-lieu de la Guadeloupe. La Martinique a embrayé une semaine plus tard, lundi, les manifestants y bloquant notamment les principaux axes routiers.

Quelque 250 policiers et gendarmes ont été envoyés en renfort et un couvre-feu, qui expirait mardi mais a été prolongé jusqu'au samedi 28 novembre, a été instauré de 23H00 à 5H00 heures locales.

## Un Afro-Américain disculpé après 43 ans en prison



Un sexagénaire afro-américain a été disculpé et remis en liberté mardi par un tribunal du Missouri après avoir passé 43 ans en prison suite à une erreur judiciaire.

Kevin Strickland, 62 ans, avait été condamné en 1979 à la réclusion à perpétuité par un jury entièrement blanc, pour un triple meurtre qu'il a toujours nié avoir commis. «Aucun indice matériel ne le liait au crime et il a été condamné uniquement sur la base du témoignage» d'une rescapée qui s'est ensuite rétractée, a relevé le juge James Welsh dans sa décision.

De plus, deux des quatre auteurs du raid meurtrier l'avaient formellement mis hors de cause, a souligné le magistrat. «La confiance du tribunal dans la condamnation de M. Strickland est tellement minée qu'elle ne peut pas tenir», a-t-il conclu en ordonnant la «remise en liberté immédiate» du prisonnier. La procureure du comté de Jackson, qui avait demandé l'annulation de la condamnation, a salué cette décision. «Justice est — enfin — rendue pour cet homme qui a tellement souffert de cette tragique er-

reur judiciaire», a déclaré Jean Peters Baker dans un communiqué. Le nom de Kevin Strickland vient désormais allonger une longue liste d'Américains victimes d'erreurs judiciaires, et se situe parmi ceux ayant passé le plus de temps derrière les barreaux.

Selon le «National Registry of Exonerations», un projet mené par plusieurs universités américaines, les quelque 2.500 personnes blanchies par la justice ces trente dernières années ont passé en moyenne 13,9 années en prison, avec un maximum de 47 ans et 2 mois.

## EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

### CRÉDITS AUX JEUNES ET DÉPART MAL AMORCÉ

Il était évident que l'origine de l'énorme entorse, à coups de milliers de milliards de dinars, était à rechercher ailleurs et que la culpabilité reposait d'abord sur la légèreté avec laquelle l'argent public a été généreusement distribué. Il est certain que dans cette grande opération nationale d'envergure, la charrue a été mise avant les bœufs. La majorité des quidams sans formation et sans savoir-faire et inquiétés par le harcèlement des huissiers avaient bénéficié d'un pactole financier conséquent et avaient été livrés à la férocité des activités marchandes. Avec

une remarquable naïveté, ils pensaient s'y frayer un chemin en commerçant des produits cosmétiques ou en slalomant dans le terrain glissant de la location de voitures, ignorant que le commerce plus que tout autre domaine est un art compliqué pour lequel il est exigé d'être bien armé.

Le fait notable est que ce sont quelques acteurs déjà installés et rodés qui ont pu fructifier et renforcer leurs affaires grâce à cette politique d'aide pour confirmer qu'une formation sérieuse et adéquate reste le socle sain pour lutter contre le chômage des jeunes.

En décidant de stopper les poursuites judiciaires contre les bénéficiaires des crédits à tous égards irrécouvrables, le chef de l'Etat démontre à sa façon que dans ce domaine, c'est le départ qui a été mal amorcé.

La rumeur serinée maintes fois a été confirmée cette semaine. Les jeunes et les moins jeunes embarqués dans les aides financières engagées par l'Etat pour monter des affaires et qui ne peuvent rembourser leurs prêts aux banques ne seront pas poursuivis par la justice. Il a fallu l'intervention du président de la République lui-même pour mettre un terme à une situation alambiquée dont l'essence était la volonté de venir en aide aux chômeurs. Mesures de rétorsion ou pas, il était évident que les poursuites judiciaires engagées par les organismes financiers contre ceux qui ont failli dans leurs entreprises ne serviraient qu'à encombrer les tribunaux dans la mesure où les incriminés étaient dans l'incapacité de rembourser quoi que ce soit et n'avaient de surcroît engagé la moindre garantie.